



Revue de presse de septembre 2024

**Réseau des Journalistes Africains
Spécialisés sur le Développement
Durable & le Changement
Climatique**

Un programme de l'Association Africa 21

Références : Accord de Paris, AfCFTA, AFDAN, AfDB, African Union Commission, AMCEN, BAD, Banque Mondiale, BOAD, Cadre mondial pour la biodiversité, CCDA-XII, CEA-ONU, CINU Togo, COP 26, COP 27, COP 28, COP 29, FAO, FEM, GEF, GGGI, Greenpeace Africa, IFC, Montreal Protocol, Paris Agreement, REDD+, UEMOA, UICN, UNCCD, UNDP, UNECA, UNEP, UNESCO, UNFCCC, UNFPA, UNGA, UNICEF, Union Africaine, USAID, WHO, WIR.

Table des matières

Karina Zarazafy (Madagascar) ; Interview de Carlos Manuel Rodríguez, PDG du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) : « Une règle de base : quand un gouvernement change, le nouveau continue les chantiers du précédent » ; Bleen Media, 1 ^{er} septembre 2024.	6
Joseph Abuje (Kenya) ; Climate financing will be key for Africa at COP 29; Africa Science News, September 1, 2024.	10
Marcia Moyana (Afrique du Sud) ; Getting more women into science crucial to meeting developmental goals ; Newsday, December 2, 2024.	12
Boris Ngounou (Cameroun) ; Abidjan : la CCDA-XII appelle à une action climatique urgente et à des financements innovants pour l'Afrique ; Environnementales, 2 septembre 2024.....	15
Jenifer Gilla (Tanzanie) ; Tanzania's clean energy push: VP highlights gender equity and environmental goals ; Habitat Media, September 2, 2024.....	17
Hector Nammangue (Togo) ; Les maires africains unissent leurs forces pour l'action climatique à Addis-Abeba ; Vert Togo, 4 septembre 2024.....	21
Agnes Oloo (Kenya) ; African environment ministers kick off tenth AMCEN session in Abidjan ; Citizen digital, September 5, 2024.	24
Thuku Kariuki and Daniel Furnad (Kenya) ; COP 29: Africa's Opportunity to Lead on Climate Action ; StorySpotlight, September 6, 2024.	26
Thuku Kariuki and Daniel Furnad (Kenya) ; What It will take to Deliver Finance for Adaptation in Africa ; Science Africa, September 6, 2024.....	28
Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; Inondations au Niger: le bilan s'alourdit ; L'événement Niger, 7 septembre 2024.....	31
Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; Inondations : Des montées des écoulements prévues au Sahel ; L'événement Niger, 11 septembre 2024.	32
Naïma Cherii (Maroc) ; Séisme d'Al Haouz : Le rythme lent et les mauvais calculs pointés ! Le Reporter Express, 12 septembre 2024.	34
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Rita Maria El Zaghloul : « Seulement 7% des aires terrestres et 0,90% des aires marines sont protégées à Madagascar » ; Bleen Media, 12 septembre 2024. ..	38
Agnes Oloo (Kenya) ; A journey to reform the global climate finance architecture for African countries ; Citizen digital, September 13, 2024.	43

Denise Kyalwahi (RDC) ; L'Afrique a besoin d'une meilleure recherche sur le climat, déclare le Premier ministre ivoirien ; Naturel CD, 13 septembre 2024.....	45
Joseph Abuje (Kenya); UNESCO empowers schools on AI; Africa Science News, September 13, 2024.....	48
Agnes Oloo (Kenya) ; Kenya at risk as fast fashion's toxic global trade endangers African ecosystems, public health ; Citizen digital, September 14, 2024.	50
Denise Kyalwahi (RDC) ; Haut-Katanga : comment la pollution environnementale affecte la vie des populations à Lubumbashi ; Naturel CD, 14 septembre 2024.	53
Hector Nammangue (Togo) ; Togo et ODD : vers un futur durable à l'approche du sommet de l'Avenir ; Vert Togo, 15 septembre 2024.	57
Denise Kavira Kyalwahi et Dr Gode Bola (RDC) ; Combattre la colère du fleuve : la lutte de Kinshasa contre les inondations ; InfoNile, 16 septembre 2024.	59
Christopher Bendana (Ouganda); We can produce much of our wheat needs ; Science Now Mag, September 16, 2024.	67
Lenah bosibori (Kenya); Boost to Nairobi's healthcare as air quality monitors launched at Mama Lucy Hospital; Africa Science News, September 16, 2024.	72
Victor Moturi (Kenya) ; How youths in lower eastern Kenya mitigating climate change; Radio France International Kiswahili service, September 16, 2024.....	74
Hector Nammangue (Togo) ; Préparer le terrain pour la finance climat en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 17 septembre 2024.	75
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwean Stakeholders Collaborate To Phase Out Ozone Depleting Substances ; Pan African Visions, September 17, 2024.	78
Hector Nammangue (Togo) ; 1 800 milliards de FCFA pour financer les projets climatiques en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 18 septembre 2024.....	82
Maina Waruru (Kenya) ; Governments Using Billions of Public Funds to Subsidize Climate-Destructive Industries—Report ; IPS News, September 18, 2024.	85
Joseph Abuje (Kenya); Kenya's local green revolution toward environmental conservation takes shape; Africa Science News, September 19, 2024.	89
Hector Nammangue (Togo) ; Mobiliser des financements verts pour renforcer la résilience climatique au Bénin ; Vert Togo, 19 septembre 2024.	91
Lenah bosibori (Kenya); Africa CDC urges member countries to embrace Mpox Vaccination as cases continue to rise; Africa Science News, September 20, 2024.....	93
Boris Ngounou (Cameroun) ; En route vers la COP29, Greenpeace Afrique propose une stratégie pour mobiliser 900 Mds \$ de fonds climat pour les pays en développement ; Environnementales, 20 septembre 2024.	96
Thuku Kariuki (Kenya) ; Kenya's Ambitious Wildlife Census Sparks Debate ; TRT Afrika, September 20, 2024.	98

Hector Nammangue (Togo) ; Le Togo et trois autres pays bénéficient d'une protection financière de la BOAD contre les catastrophes naturelles et sanitaires ; Vert Togo, 21 septembre 2024. ...	99
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : inondations meurtrières au Nord Cameroun : l'Afrique appelle à un financement climatique renforcé ; Media2Afrique, 21 septembre 2024.....	101
Agnes Oloo (Kenya) ; Pressure piles on African negotiators to achieve new climate financing goal ; Citizen digital, September 21, 2024.	102
Hector Nammangue (Togo) ; Électrification rurale : la BOAD approuve un projet de 6 milliards FCFA pour 172 localités au Togo ; Vert Togo, 22 septembre 2024.	104
Agnes Oloo (Kenya) ; Exploits in Lewa with poacher-turned-ranger Kapuna Nanyuki as world marks Rhino Day ; Citizen digitale, September 22, 2024.	106
Aika Kimaro (Tanzanie) ; How Hadzabe use indigenous knowledge to protect environment ; Habitat Media, September 23, 2024.	110
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwean Climate Activists Mourn the Death of Earth ; Pan African Visions, September 24, 2024.	115
Lenah Bosibori (Kenya); Craft project empowers East african farmers with climate-smart agriculture technologies; Africa Science News, September 25, 2024.....	118
Sarah Natoolo (Ouganda) ; Joint efforts in the East African countries to finance climate related issue ; UBC Radio, September 26, 2024.	120
Hector Nammangue (Togo) ; Freiner la dégradation des ressources naturelles par la planification familiale ; Vert Togo, 26 septembre 2024.	121
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : pendant que l'on assiste les sinistrés à l'extrême-nord, la prévention s'imposent ; Environnementales, 26 septembre 2024.....	122
Joseph Abuje (Kenya); Developing economies to enjoy \$8 trillion opportunity in sustainable cooling deal; Africa Science News, September 26, 2024.	123
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Justice climatique : " L'argent du monde coule dans la mauvaise direction" ; Bleen Media, 27 septembre 2024.....	125
Naïma Cherii (Maroc) ; Inondations de Tata :Y avait-il moyen d'éviter les dégâts ? Le Reporter Express, 27 septembre 2024.	128
Naïma Cherii (Maroc) ; Drame de Tata : Mbark outcharraft «Tout reste à faire à Tata» ; Le Reporter Express, 27 septembre 2024.	131
Egide Kitumaini (RDC) ; Les journalistes africains, moteurs du changement climatique : un besoin urgent de soutien ; WATCHDOG, septembre 29, 2024.....	134
Rabah Karali (Algérie) ; Lutte contre la désertification en Afrique et dans le monde arabe. L'Algérie appelle à une coopération internationale et régionale ; E-bourse, 29 septembre 2024.	136
Rabah Karali (Algérie) ; Relance de la culture de l'arganier. Récolte de près de 1,5 quintal de graines à Mostaganem; E-bourse, 29 septembre 2024.	138

Ernest Agbota (Bénin) ; Enjeux des solutions basées sur la nature au Bénin ; Radio Parakou, 29 septembre 2024.	139
Boris Ngounou (Cameroun) ; Africa 21, vers un fonds pour soutenir les journalistes africains sur les questions climatiques ; Environnementales, 30 septembre 2024.	140



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Interview de Carlos Manuel Rodríguez, PDG du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) : « Une règle de base : quand un gouvernement change, le nouveau continue les chantiers du précédent » ; Bleen Media, 1^{er} septembre 2024.

Tag : FEM.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/interview-de-carlos-manuel-rodriguez-pdg-du-fonds-pour-lenvironnement-mondial/>

Bleen Media s'est entretenu avec Carlos Manuel Rodríguez, PDG du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), lors de son passage à Madagascar en août dernier, à l'occasion du Dialogue national qui rentre dans le cadre du huitième cycle de programmation du FEM. Interview.



Le PDG du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a effectué à Madagascar une mission qui rentre dans le cadre du huitième cycle de programmation du Fonds qui coïncide également avec la tenue de son dialogue national dans la Grande île. En marge de cet évènement, il nous a accordé une interview.

Bleen : Pouvez-vous nous dépeindre brièvement le bilan de ces 30 années de collaboration entre Madagascar et le FEM ?

Carlos Manuel Rodríguez (C.M.R.) : Le FEM a réalisé beaucoup de choses durant ces 30 années de collaboration. Mais nous devons être très francs : nous n'avons pas été en mesure de «faire bouger l'aiguille» en termes de durabilité. Et cela est dû à de nombreux défis. L'un d'entre eux est que les pays investissent encore davantage de ressources dans des activités qui détruisent la nature et qui contribuent au changement climatique qu'ils n'en investissent dans la protection de la nature.

Nous pensons donc que, si nous sommes en mesure de travailler et de collaborer régulièrement avec les ministères de l'environnement, de l'agriculture, de l'énergie, des finances etc., nous ferons beaucoup mieux. Et ce n'est pas une hypothèse. Cela a été prouvé dans de nombreux autres endroits. Nous essayons de faire une approche gouvernementale globale. C'est une idée qui a vu le jour au sein du FEM, mais elle est désormais une matrice. Lors des COP et des réunions ministérielles, on entend de plus en plus parler de cela. Le FEM estime donc qu'il est à la pointe du progrès dans ce domaine. Oui, bien sûr, nous avons de multiples défis à relever pour changer le business modèle du FEM.

Bleen : Vous avez été ministre de l'Environnement et de l'Energie au Costa Rica. A Madagascar, l'accès à l'énergie constitue encore un grand défi. Auriez-vous des conseils à donner sur la manière de surmonter cette problématique, partir de cette transition et aller vers le renouvelable ?

C.M.R. : Aujourd'hui, j'ai été rejoint par trois ministres, le ministre de l'Environnement (et du Développement Durable), le ministre de la Pêche (et de l'Economie Bleue) et le ministre de l'Energie (et des Hydrocarbures). Au Costa Rica, il n'y en a qu'un. Une seule personne est le ministre de l'énergie et des mines, des ressources naturelles, des océans et de l'eau. Nous ne faisons pas de distinction entre les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables. Plus il y a de personnes autour de la table pour réfléchir et planifier, plus c'est complexe. Nous avons donc appris au Costa Rica que le fait de rassembler les ministères sous une même coupe peut vraiment nous aider.

Les faits sont là. L'électricité y est aujourd'hui 100 % renouvelable. Lorsque nous avons créé le ministère de l'énergie et de l'environnement en 1986, 60 % de notre électricité était d'origine renouvelable et 40 % provenait de combustibles fossiles. Mais lorsque nous avons associé les spécialistes de l'énergie avec les spécialistes de l'environnement et que nous les avons obligés à réfléchir et à planifier ensemble, nous avons obtenu ce résultat 30 ans plus tard. Nous disposons d'une énergie renouvelable à 100 %.

Avec la nature, c'est exactement la même chose. Nous avons encore des problèmes avec la combinaison environnement-énergie. Je ne dirai pas que c'est une recette qui marche à tous les coups ni que vous deviez fusionner ces trois ministères. Mais je tiens à souligner que le fait d'avoir plusieurs ministères avec de multiples responsabilités dans la gestion des ressources

naturelles est déjà un grand défi en soi. Les pays doivent prendre en compte le fait que toutes les institutions doivent changer et que ce changement doit être basé sur l'aspiration à la durabilité.

Bleen : Vous avez également réussi à doubler la superficie forestière du Costa Rica quand vous étiez ministre. Quelles leçons Madagascar peut-il tirer de ce succès de votre pays, sachant qu'il ambitionne de retrouver son appellation d'« île verte »?

C.M.R. : Nous n'avons jamais eu les ressources nécessaires pour doubler la taille de nos forêts. Ce que nous avons, c'étaient un rêve et un engagement. Et au Costa Rica, il y a une grande stabilité politique. C'est-à-dire que lorsqu'un gouvernement se termine et qu'un nouveau arrive, ce dernier continue les chantiers du précédent. C'est une règle de base. Et c'est l'un des plus grands défis que nous ayons eu à relever au FEM. Nous avons commencé à travailler avec le gouvernement et nous avons établi des priorités. Le gouvernement change, un nouveau parti, un nouveau ministre, une nouvelle personne arrivent et ils ne veulent rien savoir de ce que faisait le précédent. Puis ils nous reprochent les actions que nous avons initiées. C'est donc un gros problème.

Le gouvernement et la société doivent avoir un contrat social et se mettre d'accord sur les grandes décisions. Nous n'avons jamais eu d'argent, nous avons eu des conditions propices au changement. Les ministres, les sociétés civiles et d'autres acteurs travaillent sur la base de cette stabilité politique. Le ministère de l'environnement recense environ 3 000 agents au Costa Rica. Lorsque le gouvernement change, seules trois personnes changent : le ministre, le vice-ministre et le directeur général. Le reste du personnel reste en place. C'est un élément de base.

Le deuxième élément est que nous utilisons les ressources du FEM pour faire en sorte que les modèles qui fonctionnent soient transformés en politiques. Nous sommes donc allés au Congrès et avons adopté de nouvelles lois et politiques. La façon dont nous avons pu doubler la taille de la forêt a consisté à s'attaquer d'abord aux principaux facteurs incitatifs. En effet, il y a beaucoup d'incitations qui favorisent la déforestation et il fallait les supprimer.

Ce n'est pas facile parce qu'il s'agit de subventions ou d'incitations qui permettent à quelqu'un de gagner de l'argent. Et c'est complexe. Nous devons nous adresser à un congrès national. Ensuite, avec le paiement des services environnementaux, les personnes qui conservent les forêts seront indemnisées pour le carbone, la biodiversité et l'eau qu'elles produisent. Qui paiera pour cela ? Les bénéficiaires. Si vous vivez au Costa Rica et que vous utilisez votre voiture, vous payez une taxe supplémentaire pour le carburant, car les émissions que vous produisez seront compensées par le propriétaire d'une forêt.

Ainsi, lorsque vous apportez ce type d'incitations positives, vous n'avez pas besoin de couper les forêts. Il ne s'agit plus d'idées novatrices, de nombreux pays le font depuis 20 ans. Il s'agit donc d'un peu d'accords politiques. C'est le fond du problème. Il en va de même pour l'énergie.

En fin de compte, la transition dans le secteur de l'énergie a été réalisée au Costa Rica non pas parce que le FEM avait suffisamment d'argent. Le FEM a mis un peu d'argent pour catalyser les processus et le pays a compris la voie à suivre vers les énergies renouvelables.

Bleen : Combien de temps a-t-il fallu pour obtenir ces résultats ?

C.M.R. : Qui s'en soucie ? Cela prend du temps, mais il faut investir dans ces conditions favorables. Je parlais de la nécessité d'investir le FEM dans la jeunesse, parce que je pense que la jeune génération – les moins de 30 ans – est vraiment préoccupée par son avenir. Elle est furieuse contre ma génération/notre génération, laquelle est à l'origine des problématiques environnementales. Le FEM doit être une source de financement pour le changement en politique et dans le secteur privé. C'est ce que nous cherchons à faire. Cela prend du temps, mais les bénéfices sont considérables.



Joseph Abuje (Kenya); Climate financing will be key for Africa at COP 29; Africa Science News, September 1, 2024.

Tag : AfCFTA, AfDB, African Union Commission, CCDA-XII, COP 28, COP 29, UNECA.

To access the article : <https://africasciencenews.org/climate-financing-will-be-key-for-africa-at-cop29/>



Ahead of COP29 in Baku, Abidjan hosts the 12th Climate Change and Development in Africa Conference with strong calls for urgent action in innovative financing, speakers attending the 12th Conference on Climate Change and Development in Africa (CCDA-XII) in Abidjan, Ivory Coast said.

Côte d'Ivoire's Minister of Environment, Jacques Assahoré Konan underscored the magnitude of the climate crisis, stating, "Combating climate change is the greatest challenge humanity has faced in the last century."

He highlighted the disproportionate impact on Africa, which contributes less than 4% of global greenhouse gas emissions yet bears the brunt of climate-related consequences.

"Adaptation to these adverse effects is a major concern for Africa, and securing adequate financing is key. The theme of this conference, 'Financing Climate Adaptation and Resilience in Africa,' and the expertise gathered here offer a beacon of hope for the continent," he said.

Hanan Morsy, ECA Deputy Executive Secretary and Chief Economist, emphasized the critical shortfall in climate finance. "Despite the 2009 pledge of \$100 billion annually, only a fraction of the estimated \$1.3 trillion needed to support global climate resilience has been mobilized.

The decline in global climate finance for adaptation, rather than the expected doubling by 2025, poses a serious threat to the Sustainable Development Goals (SDGs) and existing resilience investments," she noted.

Hanan Morsy called for innovative financing solutions that do not exacerbate Africa's debt burden, leveraging the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) to channel investments into adaptation efforts. She also stressed the importance of developing strong public-private partnerships and engaging stakeholders at all levels to scale up adaptation investments.

Josefa Correia Sacko, Commissioner for Agriculture, Rural Development, Blue Economy, and Sustainable Environment (ARBE) at the African Union Commission, highlighted the immense financial requirements for Africa's climate commitments, stating, "African countries will need approximately USD 3 trillion to fully implement their Nationally Determined Contributions (NDCs) by 2030. However, securing adequate financing for climate action remains a significant challenge. That is why we are gathered here today—to deliberate on key actions, and strategies, and to solidify Africa's position as we assess the outcomes of COP 28 and chart our course forward for COP 29 in November this year in Baku, Azerbaijan."

She further emphasized the need for unity in the continent's approach, saying, "I urge all of us to speak with one collective voice as we prepare for COP 29. Our focus must be on mobilizing climate finance at scale for Africa, with a clear emphasis on securing grants rather than loans or debt. We must prioritize financing for impactful projects and ensure that carbon markets work in our favour."

Anthony Nyong, Director of Climate Change and Green Growth at the African Development Bank highlighted the need for recognition and compensation for Africa's significant contributions to global mitigation efforts. "Our priority must be fostering climate-resilient development while balancing adaptation with climate-informed investments. However, this can only be achieved with adequate financing, technology transfer, and capacity building, in accordance with the principle of common but differentiated responsibilities," he stated.

CCDA-XII will focus on critical themes such as climate finance, green growth, climate justice, and regional cooperation. The conference provides a vital platform for African leaders, policymakers, and experts to collaborate on strategies that will guide the continent towards a sustainable and resilient future.

As CCDA-XII unfolds, it is expected to catalyze bold actions and commitments that will not only address Africa's immediate climate challenges but also secure a prosperous and sustainable future for generations to come.

CCDA is convened annually ahead of the annual global Conference of the Parties (COP) by a coalition of partnerships known as ClimDev-Africa, which includes the African Union Commission, the United Nations Economic Commission for Africa (ECA), and the African Development Bank (AfDB). CCDA is organized in collaboration with the Pan African Climate Justice Alliance (PACJA) and other regional institutions. This year, it is being hosted by the Government of Côte d'Ivoire from August 30 to September 2, 2024.

Newsday

Marcia Moyana (Afrique du Sud) ; Getting more women into science crucial to meeting developmental goals ; Newsday, December 2, 2024.

Tag : UNESCO.

To access the article : <https://newsdayonline.co.ls/getting-more-women-into-science-crucial-to-meeting-developmental-goals/>



Efforts have been made to create opportunities for women to participate in the Science, Technology, Engineering and Mathematics (STEM) industry.

And while most women have taken these opportunities by enrolling for the courses at university, few of them are working in the field.

The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) reports that only 35 percent of STEM graduates are women. In South Africa, only 13 percent of women are working in the STEM field and eight percent are in the engineering sector.

The lack of early exposure to STEM subjects, lack of resources, “unwelcoming” working environments, lack of career progression, beliefs and stereotypes that women cannot study and work in the field and the lack of financial support are some of the stumbling blocks that prevent women from participating or remaining in the field.

Speaking at the L’Oreal for Women in Science discussion that was held in Johannesburg on Wednesday, Education Programme Specialist at the UNESCO, Rovani Sigamoney said that more needed to be done to not only attract but to also retain women into the STEM industry.

She further highlighted that despite the challenges women faced, progress had been made to enhance support and celebrate upcoming and established scientists.

“The picture looks eerie but South Africa stands out and has made lots of progress on the continent and in terms of our projections, that is where we are heading all thanks to the Women in Science national programme which other countries on the continent do not have,” said Sigamoney.

She further highlighted some of the achievements that have been made under the UNESCO-L’Oreal for Women in Science programmes which supports 250 women researchers every year during their thesis or post-doctoral studies. More than 4 400 women scientists from 140 countries have been supported.

An enabling environment

“The programme has been phenomenal and we have had seven UNESCO-L’Oreal Laureates who have gone on to get their Nobel Laureates, with one of them went on to become the President of Mauritius,” Sigamoney added.

Supporting girls from a young age and creating an environment that allows them to see scientists as relatable and “ordinary” people.

For physicist and the Head of Biophotonics at the Photonics Centre within the Council for Scientific and Industrial Research (CSIR), Dr Patience Mthunzi-Kufa, this starts with not telling girls that physics is a difficult subject and closing the language barrier that learners from townships and rural communities struggle with when they get to university.

“One of the other barriers I faced at the then Rand Afrikaans University (RAU) was being told by a lecturer during my second year that black could not see in three dimensions so I was wasting my time and my mother’s money by studying physics. That barrier could have broken me down because as a young second year student, we are very impressionable but years later, I have a PhD in physics from an international institution,” said Mthunzi-Kufa.

The first Sub-Saharan African dermatologist for L’Oréal Paris, Dr Ayanda Motau struggled with having to prove herself to patients who doubted her expertise as a Black female dermatologist. She also added that there were fewer job opportunities in the public sector where she struggled to find a job after qualifying to be a dermatologist and ended up going into private practice.

South Africa has about 250 dermatologists in the country, with a 50/50 representation of both men and women. Up to 50 percent of all dermatologists are White, followed by 25 percent Blacks, 18 percent Asians, only three percent are Coloured and the race of the remaining four percent is unknown.

Motau added that it was demotivating for qualified dermatologists to face unemployment when the rates of those who were working in both the public and private sector remained so low when compared to the number of patients who need their services.

“As female dermatologists, we always have to work twice as hard to be taken seriously but once you are in the industry and have grown in it, people start to trust you because they recognise your name,” said Motau.

Opportunities for women in science

“I think the younger generation of women who are scientists, including myself, are privileged to grow up seeing scientists who look like them and have similar stories. We grew up thinking scientists were old White men in white lab coats,” she added.

Women and girls have been encouraged to take advantage of the opportunities that are available for them in the STEM field and to continue expanding their skills by not confining themselves within the field of their study.

With fewer women who remain in the field after completing their university studies or within a few years of working in the STEM field, women are further encouraged to collaborate and build innovative projects that are sustainable.

“Business has supported women in science but more needs to be done and that is why we constantly partner with business to support research and development. Through the National Equipment Programmes (NEP), we have ensured that women get equipment for their labs,” added the Chief Director for Multilateral and Africa Engagements at the Department of Science and Innovation (DSI), Mmampei Chaba.

The DSI aims to support the science community through partnership with the private sector which has supported the training camps for girls who are in high school with laptops that have enabled the girls to access learning through technology.

The gender-focused approach is further applied to empower women and influence the research agenda which has mostly been driven and focused on the male perspective, leaving out voices of 50 percent of the population of women and girls.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Abidjan : la CCDA-XII appelle à une action climatique urgente et à des financements innovants pour l'Afrique ; Environnementales, 2 septembre 2024.

Tag : CCDA-XII, CEA-ONU, CMAE, COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/abidjan-la-ccda-xii-appelle-a-une-action-climatique-urgente-et-a-des-financements-innovants-pour-lafrique/>



La douzième Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-XII) s'est ouverte à Abidjan, rassemblant des leaders et experts pour explorer des solutions innovantes afin de financer l'adaptation climatique sur le continent.

La ville d'Abidjan accueille, du 30 août au 2 septembre 2024, la douzième Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-XII). Organisée par ClimDev-Afrique en partenariat avec plusieurs institutions, cette conférence vise à mobiliser les leaders africains autour de la question cruciale du financement de l'adaptation au changement climatique. Avec pour thème « Financer l'adaptation climatique et la résilience en Afrique »,

l'événement se tient en marge de la réunion spéciale de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE).

Lors de son discours d'ouverture, le Ministre ivoirien de l'Environnement, Jacques Assahoré Konan, a souligné l'impact disproportionné du changement climatique sur l'Afrique, bien que le continent ne soit responsable que de moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il a insisté sur la nécessité de garantir un financement adéquat pour renforcer la résilience des communautés africaines. La Secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Hanan Morsy, a, quant à elle, pointé le déficit critique du financement climatique global, appelant à des solutions innovantes pour éviter d'alourdir le fardeau de la dette du continent.

Josefa Correia Sacko, Commissaire de l'Union africaine, a plaidé pour une mobilisation unie des pays africains en vue de la COP 29 à Bakou, insistant sur l'importance d'obtenir des subventions plutôt que des prêts pour financer les projets climatiques. Antony Nyong de la Banque africaine de développement a également mis en avant la nécessité de reconnaître et de compenser les contributions de l'Afrique aux efforts mondiaux d'atténuation.

La CCDA-XII offre une plateforme cruciale pour délibérer sur les stratégies nécessaires à la transition de l'Afrique vers un avenir sobre en carbone et résilient au climat. Alors que les discussions se poursuivent, cette conférence pourrait catalyser des engagements déterminants pour un avenir durable sur le continent.



Jenifer Gilla (Tanzanie) ; Tanzania's clean energy push: VP highlights gender equity and environmental goals ; Habitat Media, September 2, 2024.

Tag : UNFCCC.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/tanzanias-clean-energy-push-vp-highlights-gender-equity-and-environmental-goals/>



Dar es Salaam. The Vice President of Tanzania, Dr Philip Mpango, has emphasized the need for equitable and gender-sensitive reforms, calling for clean cooking solutions to be prioritized in development initiatives.

He reiterated the Tanzanian government's commitment to increasing the use of clean cooking energy to 80 percent of the population by 2034.

This initiative aims to curb deforestation, a significant contributor to environmental degradation, as outlined in the National Strategy for the Use of Clean Cooking Energy 2024–2034, launched earlier this year.

Dr Mpango highlighted that indoor pollution, primarily caused by the use of firewood and charcoal, is a major factor in both environmental destruction and serious health issues. He made these remarks while inaugurating the 24th Forum and 35th Meeting of the Standing Committee on Finance of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) in Arusha, where Tanzania was the host.

He stressed that adopting clean cooking technologies will significantly reduce the burden on women, who currently rely on charcoal and firewood for cooking. These traditional energy sources not only harm the environment but also pose significant health risks.

“Tanzania has emerged as a leader in Africa’s clean cooking energy agenda, thanks to President Dr. Samia Suluhu Hassan’s strong advocacy for this critical priority,” said the Vice President. “In partnership with our development allies, we raised \$2.2 billion (Sh5.94 trillion) during the Clean Cooking Energy Summit held in Paris in May 2024. This promising progress will support efforts to tackle the environmental, health, social, and economic challenges tied to the use of traditional energy sources for cooking,” Dr Mpango added.



The government’s goal is to ensure that by 2034, 80 percent of Tanzanians will be using clean cooking energy, up from the current 7 percent. Dr Mpango emphasized the need for gender-sensitive changes, urging that clean cooking solutions be a top priority in development initiatives.

The Vice President also addressed the significant impacts of climate change on Tanzania. In December 2023, heavy rainfall led to devastating floods in Hanang District, Manyara Region,

which claimed 89 lives, injured 139 people, and affected more than 1,500 others, with 95 homes being swept away.

He revealed that the infrastructure damage from the floods was extensive, prompting the government to allocate nearly \$3 million (Sh8.1 billion) for rebuilding efforts. The floods damaged 520 kilometers of national roads, requiring approximately \$355 million (Sh958.5 billion) for repairs and reconstruction.

Dr Mpango explained that gender equality is being integrated into economic and financial policies to ensure both women and men have access to opportunities. Efforts are also being made to create an environment where women can fully participate in leadership and decision-making at all levels.

“Climate change and gender inequality present intertwined challenges, but Tanzania has made significant strides in promoting gender inclusion within climate policies and strategies,” he noted.



Climate change has profoundly affected ecosystems, food security, and health systems, with wide-reaching social impacts, particularly on vulnerable groups such as women, youth, and children. Dr Mpango pointed to floods, droughts, the spread of invasive species, rising sea levels, and landslides as some of the most visible consequences of climate change in Tanzania.

Speaking at the event, the Minister of State in the Vice President’s Office, Union and Environment, Dr Ashati Kijaji, warned of the risks posed by extreme weather, rising temperatures, unpredictable rainfall, tropical storms, and floods. These climate events have

disrupted Tanzania's economy and damaged ecosystems, leading to the loss of crucial infrastructure, including roads, bridges, and power grids.

"Tropical storms, like Hidaya, have already severely damaged housing infrastructure and electricity supplies, particularly in Kilosa and Mvomero districts in Morogoro and Zanzibar. This underscores the urgent need for bold climate action, including enhancing resilience and cutting carbon emissions," Dr. Kijaji said.

Meanwhile, Finance Minister Mwigulu Nchemba emphasized the broader implications of climate change, noting that both domestic and international shocks related to climate change must be addressed to build a more resilient economy.

As Tanzania moves forward with its clean energy initiatives, the government's multi-faceted approach aims to balance environmental sustainability, health improvements, and gender equity, while ensuring the country is prepared for future climate challenges.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Les maires africains unissent leurs forces pour l'action climatique à Addis-Abeba ; Vert Togo, 4 septembre 2024.

Tag : COP 29, Union africaine.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/les-maires-africains-unissent-leurs-forces-pour-laction/>



Sous la présidence du Togolais, le maire de kloto1 Winny Dogbatse, la Convention des Maires pour l'Afrique (COMSSA) s'est réunie pour la première fois de l'année lors du Forum Urbain Africain à Addis-Abeba, avec des objectifs ambitieux pour l'avenir climatique du continent.

C'est dans une ambiance à la fois solennelle et chargée d'espoir que Winny Dogbatse, président de la Convention des Maires pour l'Afrique, a présidé la première réunion de l'année à Addis-Abeba, lors du Forum Urbain Africain.

Cette rencontre qui se tient ce mercredi 4 septembre au 6 septembre 2024, marquée par la détermination des participants, visait à préparer un mémorandum pour l'Appel d'Addis, en vue de renforcer l'engagement des villes africaines dans la lutte contre le changement climatique.

Ce mémorandum sera également une feuille de route pour la prochaine COP 29, qui se tiendra à Bakou en novembre 2024.

Une vision pour l'Afrique : La reconnaissance et l'inclusion



Winny Dogbatse lors de son intervention

Lors de son intervention, Winny Dogbatse a souligné l'importance de l'union et de la collaboration entre les villes africaines pour faire face aux défis environnementaux. Il a rappelé que la reconnaissance de la COMSSA par l'Union Africaine est un objectif stratégique crucial pour le Forum Urbain Africain. « Il est essentiel que nos villes soient entendues et soutenues sur la scène mondiale, car c'est à travers elles que nous pourrions concrètement avancer dans l'action climatique locale sur notre continent », a-t-il affirmé.

En évoquant la récente réunion de la Convention mondiale des Maires, qui s'est tenue en marge des Jeux Olympiques à Paris, Winny Dogbatse a salué l'engagement exemplaire de la maire de Paris, Anne Hidalgo. « Son dévouement pour le climat et la justice climatique est une source d'inspiration pour nous tous », a-t-il déclaré, invitant les maires africains à suivre cet exemple.

Dogbatse a exhorté les villes africaines à s'engager pleinement et à participer activement à la COP 29, soulignant l'importance de faire entendre la voix du continent sur les questions environnementales mondiales.

L'un des moments forts de cette réunion a été l'annonce que le président du Forum régional des Maires de la COMSSA animera un panel lors de la COP 29. Ce panel sera l'occasion de lancer un plaidoyer crucial pour aider les communes africaines à accéder à la finance climatique. « Sans un accès direct à ces financements, nos efforts pour lutter contre le changement climatique resteront limités », a souligné Dogbatse.

Ce plaidoyer vise à garantir que les villes africaines, souvent en première ligne face aux impacts du changement climatique, disposent des ressources nécessaires pour mettre en œuvre des solutions durables et résilientes.

Cette réunion de la COMSSA à Addis-Abeba marque une étape importante dans la mobilisation des villes africaines pour l'action climatique. Sous la direction inspirante de Winny Dogbatse, la Convention des Maires pour l'Afrique s'engage à faire avancer les initiatives locales tout en construisant des ponts avec la communauté internationale.

Alors que les regards se tournent vers Bakou pour la COP 29, l'espoir grandit que les voix des villes africaines résonneront plus fort que jamais, pour un avenir plus vert et plus juste pour tous.



Agnes Oloo (Kenya) ; African environment ministers kick off tenth AMCEN session in Abidjan ; Citizen digital, September 5, 2024.

Tag : AfDAN, AMCEN, UNFCCC.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/african-environment-ministers-kick-off-tenth-amcen-session-in-abidjan-n349041>



The 2024 African Ministerial Conference on the Environment (AMCEN) has opened its doors for the tenth special session engagements for African Environmental ministers ahead of the 29th Climate Change Conference of parties in Baku, Azerbaijan in two months' time.

The two-day AMCEN ministerial segment on 'Raising Africa's Ambition to Reduce Land Degradation, Desertification, and Drought' in the wake of climate change effects kicked off in Abidjan, Cote d'Ivoire.

Kenya's presence was registered by Environment, Climate Change and Forestry Cabinet Secretary Aden Duale, among other delegates.

Speaking at the AMCEN launch ceremony, Simon Stiell, the Executive Secretary of the UN Framework Convention on Climate Change, highlighted the power of nature-based solutions combined with biodiversity conservation and land restoration, to tackle any sort of nature loss.

“It is time to flip the script, from potential climate tipping points to exponential changes in business, investment and growth,” he said in his address.

Addressing the media on the sidelines after the AMCEN launch, Peter Odhengo, the head of climate finance and green economy at the Africa Green Climate Finance National Designated Authorities Network (AfDAN), maintained that the climate crisis in Africa is an economic sinkhole, which sucks the momentum out of economic growth.

He noted that it is the prioritization on climate action that will unlock a goldmine of benefits both to urban and rural communities who depend on land fertility.

“Africans must overhaul climate finances that come in form of both commercial or concessional loans. Imagine asking an old woman in the village who cannot till her land due to unfavorable conditions to pay such taxes whenever she buys salt for her grandchildren whose parents were swept away by floods that also washed away her livestock, isn’t that immoral?” He posed.

According to the Convention on Wetlands Organization, the 10th special session of AMCEN seeks to raise the profile of land degradation, desertification and gain higher political momentum in the prioritization of efforts to combat and mitigate the real threats to Africa.

The two-day environmental ministers convention, which comes to a close on Friday, is mandated to provide advocacy for environmental protection in Africa, and ensure that basic human needs are met adequately and in a sustainable manner.

It is also expected to ensure that social and economic development is realized at all levels with sustainable agricultural practices to meet the food security needs of the African continent.



Thuku Kariuki and Daniel Furnad (Kenya) ; COP 29: Africa's Opportunity to Lead on Climate Action ; StorySpotlight, September 6, 2024.

Tag : COP 28, COP 29.

To access the article : <https://storyspotlight.co.ke/cop-29-africas-opportunity-to-lead-on-climate-action>



UN Climate Change Executive Secretary Simon Stiell

While there has certainly been plenty of bad news related to the effects of climate change in Africa, optimism continues to simmer ahead of the annual United Nations-sponsored meetings on the issue.

COP 29 will take place in Baku, Azerbaijan, starting in mid-November. The UN's top official on global warming has some encouraging words for those looking forward to attending the conference and providing concrete action, especially on funding.

UN Climate Change Executive Secretary Simon Stiell spoke at a ministerial conference on the environment in Côte d'Ivoire on September 5th.

There, he called climate action "the single greatest economic opportunity of this century," adding, "It can and should be the single greatest opportunity for Africa to lift up people, communities, and economies after centuries of exploitation."

He pledged to include more African representatives from the Global South during COP 29. This comes after Power Shift Africa provided analysis showing that half of the badges distributed for COP 28 went to a bloc that includes Australia, Canada, Iceland, Norway, Switzerland, and the USA. These nations represent only 12% of the global population.

Power Shift Africa Director Mohamed Adow commented, "For too long, the COP summits have been largely full of delegates from the Global North. It's an example of how too much power at the climate talks has been held by people and organizations based in countries that have caused the climate crisis.

Finally, we are getting a fairer distribution of observer badges. It's only right that people from countries most vulnerable to the climate crisis are able to attend the meetings that are supposed to address their needs."

In his speech in Abidjan, Stiell urged the new African delegates who would be accredited for the November summit to come prepared. He pointed out that only 29 of the 54 African nations expected to attend had put forward national adaptation plans.

He added another suggestion, saying, "Biennial Transparency Reports are also a crucial enabling tool, intended to help governments strengthen climate policies over time. We know many countries need help in achieving this. The UN system provides a wide range of practical support. I urge you to make use of them. We, the UN system, are here to help."

The UN Climate Change chief also presented a case for effectively cutting emissions from Africa at a low cost, simply by targeting cooking fuels. "Cooking with traditional fuels emits greenhouse gases roughly equivalent to global aviation or shipping. It also contributes to 3 million premature deaths every single year.

It would cost 4 billion US dollars annually to fix this in Africa by 2030; an outstanding investment by any measure," Stiell stated. This amount is tiny compared to the \$400 billion spent on clean energy last year. Out of that huge total, only \$2.6 billion was directed to Africa.

Ultimately, the global meeting needs to help Africa overcome the dire effects that climate change has wrought. Many African nations are losing up to 5% of their GDP; food production is declining, pushing up global prices; desertification and habitat destruction are escalating; supply chains are being strangled; and famine threatens several countries on the continent.

However, COP can target these problems by creating cleaner, more reliable, and affordable energy across Africa; generating more jobs; strengthening local economies, especially for women; achieving widespread electrification; and providing lighting at night so children can do homework, enabling education to drive productivity and stimulate stronger economic growth.

Strong and focused African voices will be needed at COP 29 to achieve these lofty goals.



Thuku Kariuki and Daniel Furnad (Kenya) ; What It will take to Deliver Finance for Adaptation in Africa ; Science Africa, September 6, 2024.

Tag : AMCEN, COP 26, COP 28, COP 29, UNFCCC.

To access the article : <https://news.scienceafrica.co.ke/what-it-will-take-to-deliver-finance-for-adaptation-in-africa/>



From the frequent extreme weather events in recent years, there is overwhelming evidence that Africa suffers disproportionately from the adverse effects of climate change. This is despite the continent's minimal contribution to the crisis.

While various programs aimed at mitigating the effects of climate change have been embraced across the continent, experts warn that until the world's biggest carbon emitters take radical action to cut down their polluting behaviour, it will be nearly impossible to stabilize or reduce global temperatures.

At the same time, Africa must adapt – as its only lifeline.

Over the years, developed nations have been pledging to help fund mitigation and adaptation programs in the developing world, including in Africa. The majority of the pledges, often presented during global climate events, are hardly ever fulfilled.

At the 28th United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)'s Conference of Parties (COP28) in Dubai in 2023, for example, expectations were high for a resolution to avail finance and to bring an end to the fossil fuel regime. The actions and declarations barely in the end matched the expectations.

As COP29 in Baku, Azerbaijan, fast approaches, more promises will be made on top of the unfulfilled commitments.

Given the history of climate events falling short of their resolutions, experts now say African nations must present a stronger and unified position and speak in one voice during the ongoing and subsequent discussions on climate change.

The experts are calling on African negotiators under the African Group of Negotiators (AGN) to be more ambitious in their financial demands. Only then will the right funding come to the continent to help boost the adaptive capacity of communities on the climate frontline and to build their resilience against climate shocks.

As part of the wider conversation on adaptation finance on the continent, climate think tank Power Shift Africa hosted an X Space this week that brought together economic experts, civil society and negotiators to address the critical question of finance.

The discussion elicited hard-hitting questions, namely: how much financing is needed for adaptation? Where will this finance come from?

Here, we present some of the key takeaways from the X Space.

Kalthoum Omari Motsumi, Special Advisor at the African Adaptation Initiative, highlighted a significant gap: “There are global targets that we have agreed upon under the Global Goal on Adaptation (GGA). However, we lack the means of implementation attached to those targets. For example, consider the target on agriculture and food security—what will that cost globally?”

The adaptation negotiator also emphasized that costs should not be limited to finances alone but cover other areas like capacity building and the transfer of critical technologies.

Tunisian economist and professor of economics Fadhel Kaboub, offered some ballpark figures:

“We need to move from the millions and the very low billions to the trillions. That is the path forward for actual transformation and adaptation,” the senior finance advisor at Power Shift Africa argued.

Kaboub insisted that finance for adaptation must be availed alongside finance for economic development and transformation, adding “It is not a choice between climate or development; they are the same. This is our opportunity to leapfrog and build a resilient set of African economies.”

Imane Saidi, a researcher at the Imal Initiative for Climate and Development, highlighted the slow progress in adaptation efforts, saying: “Adaptation has been characterized by very procedural and foot-dragging outcomes.”

Imane further acknowledged that COP28 established dramatic funding targets but noted a significant flaw: “Ultimately, it remains a toothless framework because it lacks the necessary financial means of implementation,” he said.

Dr. Michael David Terungwa, a Nigerian farmer based in Abuja, did not hold back in his criticism: “It’s all been talk without action. COP26, popularly known as the Dublin Pact, called for doubling finance to assist developing countries in adapting to climate impacts. But where are we today?”

Though he left this rhetorical question unanswered, he concluded with a glimmer of optimism: “I have a little hope.”

Nfamara Dampha, an adaptation negotiator from the Gambia, representing the world’s least developed countries (LDCs), put forth a significant figure:

“A recent report from the Climate Policy Institute estimates that Africa needs about \$450 billion to finance its climate agenda.”

Finally, some actionable advice emerged from the discussion. Dampha urged African governments to mobilize national and international resources to develop their national adaptation plans, known as NAPs.

“As long as you don’t have these plans, you are unable to attract financing,” he warned.

Civil Society Organizations(CSOs) were also called to action, with Kulthoum stressing the importance of collaboration between technical experts,. negotiators and civil society actors.

“We are now entering a very technical phase of the negotiation where civil society researchers and non-state actors can provide crucial evidence through research and findings. Such evidence is vital in the negotiation process.”

She also underscored the need for a focused approach to securing adaptation finance:

“The operationalization of the Global Goal on Adaptation framework depends on securing ambitious commitments to the new collective quantified goal this year. The hope is to end up with an ambitious proposal for adaptation finance, possibly in the form of a sub-target dedicated to adaptation finance, involving public finance, grants, and highly concessional finance.” Many observers in the climate discourse say the time is ripe for collective action that delivers finance to vulnerable communities who need it the most. At the AMCEN meeting in Abidjan, Côte D’Ivoire, this week, African ministers resolved that leaders in the continent must coordinate their negotiation strategies to have a common approach. The ministers also called on African leader to outline where the funding for adaptation will go, and demonstrate how the African people will benefit. Attending summits and gathering facts are necessary, but we must see results sooner or later. The money for adaptation is out there—let’s get it.

L'ÉVÉNEMENT NIGER

Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; Inondations au Niger: le bilan s'alourdit ; L'événement Niger, 7 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://levenementniger.com/inondations-au-niger-le-bilan-salourdit/>



Les dégâts causés par les inondations au Niger ne font que s'aggraver depuis le début de la campagne hivernale. A la date du 4 Septembre 2024, le nombre des personnes mortes par effondrement et par noyade est passé de 77 à 273. On dénombre plus de 700 000 sinistrés, répartis dans 94 783 ménages, selon le bilan de la Direction générale de la protection civile.

A part les pertes en vie humaine, d'importants dégâts matériels ont été enregistrés. Le bilan illustre « 73 582 maisons et 120 classes d'école effondrées, 1 920 greniers détruits », sans compter la destruction des cases de santé, des boutiques et d'autres biens matériels.

Cette montée en puissance des dégâts s'explique par les fortes pluies qui se sont abattues au début du mois de Septembre. Plusieurs localités du pays ont enregistré plus de 100 mm de hauteur de pluie. Parmi eux, l'on peut citer Damagaram Takaya, une localité de la région de Zinder qui a enregistré une hauteur de pluie supérieure à 200 mm.

Le dernier bilan de la Direction générale de la protection civile montre que la région de Maradi occupe la première place en termes du nombre de sinistrés. Quant à celle de Tahoua, elle enregistre plus le nombre de personnes décédées.

L'ÉVÉNEMENT NIGER

Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; Inondations : Des montées des écoulements prévues au Sahel ; L'événement Niger, 11 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://levenementniger.com/inondations-des-montees-des-ecoulements-prevues-au-sahel/>

Après plusieurs jours marqués par des fortes précipitations au Sahel, il est attendu au cours de la prochaine décade, une montée des écoulements dans «le bassin du Niger moyen (au Mali et au Niger), la Komadougou-Yobé, le Chari, le Logone inférieur et le bassin du fleuve Sénégal ». C'est ce que révèle une note de l'AGRHYMET sur la situation des inondations au Sahel, publiée le 5 Septembre 2024.

Selon la note, «la décade prochaine devrait être pluvieuse au Sahel, avec des quantités de pluies hebdomadaires au dessus de la moyenne sur la bande agropastorale de la région». Cette situation serait « plus accentuée au centre (Sud-est Mauritanie, Centre Mali, Nord Burkina Faso, Ouest Niger) et à l'Est (centre du Tchad et Nord du Nigeria) du Sahel », précise l'AGRHYMET.

En ce qui concerne les montées des écoulements, le dispositif régional de prévision des inondations « FANFAR d'AGRHYMET CCR-AOS » a indiqué que pour les dix prochains jours, les niveaux de sévérité évolueront considérablement dans «le bassin du Niger moyen (au Mali et au Niger), la Komadougou-Yobé, le Chari, le Logone inférieur et le bassin du fleuve Sénégal».

Depuis le début de la saison pluvieuse, les pays du Sahel sont frappés de plein fouet par le phénomène des inondations, engendré par des fortes précipitations. Cette situation confirme les prévisions du PRESASS d'avril 2024, indiquant «une saison de pluie globalement pluvieuse».

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; Séisme d'Al Haouz : Le rythme lent et les mauvais calculs pointés ! Le Reporter Express, 12 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2024/09/12/seisme-dal-haouz-le-rythme-lent-et-les-mauvais-calculs-pointes/>



Dans les douars de la province d'Al Haouz, frappée par le séisme dévastateur du 8 septembre 2023, les habitations tardent à sortir de terre. La majorité des sinistrés vivent encore dans des tentes, selon des associatifs locaux, qui critiquent le rythme lent de la reconstruction.

Une année, jour pour jour, s'est écoulée après le séisme dévastateur qui a secoué la région du Haut-Atlas, faisant près de 3000 morts, 5500 blessés et causant l'effondrement de quelque 60.000 habitations. Cette région s'est retrouvée au centre des destructions causées par le tremblement de terre du 8 septembre 2023.

Face à cette catastrophe, le gouvernement a lancé un chantier de reconstruction gigantesque pour le relogement des sinistrés pour un montant budgétaire global de 120 milliards de dirhams sur cinq ans.

Dans les cinq prochaines années, la mobilisation pour faire aboutir ce grand chantier de reconstruction devrait encore se poursuivre dans les différentes zones touchées par le séisme.

Les autorités ont délivré plus de 55.000 autorisations de reconstruction, mais seules 1.000 habitations ont été achevées, selon le gouvernement.

Difficultés et espoir d'un retour à la normalité...

Cette reconstruction reste toutefois parsemée de difficultés, soufflent des associatifs locaux. Dans les douars de la province d'Al Haouz, joyau du tourisme rural, les habitations tardent à sortir de terre. La majorité des sinistrés qui ont tout perdu vivent encore dans des tentes ou dans des préfabriqués, affirment les mêmes sources.

Celles-ci ajoutent que cette question de la reconstruction des 34.000 habitations dévastées dans la région d'Al Haouz suscite impatience et interrogations. D'autant que la situation est insoutenable surtout que l'hiver s'approche.

«Les habitants de la région espèrent un retour à la normalité dans les plus brefs délais. Mais beaucoup n'ont pas encore reçu l'aide financière pour la reconstruction. Car ils ont un problème de terrain», soulignent les mêmes sources. Fin août, des habitants de Talat N'Yaaqoub, un village près de l'épicentre du séisme, ont manifesté et demandé «le déblocage rapide des aides et des alternatives aux terrains non conformes», disent nos sources.

A Ouirgane, la majorité des rescapés vivent dans des maisons conteneurs !



Dans la commune rurale de Ouirgane, à 30km de l'épicentre du séisme, pour ne citer que cette zone, «la reconstruction se fait aussi très lentement», a déclaré cette semaine à Le Reporter Mohamed Ladib, vice-président de l'association Afak pour le développement de Ouirgane. Celui-ci nous éclaire sur la situation actuelle de la région un an après le grand tremblement de terre.

Le séisme n'a duré que quelques secondes. Mais ses empreintes sont encore là. «Dans ce village, la majorité des habitants sont contraints de continuer à vivre dans des maisons conteneurs», lance cet associatif.

«Dans les autres villages, il y a encore des familles dans des tentes. Les conditions de vie y sont difficiles en hiver comme en été. A Ouirgane, les rescapés étaient dans des tentes mais ils vivent actuellement dans des maisons conteneurs. Seuls 10 à 15 personnes sont encore dans des tentes. L'installation de ces maisons conteneurs, par des associations bénévoles, a tout de même marqué une amélioration pour les habitants», poursuit-il.

Ouirgane ne s'en est pas bien sorti. Le tremblement de terre du 8 septembre 2023, d'une magnitude de 6,8, a fait près de 97 morts et endommagé environ 300 habitations dans cette commune qui compte 8000 habitants.



Engrenage infernal !

Environ 90% de ces rescapés ont profité de projets de reconstruction. Certains ont seulement réalisé des fondations. D'autres ont commencé à reconstruire depuis trois ou quatre mois. Ils n'ont pas encore achevé de reconstruire», at-il dit. Seules dix personnes ayant achevé la reconstruction de leurs logements ont commencé à y habiter, selon cet associatif.

Il précisera : «Ces personnes ont pu finaliser les travaux car ils ont compté sur leur propres moyens financiers, en attendant d'obtenir l'aide financière de l'Etat».

Au niveau du même village, d'après la même source, 10% des rescapés ont également profité de projets de reconstruction mais ils se retrouvent perdus dans un engrenage infernal. «Pour

ces sinistrés, il y a un problème au niveau des terrains. Soit qu'ils ont un petit terrain et qu'ils cherchent un autre soit que le laboratoire leur refusé le terrain où ils vont construire car le laboratoire juge que le terrain n'est pas assez solide. Ce sont là les problèmes que ces 10% ont actuellement », explique Mohamed Ladib, membre actif de la société civile à Al Haouz. Ce n'est que lorsque ce problème est réglé que ces rescapés pourront percevoir la première tranche de l'aide publique qui est de 80.000 dirhams pour la reconstruction.

«SM le Roi avait donné ses instruction au gouvernement pour octroyer une aide de 140.000 dirhams aux sinistrés ayant perdu totalement ou partiellement leur habitations et 80.000 dirhams pour les maisons nécessitant quelque travaux de réhabilitation. Mais le fait est que certains sinistrés n'ont bénéficié que de 80.000 dirhams alors que leur habitation a été totalement démolie. Très peu de gens ont perçu 140.000 dirhams. Dans la région d'Al Haouz, le gouvernement a dénombré 34.000 habitation partiellement ou totalement détruites par le tremblement de terre. Je pense qu'il s'est rendu compte que les subventions consacrées à cette opération de reconstruction ne permettaient pas de répondre à toutes les demandes», explique cet associatif. Il poursuit, non sans regret : «Avec 80.000 dirhams on peut faire une maison de 40 à 60 mètre² carré avec les fondations, les murs et le toit. Mais sans les finitions. Les coûts ont explosé et ne permettent pas de faire les finitions».

Parallèlement, une aide mensuelle de 2500 dirhams a été versée, depuis un an, aux personnes dont les habitations nécessitent des travaux de rénovation. Mais cette aide, qui entre dans le cadre de l'aide à la reconstruction, sera suspendue dès la fin de ce mois », souligne notre interlocuteur.

Pour la réalisation des fondations, poursuit-il, les gens ont reçu 20.000. Ce n'est qu'après cette étape que les rescapés peuvent recevoir le deuxième versement, précise Ladib, ajoutant qu'un PV établi par un architecte et attestant que les fondations sont bien réalisées est nécessaire pour recevoir l'autre versement de l'aide à la construction.

Mais le problème qu'il y a c'est qu'en général ces fondations peuvent coûter jusqu'à 40.000 dirhams voir même 45.000 dirhams, dit-il. C'est ce qui explique d'ailleurs que beaucoup arrêtent les travaux relatifs aux fondations à cause de ces coûts élevés, a-t-il ajouté.

«Les autorités sont informées de cette problématique. On nous dit que l'on est entrain d'étudier le dossier de ces gens. Mais l'opération est très lente», insiste Mohamed Ladib, qui pointe aussi la rareté de la main d'œuvre.

Pour faire face à cet obstacle, les autorités encouragent les entrepreneurs à conclure des contrats avec les sinistrés pour leur construire leurs maisons jusqu'à l'obtention de l'aide financière de l'Etat, fait savoir notre interlocuteur d'associatif. Mais celui-ci ne se dit pas rassuré pour autant. «Ce dont j'ai peur c'est que certains entrepreneurs ne vont exécuter les travaux que pour certains sinistrés alors que les autres vont devoir attendre. Sachant que ces

entrepreneurs vont recevoir 20.000 dirhams de chaque sinistré», conclut Mohamed Ladib, vice-président de l'association Afak pour le développement de Ouirgane.



BLEEN MEDIA

Karina Zarazafy (Madagascar) ; Rita Maria El Zaghloul : « Seulement 7% des aires terrestres et 0,90% des aires marines sont protégées à Madagascar » ; Bleen Media, 12 septembre 2024.

Tag : Cadre mondial pour la biodiversité, GEF.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/rita-maria-el-zaghloul-seulement-7-des-aires-terrestres-et-090-des-aires-marines-sont-protegees-a-madagascar/>

Les 29 et 30 août derniers, Madagascar a tenu un atelier national sur l'objectif 3 du Cadre Mondial pour la Biodiversité, plus communément connu sous l'appellation « Objectif 30x30 ». Où en est La Grande Île par rapport à cet objectif et quelles leçons peut-elle tirer des autres pays tels que le Costa Rica? Rita Maria El Zaghloul, directrice de la HAC et originaire du Costa Rica, nous en parle dans cette interview.



La Coalition pour la Haute Ambition pour la Nature et les Peuples (High Ambition Coalition for Nature and People – HAC) fait partie des initiateurs de l’atelier national sur l’objectif 3 du Cadre Mondial pour la Biodiversité, plus communément connu sous l’appellation « Objectif 30×30 ». Rita Maria El Zaghloul, directrice de cette coalition, nous a accordé une interview en marge de cet événement.

Bleen : Pouvez-vous nous parler de la HAC et de ses objectifs ?

Rita Maria El Zaghloul (R.M.E.Z.) : La HAC est une coalition de 120 pays qui travaillent dans l’objectif de protéger au moins 30% des aires marines et terrestres d’ici 2030. Elle a été créée en 2019 et a été lancée en France en 2021 lors du One Planet Summit. Au début, c’était une coalition à buts politique et diplomatique pour aboutir à un accord qui inclut cette protection d’au moins 30% des espaces maritimes et terrestres d’ici à 2030. Cet objectif a été adopté lors du Kunming Montréal. Aujourd’hui, la coalition a un peu changé.

Nous sommes passés d’une coalition à but politique à une coalition avec un peu plus d’actions et de mise en œuvre. Un secrétariat a été créé, sachant qu’auparavant, la coalition n’était composée que de pays. Ce secrétariat a pour rôle d’appuyer les pays à mettre en œuvre l’Objectif de 30×30. Nous aidons les pays à atteindre ces objectifs en se focalisant sur deux éléments principaux à savoir la politique et la technique. Et pour ce faire, nous nous concentrons sur 4 piliers.

En premier, la mobilisation politique. Il faut faire en sorte que le “30×30” soit intégré aux événements aux plus hauts niveaux, c’est-à-dire aux réunions qui réuniraient les Présidents et des ministres. Pour être sûrs que la crise de la biodiversité soit mise sur la table à ces niveaux-là. En second lieu, à travers le renforcement de capacités. Nous avons créé une plateforme pour donner des connaissances à toutes les personnes qui mettent en œuvre cet objectif, ce que nous appelons le “30 by 30 solutions toolkit”. Les deux derniers points sont le match-making technique et le match-making financier. Nous mettons en connexion les demandes aussi bien techniques que financières de nos pays, par rapport à l’objectif 30×30, avec les organisations et partenaires avec lesquels nous travaillons. Nous travaillons avec plus de 42 organisations et nous leur demandons de partager leurs offres. Ainsi, quand nous recevons les demandes de ces pays, nous les connectons avec ces offres.

Bleen : Quelles sont donc vos actions sur Madagascar ?

R.M.E.Z.: Madagascar est un des pays qui possèdent une “mégadiversité”. C’est l’un des hotspots de la biodiversité. La Grande île a soumis une demande à la plateforme du “match-making” dans le but d’avoir un appui pour mettre en œuvre un atelier et avoir une feuille de route spécifique au 30×30. Quand nous avons reçu cette requête, nous les avons connectés avec Rainforest Trust qui était prêt à appuyer cet atelier. Sachant que Madagascar avait besoin d’un appui financier. Ensemble, le ministère de l’Environnement et du Développement Durable

(MEDD), la HAC et Rainforest Trust ont mis en place cet événement. Comme vous le savez, le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) était aussi présent pour réaliser le Dialogue national. Nous avons profité de ce momentum politique. Le mardi et le mercredi étaient dédiés au Dialogue national du GEF et nous avons tenu l'atelier le jeudi et le vendredi.

Bleen : Où en sommes-nous actuellement par rapport à cet objectif 30×30, aux niveaux mondial et national ?

R.M.E.Z. : Au niveau mondial, moins de 8% des aires marines sont protégées et à peu près 16,3% des aires terrestres. Au niveau de Madagascar, il y a environ 7% des aires terrestres et seulement 0,90% des aires marines qui sont protégées. Il y a beaucoup de travail à faire. Sachant que Madagascar a plus de 5 000 km de côtes. Il y a donc un énorme défi et c'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'investir pour être sûr, qu'au moins on commence les discussions et qu'on avance.

Bleen : Pour vous qui venez du Costa Rica, quels sont les enjeux environnementaux pour le monde et pour les pays du Sud ?

R.M.E.Z. : Je prends spécifiquement cette question par rapport aux aires protégées marines et terrestres. Souvent, on parle de cet objectif en tant qu'objectif quantitatif alors qu'il y a un objectif qualitatif aussi. En fait, les aires les plus importantes pour la biodiversité sont situées dans des pays en développement. Donc, on a souvent des questions émanant de ces pays demandant pourquoi devraient-ils protéger ces aires alors que, eux aussi, ont droit au développement ?

Pour nous, la protection de la biodiversité ne va nullement à l'encontre du développement. Il y a beaucoup d'études qui disent que s'il y a une forte protection des aires marines par exemple, cela va avoir un "spillover effect". Il y aura une augmentation de la population de poissons et d'autres ressources. Il y aura ainsi une récupération de plus de 500% des populations de poissons. Ce qui constitue un argument par rapport à la nourriture. Mais il y a également un argument par rapport à l'écotourisme. De nombreuses études démontrent que l'écotourisme et les aires protégées aident beaucoup les communautés locales. Avoir une aire protégée dans une partie d'un pays attire énormément les touristes, spécialement le nouveau tourisme.

Le Costa Rica présente un cas très exceptionnel quand il s'agit des questions liées à l'environnement. En effet, au Costa Rica, nous mettons l'environnement au centre de nos politiques. Dans les années 70, il y avait beaucoup de déforestations. Si nous prenons un cas plus proche de Madagascar tel que les Seychelles, il y a beaucoup de collaborations entre le secteur du tourisme et celui de l'environnement. Il y a des exemples de réussites démontrant que les aires protégées marines et terrestres ont beaucoup d'impacts économiques très positifs pour le pays. Et c'est très important.

Comme je l'ai dit au début, certaines personnes pensent qu'en effectuant plus d'actions de protection, elles ralentiront le développement. Alors que c'est tout le contraire, spécialement pour des pays comme Madagascar qui a une biodiversité unique avec plus de 5 000 km de côtes. Votre biodiversité n'est pas que dans la partie terrestre mais aussi dans la partie marine. Vous avez un patrimoine qui n'est pas que pour Madagascar mais pour le monde entier. Je pense qu'il s'agit d'un message très important pour ce pays. Il faudrait vraiment prendre le leadership et être des champions pour la nature. C'est ce que nous faisons. Nous faisons un plaidoyer. Car quand on parle de l'objectif 30x30, ce n'est pas que la partie quantitative, c'est aussi la partie qualitative.

Bleen : Pour vous, que signifie la justice climatique ? Est-ce que c'est une thématique qui vous est chère ?

R.M.E.Z.: Je pense qu'il y a un changement de mentalité qu'on doit opérer. Comme je suis également une personne qui vient du Sud, je pense qu'il faut changer un peu ce discours. Nous devons être fiers de la richesse de notre nature. Il faut mettre notre biodiversité en avant. Il ne faut pas la voir comme un effet négatif, mais plus comme un effet positif. Il ne faut pas systématiquement demander de l'aide mais dire aussi : "nous valorisons notre biodiversité". Ma vision personnelle est que si nous continuons avec le narratif de toujours demander, nous n'allons jamais arriver à être ambitieux et à avancer un peu plus vite. Bien sûr, nous avons besoin d'aides, mais il faut que nous démontrions par les exemples que nous pouvons nous développer par nous-mêmes.

Je reviens de nouveau sur l'exemple du Costa Rica qui a adopté des mesures de paiement pour les services écosystémiques. Bien sûr, le pays a besoin d'aides et d'appuis techniques mais le gouvernement a également avancé. Et il a pu prendre des mesures au niveau de la politique nationale, comme l'application de taxes qui sont utilisées pour payer les services écosystémiques. Le Costa Rica n'a pas attendu que les pays développés l'aident. Il a mis en œuvre des mesures pour démontrer que le pays est sérieux et qu'il met en avant que la nature n'est pas, pour lui, un secteur isolé. C'est un discours que Madagascar peut adopter.

Bleen : ... Donc, il vaut mieux que le pays soit proactif et qu'il mette en œuvre des politiques pertinentes avant de chercher des partenaires internationaux ?

R.M.E.Z. : Il ne s'agit pas seulement d'être proactif mais aussi de prendre des mesures. Il faut que le pays ait ce leadership et qu'il n'attende pas constamment de l'aide venant de quelqu'un d'autre. A la fin, c'est aussi une fierté pour le pays. Valoriser cette fierté implique un engagement au niveau national. Je comprends que pour le cas de Madagascar, il y ait beaucoup de problématiques et d'inégalités. Je pense qu'il y a des petites mesures qui peuvent être mises en œuvre pour que le pays puisse avancer au moins au niveau politique même avec toutes ces problématiques.

Bleen : Ce n'est que ces dernières années que les services écosystémiques ont été valorisés. Pour vous, est-ce qu'ils peuvent entraîner une croissance économique ?

R.M.E.Z. : Bien sûr. En prenant le cas du Costa Rica, je pense qu'il faut considérer la conservation et voir comment on peut mettre en œuvre des activités qui peuvent aider et qui peuvent aussi faire avancer l'économie, au-delà de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie, de l'industrie de pêche....

Bleen : Par rapport à cette question d'industrie justement. Est-ce que la conservation et la préservation de nos ressources, de notre biodiversité et surtout des écosystèmes entravent ce développement industriel pour les pays comme Madagascar qui sont encore très loin en termes d'industrialisation, ou est-ce que les deux peuvent aller ensemble ?

R.M.E.Z. : Je me pose la question : qui profite le plus de l'industrialisation ? Si on parle des communautés locales, je ne pense pas qu'elles en profitent. Une étude de National Geographic a été menée sur 34 pays qui protègent davantage la nature et leur biodiversité, spécialement les aires marines. Elle indique que si les pays protègent vraiment l'environnement, il y aura un effet "spillover" (dans le cas des comportements pro-environnementaux les effets de l'adoption d'une première pratique bénéfique pour l'environnement sur une deuxième pratique, NDLR). Cet effet spillover ne se ressent pas seulement sur les aires marines protégées par exemple, mais aussi sur la population de poissons. Ce ne sera pas seulement l'aire marine qui va profiter des retombées mais elles vont s'étendre au-delà. Tout le monde va en profiter et spécialement les petits pêcheurs. Il faut se poser la question : l'industrialisation sert à qui ?

Bleen : Quels exemples du Costa Rica peuvent inspirer concrètement Madagascar ?

R.M.E.Z. : Je pense que l'écotourisme est l'un des meilleurs exemples. La taxation sur le paiement des services écosystémiques également. Le troisième point est la collaboration régionale. Il y a une excellente collaboration entre le Costa Rica, le Panama, la Colombie et l'Équateur pour créer une aire marine qui se connecte. Les espèces marines peuvent migrer dans des zones sanctuarisées. La nature n'a pas de frontières. Il faut consolider ce genre de collaboration au-delà du niveau national.

Il faut établir des collaborations entre les pays qui ont des réalités un peu plus proches que celles de Madagascar. Je pense qu'en comprenant ce que les autres pays ont fait, on peut avancer beaucoup plus rapidement, au lieu de commencer de zéro et de faire différents tests. Nous n'avons vraiment pas le temps. Je dis toujours que nous avons moins de 6 ans pour arriver à 2030. Nous devons vraiment prendre les expériences des autres pays, spécialement ceux qui ont des réalités similaires. Il faut apprendre de ces pays. Madagascar a une richesse naturelle unique. C'est une base économique à valoriser davantage.



Agnes Oloo (Kenya) ; A journey to reform the global climate finance architecture for African countries ; Citizen digital, September 13, 2024.

Tag : AfDAN, African Union, COP 27, UNFCCC.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/a-journey-to-reform-the-global-climate-finance-architecture-for-african-countries-n349435>



Africa countries' focal points during the August AfDAN Stakeholders Conference in Nairobi, Kenya.

The Africa Climate Finance National Designated Authorities Network (AfDAN) is the newest entity on the African continent, with the potential to reduce reliance on commercial and concessional loans from the global climate financing system. Only time will tell how effective this will be.

AfDAN will coordinate the mobilization of climate funds for member countries in an effort to rescue economies burdened by public debts resulting from climate finance loans.

The Africa Green Finance Initiative is partnering with Building Climate Resilience with the Urban Poor (BCRUP), a program designed to address the impacts of climate change in African cities.

BCRUP focuses on implementing climate action in urban areas, specifically aiming to alleviate the effects of climate change on the urban poor. This initiative is aligned with Africa Agenda 2063, which envisions a prosperous and climate-resilient continent, and the African Union's climate and resilience agenda.

Both the Green Finance Network and the Urban Poor Climate Action Program aim to empower African countries that are lagging in implementing climate action programs at both the urban and grassroots levels.

Kenya's Financing Locally Led Climate Action (FLLoCA) program serves as a model for other countries in executing grassroots climate action initiatives.

The Africa Green Financing Network was established by African heads of state during COP 27 in Egypt and placed at the centre of Africa's climate finance mobilization efforts. Its mission is to unite African nations and streamline access to climate resilience funds at a predictable and sustainable scale for adaptive capacity building.

Barely a month after AfDAN and BCRUP focal points, along with other stakeholders, met in Nairobi, Kenya, to discuss scaling up climate finance mobilization and building resilience for the urban poor, the Green Climate Fund (GCF) announced the adoption of a regional support and delivery model. This model fully integrates operations to support ambitious country programs, accelerate implementation, and enhance impact.

"Drawing on a decade of programming lessons, the GCF has adopted a regional model of support and delivery that fully integrates operations aimed at supporting ambitious country programs and investments, accelerating implementation, and enhancing impact."

"Led by a restructured senior management team, the GCF will move forward guided by four key principles: strengthened country ownership, a greater focus on results and impact, an optimized corporate structure for larger scale and efficiency, and a fit-for-purpose approach to talent acquisition and retention," the GCF shared on its X (formerly Twitter) account.

The GCF is one of the leading global climate funds and serves as an operating entity of the financial mechanism under the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC).



Denise Kyalwahi (RDC) ; L'Afrique a besoin d'une meilleure recherche sur le climat, déclare le Premier ministre ivoirien ; Naturel CD, 13 septembre 2024.

Tag : CMAE, OMM.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2024/09/13/lafrrique-a-besoin-dune-meilleure-recherche-sur-le-climat-declare-le-premier-ministre/>



Des scientifiques, des chercheurs et des universitaires ont fait entendre leur voix sur la nécessité d'améliorer les connaissances et d'investir dans les systèmes d'alerte précoce pour protéger les communautés africaines des ravages des catastrophes climatiques.

En moyenne, les pays africains perdent 2 à 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) et beaucoup d'entre eux consacrent jusqu'à 9 % de leur budget à la réponse aux extrêmes climatiques.

En Afrique subsaharienne, le coût de l'adaptation est estimé entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie, soit 2 à 3 % du PIB de la région, selon un rapport de

l'Organisation météorologique mondiale présenté lors de la 10e session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE).

La conférence s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 30 août au 6 septembre, en marge de la 12e Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA). Plusieurs intervenants ont profité de l'occasion pour appeler les scientifiques, chercheurs et universitaires africains à amplifier leurs efforts dans la lutte contre le changement climatique à travers le partage des connaissances et la formation spécialisée ainsi que l'innovation et la technologie pour apporter les solutions nécessaires.

« L'Afrique a besoin de meilleures recherches sur le climat et d'une meilleure expertise dans les systèmes d'alerte précoce alors que les conditions météorologiques extrêmes continuent d'affecter le continent. La formation de davantage de spécialistes en météorologie dans les universités, l'offre de bourses d'études pour l'échange de connaissances et le développement des outils scientifiques nécessaires aideront la population à mieux prévoir et à éviter d'être la proie des catastrophes météorologiques extrêmes », a déclaré le Premier ministre de Côte d'Ivoire, Robert Beugré Mambé.

Il a souligné la nécessité d'adopter une économie circulaire qui protégera les ressources naturelles de l'Afrique, développera les bonnes ressources humaines avec la capacité d'anticiper les prévisions météorologiques, notant également qu'investir dans la formation d'experts sur des outils avancés de prévision météorologique et clim.

La conférence s'est tenue sous le thème « Augmenter l'ambition de l'Afrique pour réduire la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse ».

« Nous sommes tous ensemble dans cette crise »

Le Secrétaire exécutif de l'ONU pour le changement climatique, Simon Stiell, a appelé à des efforts collectifs pour développer des solutions contre les extrêmes climatiques.

« Cette voie à suivre nécessitera un engagement en termes de ressources, de politiques et d'actions. Ensemble, nous pouvons construire un avenir résilient pour l'Afrique pour nos enfants et les générations futures. Transformons notre ambition en action », a-t-elle exhorté.

Revenant également sur certains chiffres, Morsy a noté que le changement climatique coûtait aux économies africaines jusqu'à 15 % du PIB par an. Les gouvernements détournent jusqu'à 9 % de leurs budgets pour faire face aux conditions météorologiques extrêmes, tout en luttant contre le surendettement, en faisant face à des compromis difficiles entre l'action climatique et la satisfaction des besoins critiques de développement, tels que la santé et l'éducation.

Les militants du climat conviennent également que le fait de disposer d'experts capables de fournir des données fréquentes et fiables à la population urbaine et rurale peut aider à prévoir

et à planifier les futurs événements météorologiques extrêmes, atténuant ainsi leur impact sur la vie humaine.

« Les stations météorologiques de nombreux pays africains, dont le Cameroun, sont rares, inégalement réparties et mal équipées, ce qui entraîne d'énormes lacunes dans les données climatiques.

« Dans de nombreux cas, les stations ne disposent pas des spécialistes nécessaires et cela peut entraîner des marges d'erreur importantes dans les informations fournies », a déclaré à University World News Augustin Njamnshi, directeur exécutif de la Coalition africaine pour l'énergie durable et l'accès, ou ACSEA .

« Il est dans l'intérêt de l'Afrique, en particulier, et du monde en général, d'investir dans les infrastructures et les ressources humaines nécessaires à une recherche climatique de qualité et d'intégrer les services d'information météorologique pour des stratégies d'adaptation et d'atténuation efficaces », a-t-il ajouté.



Joseph Abuje (Kenya); UNESCO empowers schools on AI; Africa Science News, September 13, 2024.

Tag : UNESCO.

To access the article : <https://africasciencenews.org/unesco-empowers-schools-on-ai/>



UNESCO has released two new AI competency frameworks that target students and teachers in schools to help education systems keep pace with the new technology.

These guidelines are designed to help countries empower students and teachers with a deep understanding of AI's potential and its risks. Launched during UNESCO's #DigitalLearning Week 2024, Unesco aims to ensure that everyone can engage with AI safely, ethically, and responsibly, both in education and beyond, especially during this era where Artificial intelligence is rapidly changing the way we live work and learn.

According to UNESCO findings, AI is distinct from other digital technologies due to its potential to profoundly reshape societies, economies and education systems. However, unlike conventional information and communication technologies (ICTs), AI poses unique ethical and social challenges, such as issues of fairness, transparency, privacy and accountability.

The findings at the same time reveal that AI's unique ability to mimic human behavior directly impacts human agency, and these challenges require dedicated competencies beyond the scope of traditional digital literacy.

While UNESCO has provided guidance on digital competencies for many years, it underscores the new AI competency frameworks are tailored to address the specific nuances of AI where they emphasize a human-centred approach to AI education, promoting critical thinking, ethical considerations and responsible use of AI technologies.

As AI becomes increasingly integrated into all aspects of society, education systems worldwide are struggling to keep up. UNESCO's data from 2021 shows that only about 15 of its Member States have begun to develop AI curricula for school education frameworks that provide a much-needed roadmap for countries to develop AI education strategies that are ethically informed, inclusive, adaptable and forward-looking.

UNESCO maintains that by helping students and teachers understand AI's potential and limitations, these frameworks will empower them to use AI responsibly and thoughtfully, ensuring that AI contributes positively to society and the environment.

And with human-centered approach to AI in education, UNESCO is emphasizing the enhancement of human capabilities and the promotion of social justice, sustainability and human dignity. This aligns with the principles outlined in UNESCO's guidance on generative AI in education and research as well as the 2021 [Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence](#) and the 2019 [Beijing consensus on Artificial Intelligence and education](#).

The new frameworks provide the pillars for AI to support human decision-making and intellectual development, rather than undermining or replacing it, as well as highlighting the importance of respecting human rights and cultural diversity in the design and use of AI technologies.

The AI competency framework for students is designed to guide policy makers, educators and curriculum developers in equipping students with the necessary skills, knowledge and values to engage with AI effectively and focuses on four core competencies that include A human-centred mindset which encourages students to understand and assert their agency about AI, Ethics of AI that Teaches responsible use, ethics-by-design and safe practices and AI techniques and applications Providing foundational AI knowledge and skills. Another competency is AI system design which is fostering problem-solving, creativity and design thinking.

The framework encourages integrating AI-related topics into core subjects across the curriculum, emphasizing interdisciplinary learning in both STEM and the social studies.

In designing the AI competency framework for teachers, UNESCO is focused on lifelong professional development for teachers, offering a reference framework for national competency development and training programmes which ensure that teachers are equipped to use AI responsibly and effectively while minimizing potential risks to students and society and the competencies focuses on a human-centred mindset Focusing on human agency, accountability and social responsibility, AI foundations and applications Providing the knowledge, understanding and skills needed to create and use AI, AI pedagogy that Supports teachers in leveraging AI for innovative teaching methods, Ethics of AI to Promote ethical principles and responsible use and AI for professional development which outlines teachers' capacities to leverage AI for driving their lifelong professional development.

However, the framework emphasizes the need for AI tools to complement, not replace, the vital roles and responsibilities of teachers in education.

Even as UNESCO recommends that AI competency frameworks for students and teachers be integrated into a comprehensive strategy for AI capacity building across all educational levels that includes ensuring universal access to the internet, enforcing ethical design principles for AI tools, and promoting environmentally friendly AI practices, it warns against over-reliance on AI in addressing systemic issues in education, such as teacher shortages and infrastructure inadequacies, which require sustained policy attention and investment and calls to action for countries to develop national AI strategies that are ethical, inclusive, and aligned with human-centred values.



Agnes Oloo (Kenya) ; Kenya at risk as fast fashion's toxic global trade endangers African ecosystems, public health ; Citizen digital, September 14, 2024.

Tag : Greenpeace Africa.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/kenya-at-risk-as-fast-fashions-toxic-global-trade-endangers-african-ecosystems-public-health-n349517>



Kenya is one of the leading importers of second-hand clothing from the Global North. However, the unregulated influx of unsellable, synthetic, and toxic textile waste poses significant environmental and public health risks across Africa, including Kenya.

A report released earlier this week on the global trade in second-hand clothing has revealed the alarming scale of environmental and public health damage caused by fast fashion.

The findings indicate that unsellable second-hand clothes, often made from synthetic materials, are severely impacting ecosystems and communities.

The "Fast Fashion, Slow Poison: The Toxic Textile Crisis in Ghana" report, launched in Accra, Ghana, highlights the devastating impact of discarded clothing from the Global North.

Every week, approximately 15 million items of used clothing arrive at Kantamanto, Ghana's largest second-hand clothing market, with many ending up in informal dumpsites or being burned in public washhouses. This has led to severe air, soil, and water contamination, endangering the health of local communities.

According to Greenpeace Africa and Greenpeace Germany, air samples from public washhouses in Accra's Old Fadama settlement show dangerously high levels of toxic substances, including carcinogens such as benzene and polycyclic aromatic hydrocarbons (PAHs).

Infrared testing of discarded clothing revealed that nearly 90% are made from synthetic fibres like polyester, which contribute to the spread of microplastics in the environment.

The report also highlights environmental degradation caused by the accumulation of textile waste, which is polluting rivers and creating 'plastic beaches' along the coast.

Hellen Dena of Greenpeace Africa stated, "The toxic waste dumped in Ghana is not just an environmental issue, but a stark example of environmental injustice recklessly carried out by the Global North. Fashion brands and governments must take immediate responsibility for the damage their waste is causing in countries like Ghana."

Sam Quashie-Idun, the report's author, emphasized the broader implications of the findings. "The evidence we've collected shows that the fast fashion industry is not just a fashion issue but a public health crisis. The clothes we tested are literally poisoning the people of Accra."

"The situation reflects a neocolonial mindset where the Global North profits from overproduction and waste, while countries like Ghana pay the price. It's time for a global treaty to address this imbalance and protect communities from the harm caused by fast fashion," adds the author.

Kenya's second-hand clothing market, commonly referred to as the Mitumba industry, mirrors Ghana's Kantamanto Market. Both economies rely heavily on imported second-hand clothing. However, the quality of these imports is declining, with more unusable items contributing to pollution and waste in Kenya.

Like Ghana, Kenya struggles with inadequate waste management infrastructure, which is already burdened by plastic and textile waste. While Kenya is working towards banning single-use plastics, the increasing volume of second-hand textiles adds to the environmental challenges.

Environmentalists warn that Kenya's informal settlements and waste disposal sites, such as the Dandora landfill, could face similar risks to those in Ghana. The burning of synthetic fabrics

releases toxic chemicals, which can contaminate air and water, endangering the health of nearby communities.

The report underscores the need for broader East African collaboration. Countries like Kenya, Rwanda, and Tanzania, all major recipients of second-hand clothes, are advised to adopt stronger regulatory frameworks to prevent hazardous waste from entering their economies.

Speaking in a side interview after the report launch, Hellen Dena, Greenpeace Africa's Pan-African Plastics Lead, said, "Kenya is facing a slow-moving environmental crisis. Just like Ghana, the Mitumba industry brings more than clothes—it brings toxins and pollution. Kenya is drowning in poor-quality textiles that end up in landfills, rivers, and our communities."

Kenya's informal settlements and waste dumps, like Dandora, are at risk of becoming the next toxic hotspots due to unsellable clothing imports. The Kenyan government is being urged to take urgent action to regulate textile waste imports to protect the environment and public health.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Haut-Katanga : comment la pollution environnementale affecte la vie des populations à Lubumbashi ; Naturel CD, 14 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2024/09/14/haut-katanga-comment-la-pollution-environnementale-affecte-la-vie-des-populations-a-lubumbashi/>



Un camion dans une mine de Lubumbashi, au sud-est de la RDC (février 2014). AFP Photo/Marc Jourdiér.

Le problème de la pollution environnementale causée par les entreprises minières à Lubumbashi, ville située dans l'espace Grand Katanga au sud-est de la RDC, existe depuis une vingtaine d'années. Jusqu'à présent, la population affirme ne pas avoir obtenu gain de cause malgré ses revendications. Certaines de ces entreprises relâchent des déchets toxiques pendant la pluie, espérant que ces déchets seront emportés par l'eau, sans se soucier des impacts négatifs sur la santé des habitants. D'autres sociétés situées dans des zones résidentielles polluent les rivières où sont pratiquées des activités agricoles, affectant ainsi négativement les produits cultivés.

Concernant l'entreprise Ruashi Mining, implantée dans la commune du même nom (Ruashi), les habitants se plaignent d'une pollution constante de leur environnement, notamment de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol.

La vie des populations menacée

Guillome KALENGA est père de famille et habite à quelques mètres de l'entreprise Ruashi Mining. Il affirme être l'un des plus anciens résidents du quartier, avant même l'implantation de cette entreprise minière. Selon lui, il y a eu un déversement d'acide devant sa maison, et c'est la première fois qu'il en parle à la presse. Ce cas, survenu en 2013, a été également l'unique occasion où il a vu les responsables du service de l'environnement, qui n'ont malheureusement rien fait.

« L'unique fois où je les ai vus, c'est lorsqu'il y a eu un déversement d'acide devant ma porte en 2013. Faites en large diffusion, je n'ai jamais été dédommagé. Mes fleurs ne poussent plus correctement, elles fanent à cause de l'acide. Nous tombons malades à tout moment à cause des déchets toxiques des minerais. L'air que nous respirons est pollué. Nous mangeons et respirons la poussière », affirme-t-il.

Selon M. Guillome KALENGA cette poussière, associée à celle des minerais, a des conséquences sur la santé. « Nous subissons la poussière à hauteur de 10 mètres. Il y a un jeune homme qui a développé une forte toux et est décédé en moins de deux jours à cause de cette poussière sur la route Joseph Kabila, avenue par laquelle passent les gros camions de minerais vers Ruashi Mining », nous confia-t-il.



Des normes environnementales violées

En effet, la République Démocratique du Congo prône l'État de droit. La plupart de ces entreprises ont trouvé la population riveraine avant leur implantation, explique Maître John Kabuya, avocat au barreau de Lubumbashi et défenseur des droits humains.

« Nous avons déjà enregistré plusieurs cas d'entreprises qui polluent la terre, l'air, le sol et les cours d'eau. Nous avons constaté l'anarchie. Les normes environnementales à suivre avant l'implantation de toute entreprise sont loin d'être respectées. Le ministre de l'Environnement doit se pencher sur cette question pour délocaliser certaines sociétés, car dans les jours qui viennent, nous risquons de vivre des maladies liées aux produits toxiques des entreprises. La plupart des victimes n'ont pas les moyens de revendiquer leurs droits. Le pauvre est à la merci de ceux qui ont de l'argent. La justice est coûteuse, l'État doit s'impliquer », dit-il.

Interrogé sur cette problématique, Jonathan MULEDI, professeur à la faculté des sciences agronomiques, spécialiste en environnement et en gestion de la biodiversité et des forêts, pense que les autorités minières doivent respecter les conditions environnementales, le cahier des charges et le code minier en matière de pollution.

« Ces entreprises polluent les cours d'eau ainsi que leurs affluents miniers. Ce n'est pas bon, car ces rivières contiennent un nombre important d'espèces aquatiques et sont vraiment menacées. Le sol est pollué. Dans les cinq à dix ans qui suivent, il deviendra pauvre et impropre à l'agriculture sous toutes ses formes. Donc, tout ce qui est produit le long des rivières polluées, comme les cultures maraîchères, se fait dans des conditions non hygiéniques », s'inquiète-t-il.

La population meurt à petit feu. Selon ce spécialiste en santé et en gestion de la biodiversité, certains légumes contiennent des métaux lourds qui pénètrent dans la partie aérienne et sont consommés par la population.

« L'air est également pollué parce qu'avec les conditions atmosphériques, nous avons beaucoup de particules en suspension. Cela est particulièrement vrai dans les zones d'exploitation minière, surtout pendant cette saison sèche où le vent souffle. Tout le monde respire ces particules. Il y a véritablement un problème ; l'état de l'environnement dans le Haut-Katanga est préoccupant à cause de la pollution des écosystèmes aquatiques, des forêts et du sol. Les gaz à effet de serre sont émis chaque jour, » regrette ce professeur d'université.

La poussière des minerais est inhalée quotidiennement par la population. L'exploitation de ces minerais entraîne la production de déchets nocifs, impactant négativement la santé des riverains avec toutes les conséquences associées. Les populations environnantes subissent un calvaire à cause des odeurs nauséabondes ressenties chaque fois que les entreprises libèrent des fumées toxiques. Dans certains quartiers de Lubumbashi, chaque saison de pluie est une souffrance terrible ; les sociétés concernées libèrent des déchets, créant des maladies et des inondations. C'est le cas de la société CDM (Congo Dongfang Mining), située au quartier Kassapa dans la commune Annexe à Lubumbashi.

« Une fois, alors que la pluie devait tomber abondamment, l'entreprise a ouvert ses vannes. Ce jour-là, malgré la faible intensité de la pluie, il s'est formé une véritable rivière. Les gens ont dit : 'Cette petite pluie ne pouvait pas produire autant d'eau. Les maisons étaient inondées, et nous

avons compris que c'était l'entreprise qui en était responsable,' » rapporte un riverain souhaitant rester anonyme.



Il est nécessaire que l'État intervienne. Plusieurs riverains déplorent l'absence de mécanismes de contrôle pour l'évacuation des rejets et demandent à être délocalisés. Le professeur Jonathan MULEDI souligne l'importance de la création d'une agence dont le fonds devrait être canalisé vers les opérations de restauration des paysages forestiers dégradés.

« L'État a créé le Fonds forestier national. Cette agence est chargée de collecter des fonds auprès des exploitants miniers, agricoles ou autres exploitants de ressources naturelles. L'objectif est que ce fonds soit réorienté vers la restauration des paysages forestiers dégradés. Pour l'instant, nous pouvons dire que cette agence est encore à un stade rudimentaire ou d'expérimentation. Nous nous inquiétons car, à terme, nous risquons de ne plus avoir de ressources naturelles dans un rayon de 300 km autour de Lubumbashi, ce qui est préoccupant. En tant que médias et nous, nous devons lancer l'alerte pour que les politiques comprennent la situation et agissent, » affirme-t-il.

Cette situation a créé plusieurs victimes dans l'espace Katanga, qui réclament des indemnisations et des réparations. Interrogée par l'Agence France-Presse (AFP), Elisa Kalasa, responsable du département social et communautaire de Ruashi Mining, a répondu par écrit que l'entreprise dispose d'un « département environnement qui prélève régulièrement des échantillons d'eau et d'air ». Elle a ajouté que Ruashi Mining « a amélioré l'eau pour la communauté en partenariat avec la Regideso ».

Dans leur rapport, les ONG reprochent à Ruashi Mining d'avoir « refusé de partager les informations » sur ses études environnementales avec « les communautés locales et le public ».



Hector Nammangue (Togo) ; Togo et ODD : vers un futur durable à l'approche du sommet de l'Avenir ; Vert Togo, 15 septembre 2024.

Tag : CINU Togo.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/togo-et-odd-vers-un-futur-durable-a-lapproche-du-sommet/>



À l'instar de nombreux pays, le Togo s'est résolument engagé dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce jeudi 12 septembre 2024, le Groupe de travail des Organisations de la société civile sur les objectifs de développement durable (GT-OSC-ODD)

et l'ONG Jeunes Verts se sont réunis à Lomé lors d'une table ronde en présence d'une délégation du Centre d'Information des Nations Unies au Togo (CINU-Togo), pour échanger sur ces objectifs et réfléchir aux perspectives du pays pour la période post-Agenda ODD.

Cette rencontre, organisée en prélude au Sommet de l'Avenir qui se tiendra à New York les 20 et 21 septembre prochain, a permis aux participants de faire le point sur les progrès accomplis par le Togo dans la réalisation des ODD. Il s'est agi également de discuter des moyens par lesquels le pays pourrait renforcer sa voix et consolider sa position dans le processus mondial post-ODD.

À cinq ans de l'échéance des ODD : Quel bilan pour le Togo ?

Lors de son discours d'ouverture, Madame Nadiétou ZIBILILA, Responsable du Centre d'Information des Nations Unies du Togo, a encouragé chaque acteur à dresser un bilan des actions menées, afin d'identifier les progrès et les défis restants. Le Togo affiche une dynamique positive avec des avancées notables dans divers secteurs.

Le rapport des Organisations de la Société Civile du Togo en 2022 souligne des progrès importants, notamment dans l'énergie, avec une hausse du taux d'accès à l'électricité, passant de 45,6 % en 2018 à 58,1 % en 2021.

Le pays a aussi réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 7 990 Gg CO₂-éq en 2020, soit une baisse de 27,57 %. En matière de biodiversité, la surface des aires protégées a augmenté, atteignant 452 800 hectares en 2021.

D'autres secteurs comme la santé, la paix, l'éducation et l'égalité des genres ont également vu des améliorations notables. Cependant, des défis subsistent pour atteindre pleinement les objectifs d'ici 2030. La société civile togolaise est ainsi encouragée à renforcer ses efforts pour accélérer les progrès et planifier l'après-ODD.

Face aux défis émergents et à la nécessité de réformer les systèmes internationaux, le Sommet de l'Avenir, prévu pour septembre 2024 à New York, représente une étape cruciale. Organisé par l'ONU, cet événement rassemblera les dirigeants mondiaux afin de trouver des solutions collectives pour un avenir plus juste et équitable.

Cependant, une inquiétude persiste au sein de la société civile togolaise. « Beaucoup ne sont pas informés sur ce sommet. Comme d'habitude, la société civile commence à dire qu'elle a été laissée de côté. Cela a été le cas pour les ODD en 2015. Aujourd'hui, nous pensons qu'il est nécessaire d'informer la société civile. Les dirigeants mondiaux prendront bientôt de grandes décisions, et nous ne pouvons pas rester en marge », a déclaré Kola Manzama-Esso, facilitateur principal du GT-OSC-ODD.

Cette déclaration met en lumière le besoin urgent de mieux intégrer la société civile dans les discussions stratégiques, pour garantir une implication effective et un impact durable.

Lors de la table ronde, la délégation du CINU-Togo a présenté les enjeux du sommet, qui aboutira à l'adoption d'un « Pacte de l'Avenir ». Ce pacte, axé sur cinq objectifs principaux, visera à réaffirmer la Charte des Nations Unies, revitaliser le multilatéralisme, accélérer la mise en œuvre des engagements existants, adresser les nouveaux défis et restaurer la confiance mondiale.

Notons que cette rencontre a permis de célébrer les progrès du Togo tout en soulignant l'importance de poursuivre la collaboration pour bâtir un avenir durable. À l'approche du Sommet de l'Avenir, il est essentiel que la société civile togolaise soit pleinement informée et impliquée pour contribuer activement aux discussions mondiales qui façonneront l'après-2030.



InfoNile

Denise Kavira Kyalwahi et Dr Gode Bola (RDC) ; Combattre la colère du fleuve : la lutte de Kinshasa contre les inondations ; InfoNile, 16 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : https://infonile.org/fr/2024/09/combattre-la-colere-du-fleuve-la-lutte-de-kinshasa-contre-les-inondations/?fbclid=IwY2xjawGC_9leHRuA2FlbQlxMQABHctf_5IKF54dCFrBORYGDJeIFa3FigYnEPHiw-YXohI3QqyNICArn8J8RA_aem_moj0BHgZryTgKsKW5M8sZg

Vivre sur les rives de la rivière Ndj'ili présente d'énormes risques pour de nombreux habitants de la ville de Kinshasa en RD Congo, comme l'ont démontré les récentes inondations.

La rivière Ndj'ili est une voie navigable importante en République démocratique du Congo (RDC), en particulier dans la capitale Kinshasa. Elle traverse la ville qui est située le long de ses rives. Elle fait partie du bassin du fleuve Congo, l'un des plus grands systèmes fluviaux d'Afrique. La rivière Ndj'ili fournit de l'eau à usage domestique, soutient les activités agricoles et de pêche et a historiquement servi de voie de transport. Elle est cependant sujette aux inondations, en particulier pendant la saison des pluies qui dure généralement de septembre à mai.

Par exemple, de novembre 2023 à février 2024, six communes situées le long de cette rivière (Limete, Kisenso, Mongafula, Masina, Matete et N'djili) ont connu de graves inondations en raison de pluies inhabituellement fortes, atypiques pour les conditions météorologiques de Kinshasa.



Baisse des eaux d'une rivière Ndj'ili en crue

La Communauté Baptiste du Congo Est (CBCE) située dans le quartier Mbudi à Mongafula, particulièrement touchée, a signalé que 14 ménages ont été directement touchés par les inondations, et 13 autres ont été déplacés le long de la rivière N'djili. Les dirigeants de la communauté CBCE attribuent cette situation au changement climatique, qui, selon eux, affecte désormais la région de manière plus grave.

Outre le changement climatique, plusieurs facteurs contribuent à ces inondations récurrentes : la mauvaise gestion des déchets plastiques, l'expansion urbaine rapide, les pluies fréquentes, la construction non réglementées des habitations et l'empiétement sur les terres riveraines. Pour couronner le tout, ces défis modifient progressivement le lit de la rivière, aggravant ainsi les risques auxquels sont confrontés les résidents locaux.

Des témoignages de perte

Daniel Mayani, secrétaire permanent de la CBCE raconte cette dévastation, indiquant que depuis novembre 2023, les inondations de la rivière Ndjili ont « gravement affecté » la communauté.

Il explique que quatorze foyers, abritant chacun entre 14 et 20 personnes, ont été directement impactés. Plusieurs familles ont été contraintes d'évacuer, abandonnant leurs maisons englouties par les inondations.

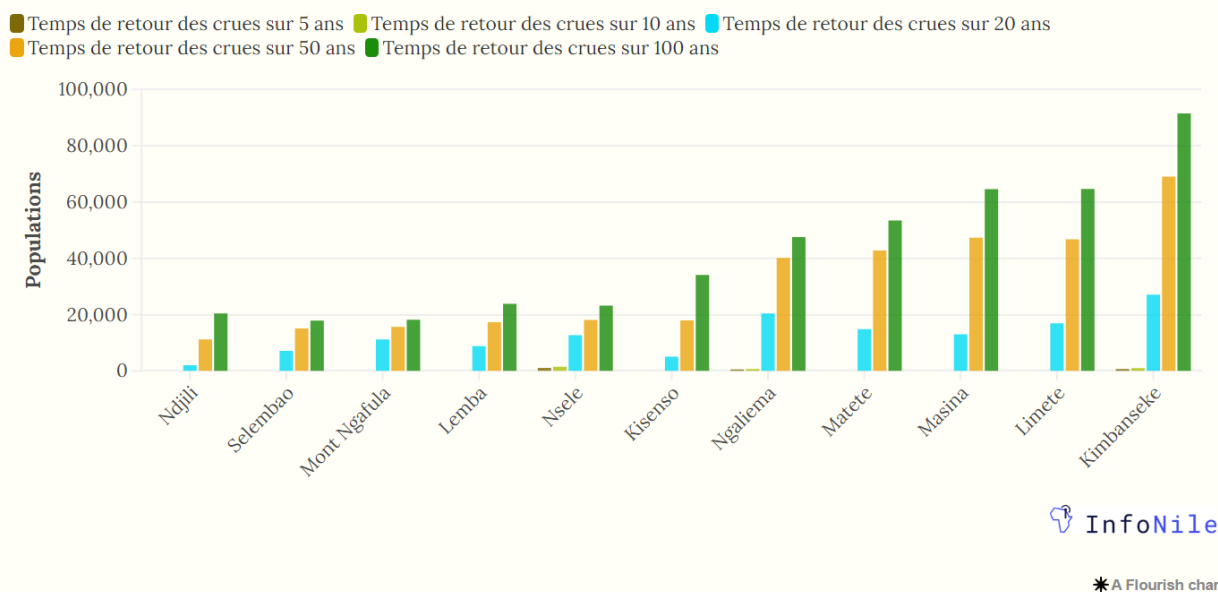
Claudine, une habitante de Mbudi, raconte sa terrible expérience : « Avant, je vendais du Chikwange pour subvenir aux besoins de ma famille. Lorsque les inondations ont frappé, j'ai laissé derrière moi un stock important. À mon retour, tout était détruit et irrécupérable. La perte s'est élevée à 540 000 francs congolais (200 dollars), ce qui a anéanti mes moyens de subsistance et privé mes enfants des fournitures scolaires essentielles ».

Célestin Muluba, de Limete, attribue ce problème au manque de prévision en matière d'urbanisme, affirmant que le district, autrefois agricole, est désormais « densément peuplé sans orientation adéquate sur les risques ». « Personne ne nous a informés des dangers de construire près de la rivière », souligne-t-il.

Juliette Kavira, qui s'est installée à Kimwenza pour échapper à la montée des eaux, décrit avec justesse la catastrophe : « La rivière a débordé, détruisant des maisons et des commerces. Même mon jardin, situé à environ huit mètres de là, a été submergé pendant plus de trois mois. »

Populations exposées aux inondations dans les communes de Kinshasa

Le graphique montre combien de personnes sont exposées aux inondations au cours des différentes périodes pendant lesquelles une inondation est susceptible de revenir dans différents endroits.



Montée des eaux et sciences environnementales

Selon Luna Scientia, chercheuse et étudiante en Master en gestion des ressources en eau à l'Ecole Régionale de l'Eau de l'Université de Kinshasa, 11,9% de la population du bassin versant du fleuve et 36,1% de ses infrastructures sont actuellement vulnérables aux inondations.

« Dans la commune de Limete, notamment à Ndanu, de vastes portions de terres autrefois utilisées par les Chinois pour les rizeries sont désormais des marais », explique Scientia.

De même, au Mont Ngafula, dans le district de Mbudi, réputé pour la culture de l'igname et du palmier à huile, l'urbanisation en cours exacerbe les risques d'inondation en raison des multiples activités humaines et des perturbations saisonnières, selon Scientia.

Elle souligne l'urgence d'atténuer les impacts des inondations, notant que l'augmentation des précipitations et les changements démographiques dans les zones urbanisées proches des cours d'eau aggravent les inondations.

« Des actions immédiates sont nécessaires pour réduire la vulnérabilité et les pertes économiques », note-t-elle, plaidant en outre en faveur des infrastructures d'assainissement comme solution cruciale pour atténuer les impacts des inondations de la rivière Ndjili.

Les inondations non seulement submergent les propriétés et polluent l'eau, mais également, mettent en danger la faune et déracine la végétation.

Scientia déplore que les inondations soudaines constituent le risque le plus élevé pour la sécurité publique, car il n'y a souvent pas de temps pour évacuer.

Prévision et gestion des inondations

Une étude menée par le Dr Gode Bola de l'Ecole Régionale de l'Eau de l'Université de Kinshasa met en évidence la vulnérabilité de la République Démocratique du Congo (RDC) et des pays voisins aux inondations causées par les eaux débordantes du fleuve Congo.

Selon le Dr Bola, les pays du bassin du fleuve Congo, en particulier la RDC, la République du Congo et la République centrafricaine, sont particulièrement exposés aux inondations.

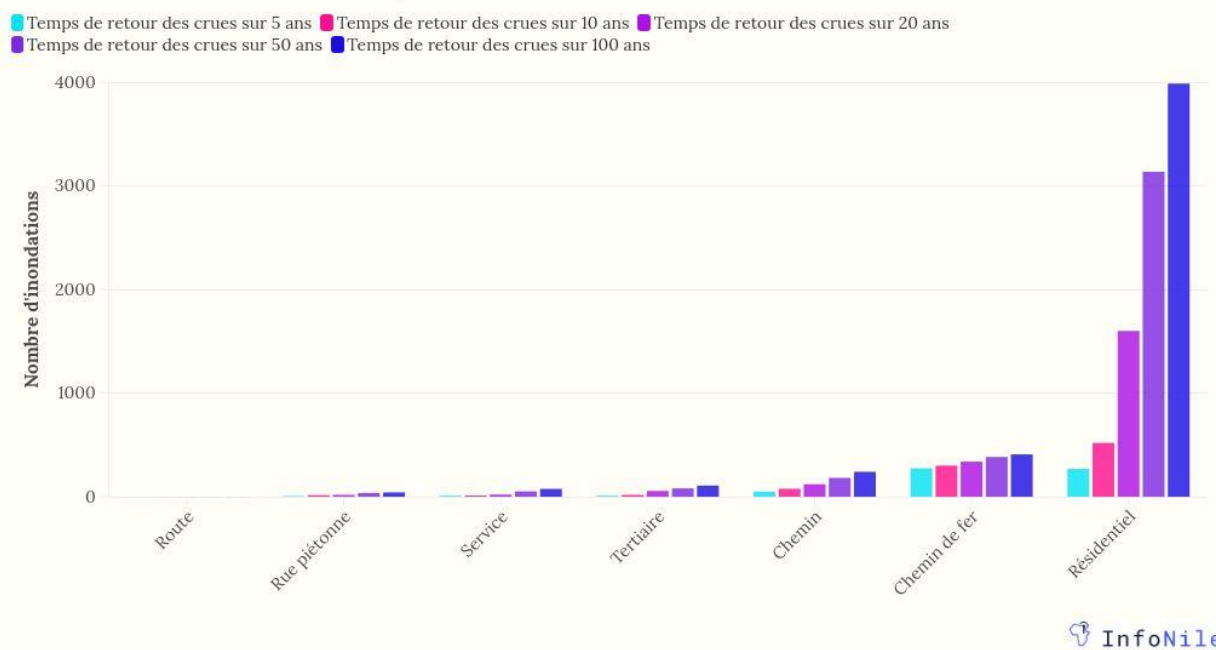
« Les inondations sont particulièrement difficiles à prévoir en raison de notre compréhension limitée des processus sous-jacents qui régissent les risques d'inondation », note le Dr Bola, soulignant la rareté des données aux échelles spatiales et temporelles appropriées.

Les progrès récents en matière de puissance de calcul et l'amélioration de l'accès aux données d'observation de la Terre offrent des opportunités sans précédent en matière de prévision des inondations, qui, selon le Dr Bola, peuvent contribuer à atténuer les risques d'inondation.

Le Dr Bola explique également le climat saisonnier de Kinshasa : « La ville connaît deux saisons distinctes : une saison sèche qui dure environ trois mois (de mi-mai à septembre) et une saison des pluies qui dure environ huit à neuf mois (de septembre à mi-mai) par an. » Ce schéma saisonnier est influencé par la position équatoriale de la République démocratique du Congo.

Exposition des infrastructures aux inondations

Le graphique montre le nombre d'inondations susceptibles de se produire sur différentes infrastructures au cours d'une période donnée.



« La zone de convergence intertropicale (ITCZ), est connue comme une bande de nuages composée d'averses et d'orages occasionnels qui encercle le globe près de l'équateur.

« L'équateur météorologique passe fréquemment dans le ciel de la RDC, apportant de fortes pluies, des vents forts et des températures élevées », décrit le Dr Bola.

« Ces conditions rendent le pays vulnérable aux inondations, ce qui constitue une menace non seulement pour le territoire lui-même, mais aussi pour la santé, le bien-être et la stabilité économique de sa population », explique-t-il.

Différents modèles d'étude (par exemple Lisflood) ont été développés pour évaluer l'étendue des inondations et fournir des informations sur les enquêtes scientifiques et de gestion concernant les risques d'inondation et leurs risques évolutifs.

Par exemple, une étude menée en 2022 par le Dr Professeur Bola et ses collègues de l'Ecole Régionale de l'Eau de Kinshasa souligne le grave impact des inondations sur la population et ses biens.

Cette étude a révélé que « les inondations sont devenues la principale menace, affectant divers aspects de la vie, notamment la durabilité environnementale, l'assainissement, les services d'approvisionnement en eau et les activités socio-économiques au sein des communautés touchées ».

Réponse du gouvernement et santé publique

Dans un communiqué de presse publié en décembre 2023, Divine Mulumba Kapinga, Directrice Générale Adjointe de la Régie des Voies Fluviales (RVF), a tiré la sonnette d'alarme concernant la montée sans précédent des eaux du fleuve Congo et de ses affluents.

Elle s'est dit préoccupé par le risque croissant que représente la situation actuelle pour les vies humaines et les biens.

Mulumba a exhorté les autorités publiques et le grand public à prendre des mesures immédiates pour se protéger contre les inondations généralisées qui affectent presque toute la plaine inondable de Kinshasa.



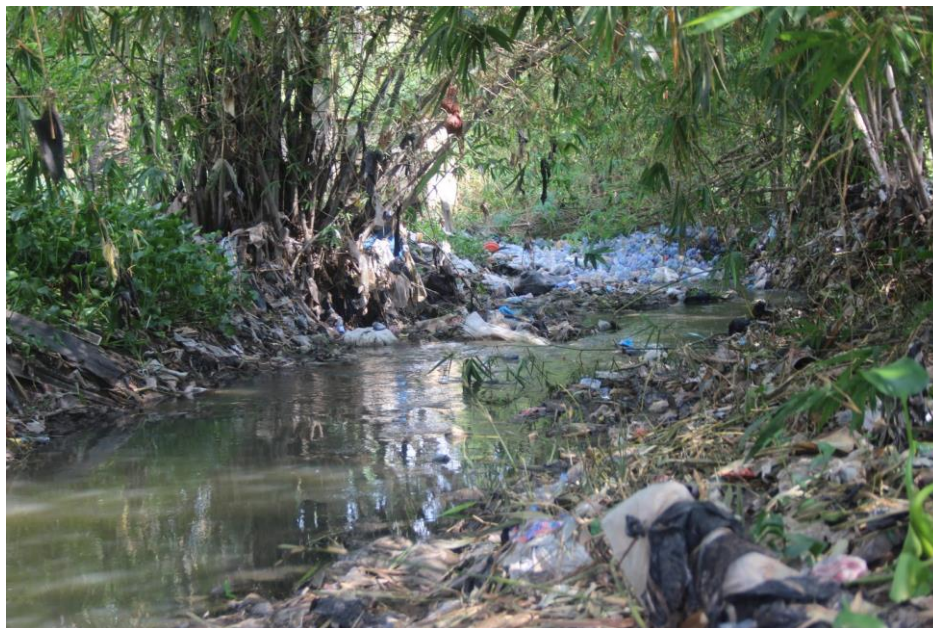
Un quartier inondé de Kinsasha exposé aux maladies d'origine hydrique dues aux inondations

Inquiétudes face à la montée des eaux

Raphael Tshimanga, hydrologue et professeur d'université à Kinshasa, souligne le défi posé par le cycle de récurrence relativement court des inondations, se produisant environ tous les deux ans, compliquant ainsi les prévisions hydrologiques. Il affirme que l'augmentation sans précédent du niveau des eaux du fleuve Congo reste une préoccupation majeure, en particulier après les récentes inondations le long de ce grand fleuve africain.

Selon les rapports de la Régie des Voies Fluviales (RVF), le niveau d'eau actuel du fleuve Congo s'élève à 5,9 mètres, se rapprochant du pic de 6,26 mètres enregistré en 1961. Les relevés de mesures effectués par RVF le 27 décembre 2023 pour vérifier la vitesse de l'eau dans la rivière et sa hauteur ont indiqué que l'eau avait une hauteur de 6,20 m, soit l'équivalent de 75 000 mètres cube s'écoulant très rapidement à 73 209,101 mètres cubes par seconde. Le niveau d'eau était de 5,91 mètres de haut. La RVF alerte les autorités publiques sur les risques de pertes humaines et d'épidémies de maladies d'origine hydrique, notamment dans les zones inondables de Kinshasa.

De nombreux cas de maladies d'origine hydrique ont été recensés dans différentes parties de la ville. « Nous avons régulièrement des épidémies de diarrhée, de choléra, de gale et de paludisme. Actuellement, nos enfants sont couverts de plaies dues à la gale et aux piqûres de moustiques. Il devient de plus en plus difficile de s'occuper d'eux car tout ce que nous possédions a été emporté par les inondations », explique un habitant de Limete. Le Dr Kambale Mutavali, responsable de l'hygiène hospitalière, de la santé et de l'assainissement de l'environnement à la Clinique Kinoise de Kinshasa, souhaite que les Kinois prennent en charge l'assainissement de la ville.



Une zone de la ville inondée de déchets de toutes sortes, dont du plastique

Il évoque les défis sanitaires rencontrés à Mbudi : « Nous avons constaté de nombreux cas de maladies comme la diarrhée, le choléra et la gale, tous dus à un assainissement inadéquat. »

Le Dr Kambale explique que certains habitants de ces zones ont du mal à construire des latrines adéquates et que, lorsque les pluies torrentielles arrivent, tout se retrouve emporté dans des parcelles privées, où personne n'a désinfecté ou assaini les maisons touchées.

« Notre établissement de santé a même enregistré des décès dus au paludisme parmi les personnes obligées de dormir dehors lors des inondations de cette saison des pluies », note le Dr Kambale.

Il exhorte les survivants de cette catastrophe naturelle à ne pas attendre que la situation s'aggrave.

« Au premier signe, ils doivent se déplacer vers des zones plus sûres, loin des berges de la rivière, pour protéger leur vie et demander une attention médicale immédiate », note-t-il.

Retombées économiques et impact sociétal

Les inondations ont porté un coup sévère aux activités économiques locales, notamment au maraîchage, entraînant d'importantes pertes financières.

En 2022, les inondations ont été identifiées comme le deuxième événement climatique le plus coûteux financièrement, selon un rapport de l'ONG britannique Christian Aid.

Ces inondations ont perturbé les activités socio-économiques, notamment l'approvisionnement en eau potable, plus des trois quarts de la population de Kinshasa étant privée d'accès à l'eau potable pendant plusieurs jours.

Solutions architecturales et initiatives communautaires

Célestin Muluba, architecte, propose de construire des digues et d'installer des systèmes de pompage pour rediriger les eaux de la rivière afin de protéger son quartier.

« Le niveau de la rivière Ndjili dépasse désormais nos maisons, nous sommes en dessous et la rivière est au-dessus. Nous avons besoin de toute urgence que le gouvernement construise des routes surélevées pour traverser cette catastrophe », préconise Muluba.

Il exhorte le gouvernement congolais à construire une digue pour contenir la montée des eaux, en permettant la construction d'avenues secondaires en dessous et de caniveaux pour évacuer l'eau loin de la population.

Muluba exhorte également le gouvernement à appliquer des sanctions contre ceux qui jettent des déchets dans la rivière, cités comme l'un des facteurs contribuant à l'inondation de la rivière Ndj'ili.

SCIENCENOWMAG

Christopher Bendana (Ouganda); We can produce much of our wheat needs ; Science Now Mag, September 16, 2024.

Tag : FAO.

To access the article : <https://sciencenowmag.com/2024/09/19/we-can-produce-much-of-our-wheat-need/>



A wheat breeder shows off wheat grains in a field. Photo; By Christopher Bendana

Wheat is one of the world's major cereals. The others being maize and rice. Uganda imports much of its wheat like many countries in the region mainly from Argentina, Australia and Ukraine.

Statistics from the United States Department of Agriculture that tracks global agricultural productivity reveals stagnation of Uganda's wheat production with imports increasing over years. The country production has stagnated an annually production of 25,000 MT including for 23/24 while consumption is increasing and is projected at 621,000MT for 23/24.

Wheat is praised by the urbanite because of its ability to be prepared fast.

Yasin, chapati maker in Kyaliwajjala in Kampala predicts a continuous growth in wheat consumption.

"I used to bake 10 packets of 2kg of wheat a day, now it is a carton," he says.

It should be noted that the average wheat consumption in sub-Saharan Africa (SSA) is 30 kg per year, compared to 200kg per year in North Africa according to a study, *Wheat production and breeding in Sub-Saharan Africa, Challenges and Opportunities in the Face of Climate Change* Wuletaw Tadesse, Zewdie Bishaw and Solomon Assefa International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (2018).

Researchers say there is potential to expand wheat production into the non-traditional wheat areas by applying improved crop varieties, and better agronomic management practices.

They call for favorable policies to enable the availability and accessibility of inputs, extension services, transportation and marketing infrastructures.

Now the National Agricultural Research Organization (NARO) is coming in to close the gap through developing varieties that are adapted to the Ugandan environment.

And indeed there is evidence of NARO ability to increase production and productivity of key crops like rice, and maize.

Otherwise, the first interventions that go back to the early 2000s were geared to developing wheat varieties adapted to the highlands of Sebei and Bugisu in eastern Uganda and the Kigezi highlands in southwestern Uganda.

This was usually by testing for ecological stability of varieties developed by the International Center for Improvement of Maize and Wheat (CIMMYT) and International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA)

However, the national wheat improvement program of NARO housed in Buginyanya Zonal Agricultural Research and Development Institute (BugiZARDI) has now shifted the focus on developing varieties adapted to wider agro ecological zones stretching from the highlands to the lowland environments. They are generating climate adapted wheat varieties from crosses between varieties from CIMMYT and ICARDA with the local and the emphasis is now on the mid-lands and lowlands.

“The lowlands provide an opportunity for large-scale mechanized and commercial wheat production,” says Bosco Chemayek, a wheat research scientist at BugiZARDI, a NARO eastern Uganda region research hub.

Chemayek is no stranger to wheat. He is a wheat boy, a native of Kapochorwa district. He grew up seeing the opportunities wheat provided to the Sebei people as well as the challenges. He understands the culture, the soils as well as the environment. Hence, he wanted to be part of the solution.



Bosco Chemayek, a wheat research scientist admires the grain in one of the field gardens in Buginyanya research center. Photo by Christopher Bendana

He studied agriculture at Makerere University. To achieve his dream, he chose BugiZARDI over other zonal institutes where he is focusing on wheat research close to the farmers.

He did his masters in crop science also at Makerere University and a doctorate in plant breeding at the Plant Breeding Institute, University of Sydney, in Australia to get a well-grounded theory and academic knowledge on wheat research.

However, his breakthrough in wheat research for development came in 2021 when the Uganda National Council for Science Technology (UNCST) made a call for funding of local research with direct bearing on industry. The funding was from the International Development Research Center (IDRC) of Canada, within the auspices of the Science Granting Councils Initiative (SGCI).

He applied and won a grant for, increasing wheat production and productivity through science based knowledge and Innovation for a competitive wheat manufacturing value chain in Uganda.

They have since evaluated and tested different improved varieties in Uganda's six wheat ecological areas.

For the mid-highlands evaluations were done in Bukwo and Kween in eastern Uganda, Rwebitaba in western Uganda, Bulengeru. Here the productivity is 2tons/ ha

For the lowlands, it was in Ngenga and Ikulwe in the Karamoja region. Here the productivity is 1.8tons/ha

They have developed two new candidate varieties of wheat from the ten he started with that can grow well both in highland and non-highland parts of Uganda. These varieties, if formally

released and popularized, will enable cultivation of wheat in previously unsuitable areas, which make up over 90% of the country.

“The target is to expand wheat growing in non-traditional wheat growing mid and lowland areas like Karamoja that are 1000masl” he boasts.

Geoffery Sempiri, the coordinator Science Granting Councils Initiative at UNSCT, the funders of Chemayek’s research says they got interested in wheat after releasing changing eating habits of Ugandans especially those in urban areas to wheat byproducts especially bread, biscuits, cookies, and chapati

“We funded this research project with a focus on increasing wheat production and productivity to reduce on its import,” he says.

“The research project supports the National Development Plan three’s objectives of promoting economic growth, reducing poverty, and improving livelihoods through Agro based industrialization.”

Wheat farming in eastern Uganda

Nelson Kusuro, a second generation wheat farmer in Bukwo, eastern Uganda with nostalgia about wheat farming in the family, and the learning experience from the Kenyans.

“It helped me educate my children,” he reveals.

However, Kusuro did not plant wheat this season as the weather has affected wheat production in the area, though he is still in barley as there is market from the beer breweries.

“The weather is unpredictable,” he said by phone on Wednesday.

“While we would harvest an average of 14 bags of 50kg a season from an acre, production do now days go low up to eight bags an acre in a season,” he explained.

He says more needs to be done to motivate farmers to remain in wheat growing. He calls for incentives for farmers and provision of inputs like what Uganda Grain Milling Company used to do.

If you came to Bukwo you would see the old combine harvesters,” he boasts.

He calls for testing of the oils and provision of improved seeds, and extension services.

Challenges, research from elsewhere

In their study, Tadesse, and his colleagues argue that the explosive population growth has led to increased urbanization and change in food preferences resulting in the demand for wheat and its byproduct in sub Saharan Africa.

Their study reveals that the block imported 16.9 MT wheat of about USD 6 billion between 2011-2013, and it projects imports to reach 76.5MT in 2025, of which 48.3MT would be imported.

Their proposition on the current trends in the block points to the growing populations, increased rural-urban migration, low public and private investments, weak extension systems, inappropriate agricultural policies, and low adoption rates of new technologies.

They call for the development of an effective seed system, and better agronomy practices including the use of irrigation

Currently, Egypt with 9.7MT is the leading wheat producer on the continent, Ethiopia is second with 7MT. This is according to Food Agriculture Organization of the United Nations 2022 statistics.

The continent's total wheat production for 2023 was 28MT.



Lenah bosibori (Kenya); Boost to Nairobi's healthcare as air quality monitors launched at Mama Lucy Hospital; Africa Science News, September 16, 2024.

Tag : UNEP, USAID, WHO, WRI.

To access the article : <https://africasciencenews.org/boost-to-nairobis-healthcare-as-air-quality-monitors-launched-at-mama-lucy-hospital/>

Mama Lucy Hospital in Nairobi has installed two advanced air quality monitors to combat the city's escalating air pollution crisis. These state-of-the-art devices will track hazardous pollutants, including black carbon and particulate matter (PM 2.5), which can infiltrate the lungs and bloodstream, heightening the risk of respiratory diseases.

During the launch on Friday, Eng. Festus Ng'eno, Principal Secretary for Environment, Climate Change, and Forestry, underscored the importance of the initiative.

"Nairobi is a rapidly growing city with vast economic opportunities, but air pollution remains one of our most pressing environmental challenges," said Ng'eno. "These monitors will provide accurate data, helping us pinpoint pollution hotspots and take action to curb harmful emissions."

The United Nations Environment Programme (UNEP) estimates that in 2019, ambient air pollution caused nearly 400,000 premature deaths in Africa, while indoor air pollution claimed over one million lives. These monitors will also help address the root causes of the rising cases of upper respiratory infections and respiratory-related cancers in Nairobi.

Health Concerns at Mama Lucy Hospital

Dr. Martin Wafula, CEO of Mama Lucy Hospital, highlighted how the monitors will revolutionize how the hospital tackles respiratory issues. "We treat many patients with breathing difficulties, but until now, we haven't been able to address the root causes. These monitors will allow us to track where patients are coming from and implement community-based interventions to combat pollution-related health problems," he explained.

He noted that 60% of the hospital's patients suffer from breathing issues, and 80% of children are affected by upper respiratory infections. The hospital has also observed a rise in respiratory cancers and premature births, with Dr. Wafula linking these cases to poor air quality in densely populated areas, especially near dumpsites.

"On average, we deliver around 70 mothers daily, with at least 20 being premature births. We've noticed that mothers exposed to poor air quality are more likely to give birth prematurely," said Wafula. The air monitors will help correlate these health problems with specific pollutants, allowing for targeted interventions.

Dr. Wafula added that the hospital handles an average of 3,000 patients per day, with 60% presenting breathing issues. "80% of the children we treat have upper respiratory distress," he noted.

Rising Pollution in Nairobi

Dr. George Mwaniki from the World Resources Institute (WRI) Africa shared that air quality in Nairobi has significantly worsened over the years, with pollution levels now four times higher than the World Health Organization's recommendations. "These monitors will help us identify the main sources of pollution and guide public health responses," he said.

Why Mama Lucy Hospital?

Mama Lucy Hospital was selected for this initiative because it serves Nairobi's lower-income population, who are disproportionately affected by respiratory illnesses. Additionally, it is one of the few public hospitals in the city with a certified incinerator for medical waste, making it an ideal location for air quality monitoring.

"The hospital manages a high volume of respiratory cases, particularly among children and pregnant women, which makes it a crucial site for monitoring air quality," said Dr. Mwaniki.

Cutting-Edge Technology

The new equipment includes a PM 2.5 monitor to measure harmful particles in the air, and a five-wavelength black carbon monitor to identify pollution sources such as vehicle emissions and wood burning. The data collected will help authorities link pollution hotspots with rising health concerns and develop targeted community interventions.

"We are particularly concerned about black carbon and PM 2.5 particles, which can enter the lungs without any filtration and pass directly into the bloodstream. These small particles account for around 70% of the health impacts from air pollution," said Dr. Mwaniki. "The remaining 30% is caused by larger particles and gases."

Dr. Mwaniki added that the monitors will measure the levels of PM 2.5 and track weather patterns to analyze the sources of these particles. "Some of these particles are composed of dangerous chemicals, and this technology will help us identify what's driving the respiratory ailments we're seeing," he said.

Long-Term Impact

This cutting-edge technology will help trace the environmental origins of respiratory diseases, enabling the hospital to collaborate with public health officials to intervene in affected communities. The initiative is part of a broader effort to improve air quality in Nairobi, with the city set to install 37 additional air quality monitors in the coming months.

The effort aims to enforce air quality regulations and reduce the health impacts of pollution, particularly from vehicle emissions, which contribute 40% of the city's air pollution.

The launch was made possible through partnerships with organizations including the World Resources Institute, Clean Air Catalyst, USAID, AirQo, the Ministry of Environment, and NEMA, with financial support from USAID totalling KSh 20.4 million (\$158,000).



Victor Moturi (Kenya) ; How youths in lower eastern Kenya mitigating climate change; Radio France International Kiswahili service, September 16, 2024.

Tag : -.

To listen the report : <https://fb.watch/vftTiiOrDD/>

Mark in from 16:31 minutes.

As climate change continues to affect the world, various nations are implementing agricultural strategies to cope. In Kenya, despite the southeastern region being known for its arid climate, young farmers have turned to cultivating the Azolla plant using ponds to feed their livestock, such as goats and poultry. This shift comes after many lost livestock due to droughts caused by climate change, with over 1,000 young people being encouraged to adopt this farming method.

In this environmental feature, the story focuses on the efforts of these young farmers in combating climate change through Azolla farming. Geoffrey Musembi from Kasinga Village in Machakos County manages three ponds where he grows Azolla, a highly nutritious feed for livestock. He explains that due to the impact of climate change, farmers like him have shifted away from expensive feeds like grass. Instead, they use water from wells to grow Azolla in ponds.

Lynet Nduku, another young farmer, has also found success using Azolla to feed her goats and ducks. Farmers in the region are encouraged to plant trees around the ponds to provide shade, which helps reduce water evaporation. Paul Mwanza from Mkuyuni in Makueni County uses regenerative farming techniques to retain more water in the soil and has started a seedling project to supply trees for planting around the ponds.

Agricultural experts like John Mutisya advise farmers to adopt affordable water conservation methods. Organizations and county governments are collaborating to teach farmers about various plant-based solutions to combat climate change. Antony Musili, an expert from Biovision Africa Trust, emphasizes the importance of Azolla in this fight. These efforts align with

the United Nations' Sustainable Development Goals, urging rapid action to address climate change by 2030.

The innovative farming techniques used by Musembi, Nduku, and others show great promise for combating climate change, provided farmers receive proper training. Through crops like Azolla and modern farming methods, these farmers are beginning to thrive, and there is hope that future generations will have even better tools to tackle climate change. However, agricultural organizations are encouraged to continue supporting and training young farmers for future success.



Hector Nammangue (Togo) ; Préparer le terrain pour la finance climat en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 17 septembre 2024.

Tag : BOAD, UEMOA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/preparer-le-terrain-pour-la-finance-climat-en-afrique-de-louest/>



À la veille du séminaire sur la finance climat, un événement stratégique pour l'avenir du développement durable en Afrique de l'Ouest qui va se dérouler ces 18 et 19 septembre à Cotonou au Bénin, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'engage à mobiliser des ressources pour des projets durables. Lors d'un entretien à bâtons rompus, en marge d'un cocktail de réseautage ce mardi à Cotonou au Bénin , Moubarak Moukaila, le Directeur du

Département Environnement et Finance Climat de la BOAD , a exposé les ambitions et les actions concrètes de l'institution pour relever les défis climatiques au sein de l'UEMOA.

Selon Moubarak Moukaila, directeur du financement et du développement durable, cet événement s'inscrit dans le cadre du plan stratégique DJOLIBA de la BOAD. « Ce séminaire répond à la nécessité de mobiliser des ressources concessionnelles pour financer des projets répondant aux besoins réels de nos populations », explique-t-il.

Aussi poursuit-il « L'initiative, qui s'adresse aux huit pays de l'UEMOA, vise à soutenir des projets concrets tout en tenant compte des impératifs environnementaux. Lancé en 2021, le plan DJOLIBA représente un tournant stratégique pour la BOAD. Il place le développement durable au centre de toutes les actions de l'institution»



Vue partielle des participants lors du cocktail de réseautage

Moubarak Moukaila insiste sur l'importance de la finance climat pour assurer le succès de ce plan. « Nous avons identifié la finance climat comme l'une des meilleures solutions pour mobiliser les ressources nécessaires. Ce séminaire permet de concrétiser cette vision en rassemblant les acteurs concernés », ajoute-t-il. Ce tournant vers la durabilité se manifeste par la mise en place de mécanismes de financement innovants pour soutenir des projets ayant un impact positif sur le climat.

Des résultats concrets grâce à une approche intégrée

L'une des innovations majeures de la BOAD est la création d'un département dédié aux projets climatiques. Celui-ci est structuré en deux volets : un domaine consacré au développement de projets et un autre au suivi de leur mise en œuvre. Cette double approche a déjà porté ses fruits. « Nous avons vu une amélioration significative dans la mise en œuvre des projets, passant de 22% à 40% en moins de six mois », souligne t-il.

Ce système permet d'éviter les erreurs du passé et de s'assurer que chaque projet est conçu et exécuté avec une rigueur maximale, en phase avec les réalités climatiques locales.

Outre les ressources internes, la BOAD s'est également tournée vers des partenaires internationaux pour renforcer ses capacités de financement. Par exemple, en 2021, la BOAD a émis des obligations durables d'une valeur de 750 millions d'euros. Récemment, un accord de 100 millions de dollars a été signé avec l'Italie pour financer de nouveaux projets climatiques. « Ce séminaire est une plateforme idéale pour présenter ces avancées et encourager la mobilisation de ressources additionnelles », précise-t-il. Ces financements permettront de soutenir des projets variés dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de l'agriculture durable.

Vers une transformation du secteur immobilier en Afrique

L'immobilier est également un secteur clé dans la stratégie climatique de la BOAD. Conscient que le secteur contribue à 7% des émissions de gaz à effet de serre en Afrique subsaharienne, Moubarak Moukaila évoque les efforts de la BOAD pour trouver des solutions durables. « Nous finançons des projets de logements sociaux tout en intégrant des critères liés au changement climatique, tels que le positionnement des bâtiments, l'utilisation de matériaux écologiques et l'efficacité énergétique », explique-t-il.

À travers ces actions, la BOAD entend jouer un rôle majeur dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre sur le continent. Le séminaire sur la finance climatique s'annonce donc comme une étape cruciale pour l'Afrique de l'Ouest, avec des retombées positives non seulement pour la lutte contre le changement climatique, mais aussi pour le développement économique et social de la région. La BOAD, en tant que moteur de cette initiative, continue de prouver son engagement en faveur d'un avenir durable pour les populations de l'UEMOA.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwean Stakeholders Collaborate To Phase Out Ozone Depleting Substances ; Pan African Visions, September 17, 2024.

Tag : Montreal Protocol, UNDP, UNEP, UNGA.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2024/09/zimbabwean-stakeholders-collaborate-to-phase-out-ozone-depleting-substances/>



Dr Sithembiso Nyoni, Minister of Environment, Climate and Wildlife

Various stakeholders in Zimbabwe are collaborating to phase out ozone depleting substances in conformity with the Montreal Protocol.

Today, 16 September, 2024, Zimbabwe joined the rest of the world in commemorating the International Day for the Preservation of the Ozone Layer, popularly known as the World Ozone Day. According to Dr Sithembiso Nyoni, Minister of Environment, Climate and Wildlife, the 16th September is the International Day for the preservation of the Ozone Layer commonly known as the World Ozone Day.

On the 16th of September in 1987, countries of the World adopted the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer.

The Montreal Protocol aims to gradually reduce and eventually eliminated the production and use of man-made chemicals that deplete the ozone layer.

On the 22nd December 1994, the United Nations General Assembly proclaimed the 16th September as the International Day for the preservation of the Ozone Layer, through resolution 49/114 and invited all Parties to commemorate this important day every year.

The stratospheric ozone layer acts as a shield which protects life on earth from dangerous Ultra-Violet (UV) radiation from the sun and allowing only sufficient UV doses that are needed for the sustenance of life for human beings, plants and animals. Man-made chemicals used mostly in Refrigeration and Air Conditioning (RAC) are depleting this protective ozone layer.

Depletion of this vital protective shield causes eye cataracts, skin cancers and suppresses the immune system in human beings. Ozone layer also depletion reduces crop yields, degrades synthetic materials and affects aquatic organisms. The Government of Zimbabwe, being a party to the Montreal Protocol, therefore joins the rest of the World in commemorating this important day.

The theme for this year's World Ozone Day commemorations is "Montreal Protocol: Advancing Climate Action".

The 2022 Scientific Assessment Panel Report confirmed that ozone layer recovery is on track and ozone levels are expected to return to 1980 levels by around 2066 over the Antarctic and by around 2046 over the Arctic.

This was made possible through restricting the use of ozone-depleting substances and allowing the ozone layer to slowly recover. The Montreal Protocol has protected millions of people from skin cancer and eye cataracts, safeguarding ecosystems and slowing down climate change. The Montreal Protocol has managed to eliminate more than 99.9% of the ozone-depleting substances which are also greenhouse gases that contribute to global warming and climate change.

The Kigali Amendment to the Montreal Protocol which was adopted in October 2016 aims to phase down the production and consumption of hydrofluorocarbons (HFCs) which are powerful greenhouse gases that replaced ozone-depleting substances such as chlorofluorocarbons (CFCs) and Hydro-chlorofluorocarbons (HCFCs) in the cooling industry.

Dr Nyoni said that this puts the Montreal Protocol at the forefront of the Multilateral Environmental Agreements fighting to combat climate change.

"Hence the theme for this year's Ozone Day commemorations. The Government of Zimbabwe ratified the Kigali Amendment on the 18th October 2022 and is implementing activities to phase down the use of HFCs in all sectors," she said.

She said that after ratifying the Kigali Amendment, her Ministry reviewed the old regulations and promulgated new regulations to control the use of Hydrofluorocarbons (HFCs) in addition to Ozone Depleting Substances.

The revised regulations were promulgated through SI 49 of 2023 on the 11th April 2023.

The Ministry works closely with Customs Officers and Environmental Officers at major ports of entry and stations across the country to enforce the provisions of these regulations.

She said that whilst the regulations control the import and use of substances that deplete the ozone layer and cause global warming, they facilitate local industries to operate in a sustainable manner.

She added that the regulations enable the local industry to be competitive whilst meeting international standards by adopting climate friendly alternatives that are now readily available.

The ministry has worked with the Standards Association of Zimbabwe (SAZ) and the Ministry of Energy and Power Development to develop and publish the Minimum Energy Performance Standards (MEPS) for domestic refrigerators and air conditioning appliances.

The MEPS will have a strong bearing on energy demands as they will promote energy efficient appliances.

Nyoni said that as the world replaces HFCs with ozone and climate friendly refrigerants such as hydrocarbons (HCs), they are setting themselves on a course to tackle both ozone layer depletion and climate change thereby improving the quality of life on earth.

“Reducing HFCs use, is expected to avoid up to 0.4°C of global temperature rise by the end of this century, while simultaneously continuing to protect the stratospheric ozone layer,” she said.

The Ozone Day commemoration is being held as the Ministry is implementing the Second Stage of the Hydro-chlorofluorocarbons (HCFC) Phase out Management Plan (HPMP) and has just submitted the Stage I Kigali Implementation Plan for consideration at the 95th meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund.

The Second Stage HPMP will enable the country to eliminate the use of HCFCs by the 1st January 2030 and this will result in more climate benefits as these substances have high Global Warming Potentials. Stage I Kigali Implementation Plan will enable the country to reduce its HFC consumption by 10% in 2029.

The Stage II HPMP and Stage I Kigali Implementation Plan are being implemented in partnership with the United Nations Environment Programme (UNEP) and the United Nations Development Programme (UNDP).

Tools and equipment for use by Refrigeration and Air conditioning practitioners have been procured and distributed to all Polytechnics and Refrigerant Recovery and Recycling Centres in major cities and towns.

Tools for use by customs officers to combat illegal trade in unwanted substances are awaiting delivery.

"I greatly appreciate the support my Ministry is receiving from the Zimbabwe Revenue Authority and the Refrigeration industry in phasing out substances controlled under the Montreal Protocol," Dr Nyoni said.

She thanked all stakeholders for their continued support in the programmes to eliminate Ozone Depleting Substances and Greenhouses Gases used in refrigeration and air conditioning and other sectors.

'Through your unwavering support, we will sustain our compliance to the provisions of the Montreal Protocol and help to protect all forms of life on earth,"Dr Nyoni said.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; 1 800 milliards de FCFA pour financer les projets climatiques en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 18 septembre 2024.

Tag : BOAD, UEMOA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/1-800-milliards-de-fcfa-pour-financer-les-projets-climatiques/>



La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) poursuit ses efforts pour répondre aux défis climatiques auxquels sont confrontés les États membres de l'UEMOA. Ce mercredi 18 septembre à Cotonou au Bénin, M. Ibrahim Traoré, responsable du développement et des projets climat à la BOAD, a au cours du lancement du séminaire sur la finance climat exposé les initiatives climatiques de l'institution et la manière dont elle structure ses interventions à travers une nomenclature exhaustive des études climat et une sélection rigoureuse des projets prioritaires.

Avec un engagement financier de 1 800 milliards de francs CFA sur trois ans, la BOAD a dévoilé son ambitieux programme d'investissements climat. Cet engagement s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique DJOLIBA, qui place la résilience climatique au cœur des actions de la BOAD. « Nous avons pour mission d'intégrer la question du climat dans toutes nos opérations et

d'accélérer les investissements dans les projets d'adaptation et d'atténuation », explique M. Traoré. « L'objectif est clair : financer des projets concrets qui répondent aux besoins des États membres et contribuent à leur développement durable. »

Une méthodologie inclusive pour des programmes d'investissement pays

Pour atteindre cet objectif, la BOAD a adopté une approche méthodologique innovante, basée sur des consultations approfondies avec les autorités nationales, les ONG, la société civile et les communautés locales. Cette démarche permet d'identifier les besoins spécifiques de chaque pays et de sélectionner des secteurs prioritaires en matière de climat, tels que l'agriculture, l'énergie, l'eau et les infrastructures.

« Nous avons opté pour une approche pays, en consultant les autorités locales et en identifiant les secteurs prioritaires par pays. Cela nous permet de ne pas disperser nos efforts et de concentrer nos ressources sur les projets à fort impact », précise M. Traoré. Cette méthodologie garantit également une meilleure intégration des priorités nationales dans la lutte contre le changement climatique, tout en s'alignant sur les engagements des États dans le cadre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN).



Vue partielle des participants lors de la présentation de la nomenclature des études climat à Cotonou.

Une fois les secteurs prioritaires définis, les projets sont classés en trois catégories : ceux disposant déjà d'études complètes, ceux nécessitant des études complémentaires, et ceux sans études préalables. La BOAD met à disposition son Fonds d'Études Climat pour financer ces études, permettant ainsi de structurer et de préparer les projets avant leur mise en œuvre. « Nous avons déjà reçu des requêtes de plusieurs pays pour l'accès à ce fonds, qui peut mobiliser jusqu'à 500 millions de FCFA par projet », indique M. Traoré.

Les projets climatiques identifiés sont ensuite soumis à une validation rigoureuse par les gouvernements des pays concernés. Un processus de négociation est engagé, suivi d'une signature officielle entre la BOAD et les ministères de l'Économie et des Finances. Cela assure non seulement une adhésion totale des États aux projets, mais également leur alignement sur les priorités nationales de développement.

Des financements internationaux pour soutenir les initiatives climatiques

Afin de soutenir ces projets d'envergure, la BOAD s'appuie sur des partenaires internationaux et des mécanismes de financement novateurs. L'institution a déjà émis des obligations durables d'une valeur de 750 millions d'euros en 2021 et a récemment signé un accord de 100 millions de dollars avec l'Italie pour renforcer ses capacités de financement.

« L'objectif de la BOAD est de créer un environnement propice à la mobilisation des ressources nécessaires pour financer les projets climatiques », précise M. Traoré. « Nous avons développé des partenariats stratégiques, tant au niveau de la sous-région qu'à l'international, pour garantir le succès de ces programmes d'investissement. »

L'engagement de 1 800 milliards de FCFA de la BOAD pour les trois prochaines années témoigne de sa détermination à contribuer significativement à la lutte contre le changement climatique en Afrique de l'Ouest. Ce plan ambitieux, soutenu par des mécanismes de financement innovants, est une étape clé vers la réalisation des objectifs de résilience climatique et de développement durable dans la région.

Les 1800 milliards font référence au portefeuille Climat de la BOAD. Pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne ce montant s'élève à 10 000 milliards de FCFA.



Maina Waruru (Kenya) ; Governments Using Billions of Public Funds to Subsidize Climate-Destructive Industries—Report ; IPS News, September 18, 2024.

Tag : COP 29, Paris Agreement.

To access the article : <https://www.ipsnews.net/2024/09/governments-using-billions-of-public-funds-to-subsidize-climate-destruction-industries-report/>



Joseph Loree, who lives in the oil-rich Lokichar area of Turkana in northern Kenya, keeps a few goats due to frequent droughts. Governments in the Global South are spending billions of dollars subsidising industries harming the climate, such as the one in Lokichar. Credit: Maina Waruru/IPS

NAIROBI, Sep 18 2024 (IPS) - A report examining corporate capture of public finance is accusing industries fueling the climate crisis, including fossil fuel ones, of draining public funds in the Global South, singling them out for squeezing out of governments USD 700 billion in public subsidies each year.

The report, *How the Finance Flows: Corporate capture of public finance fuelling the climate crisis in the Global South*, released on 17 September says that the climate-destructive sectors

are benefiting from money that could go to paying for schooling for all Sub-Saharan African children 3.5 times over, even as Global South renewable energy projects remain starved of cash, receiving 40 times less public finance than the fossil fuels sector.

While urging governments in the developing world to allocate more of their limited resources in ways that “truly serve their people’s needs” through climate solutions for food and energy, the analysis of financial flows by ActionAid reveals that the fossil fuel sector in the region received a staggering annual average of USD 438.6 billion a year in subsidies, between 2016 (when the Paris Agreement was signed) and 2023.

The industrial agriculture sector alone benefited from the government subsidies equivalent to a whopping USD 238 billion a year on average between 2016 and 2021, even as it continued to contribute to the worsening of nature, it reveals.

It further reveals that the industries causing the climate crisis are also draining the lion’s share of public funds, including in “climate-hit countries,” in places like Sub-Saharan Africa, even as initiatives providing climate solutions remain severely underfunded.

The report points to corporate capture of public finance, combined with a lack of international climate finance, as some of the factors holding back climate action in some of the “countries and communities that need it most”.

While also finding that climate finance grants from the Global North for climate-hit countries are still grossly insufficient to support climate action and the necessary transitions in the southern hemisphere, it gives examples of several countries in Africa where policies in place were in conflict with actual reality actions.

These include the fossil fuel-rich African countries of South Africa and Nigeria, which have been found to be heavily subsidizing the discredited sector.

The countries, including Bangladesh in South Asia, Action Aid says were providing fuel subsidies up to between 22 and 33 times the “per capita level of annual public investment in renewable energy” flow, for example.

As a result, in the hemisphere, renewable energy initiatives are receiving 40 times less public finance than the fossils sector, while climate finance grants amount to just a 20th of the Global South’s public finance going to fossils and industrial agriculture.

“While trillions of dollars in climate finance from the Global North to the Global South are necessary to adequately address the climate and development crises, Global South governments must allocate their limited resources in ways that truly serve their people’s needs through climate solutions for food and energy,” it says.

“Meanwhile, the failure of Global North countries to provide adequate climate finance for climate transitions means that Global South countries are locked into harmful development pathways that destroy ecosystems, grab lands and compound the injustice of climate change,” it adds.

Citing the example of Southern Africa’s Zambia, it says that the industrial agriculture sector in the country gobbled up 80 percent of the national agriculture budget in 2023, through subsidies for “climate-harming synthetic fertilizer’s and commercial seeds.”

“Meanwhile, only 6 percent of the Agriculture Ministry’s Agricultural Development and Productivity Programme was spent on supporting farmers to adopt agroecological, nature-friendly farming approaches, that naturally strengthen soil fertility and reduce dependency on agrochemical inputs,” it explains the contradiction.

Zambia’s neighbor Zimbabwe has made public policy statements in support of a shift towards agroecology, a shift evidenced by 34 percent of the country’s agriculture budget this year supporting farmers to adopt practices to move from climate-destructive agrochemicals.

Despite that, Zimbabwe is still using approximately 50 percent of its entire national agriculture budget towards subsidizing industrial agribusiness inputs such as fertilizers and hybrid seeds,” signaling the industry’s continued control over the sector and budget, as well as the potential to free up more public finances for public good’.

Two west African countries, the Gambia and Senegal, and South America’s Brazil were equally found to be engaging in contradictory practices, making public investments in renewable energy, on a scale that is almost comparable to the per capita public subsidy provision for fossil fuels.

In the Gambia, the scale of public investment in renewable energy is more than four-fifths that of public finance provided to fossil fuels; while in Brazil and Senegal, the scale of renewables investment was found to be two-thirds that of fossil fuel subsidies.

“Kenya’s ambition to be a global leader in renewable energy is borne out by the finding that per capita investment in renewables in the country is outspending public subsidy provision to fossil fuels. However, recent protests in Kenya against the government’s reduction of fossil fuel subsidies underline the importance of feminist Just Transition principles,” the investigation found.

“Shifts in public financing must be carefully sequenced to protect the rights of people—especially women—living in poverty. Any reductions in fossil fuel subsidies should target the wealthy corporations first. Only once accessible and democratic alternatives and comprehensive social protections are available to people on low incomes, should progressive policies be shifted,” the analysis concluded.

The report further found that governments in the North continue to disproportionately fuel the climate crisis, and even though the developed world has just a quarter of the world's population, their annual average fossil fuel subsidies amounted to USD 239.7 billion.

Action Aid laments that renewable energy public investment in the Global South comes to an annual average of USD 10.3 billion each year, noting that even worse, renewable energy investment in the South has been on a downward trend, more than halving from USD 15 billion in 2016 to USD 7 billion in 2021.

It calls on governments to speed up the transition to green, resilient, democratic and people-led climate solutions for food and energy, such as renewable energy and agroecology. "For Global South countries already experiencing the devastating consequences of climate change, the need for global transition is all the more urgent".

According to Arthur Larok, Secretary General of ActionAid International, the report further helps expose wealthy corporations' 'parasitic' behavior.

"They are draining the life out of the Global South by siphoning public funds and fueling the climate crisis. Sadly, the promises of climate finance by the Global North are as hollow as the empty rhetoric they have been uttering for decades. It is time for this circus to end; we need genuine commitments to ending the climate crisis," he said.

The report also debunks the "false narrative" that fossil fuel and industrial agriculture expansion in the Global South is necessary to address food insecurity and energy poverty and to provide livelihoods and public revenue, said Teresa Anderson, Global Lead on Climate Justice at ActionAid International and one of the report's authors.

"It seems that money is the root of all climate upheaval. Climate-destructive industries are bleeding the Global South of the public funds they should be using to deal with the climate crisis. "The lack of public and climate finance for solutions means that in climate-vulnerable countries, renewable energy is receiving 40 times less public finance than the fossil fuel sector," she added.

The time had come for the poor to stand up to industries that are draining their finances and wrecking the climate.

Public resources, the report recommends, should be directed toward supporting just transition away from climate-destructive fossil fuels and industrial agriculture and in favor of "people-led climate solutions that safeguard people's rights to food, energy and livelihoods."

It should also go to scaling up decentralized renewable energy systems to provide energy access, and gender-responsive agricultural extension services that offer training in agro-ecology and adaptation.

It appeals to wealthy countries to provide “trillions of dollars in grant-based climate finance each year to Global South countries on the front lines of the climate crisis,” including by agreeing to an ambitious new climate finance goal at COP29.

Further, it calls for regulation of the banking and finance sectors to end destructive financing, including setting minimum standards for human rights, social and environmental frameworks, and transformation of the international financial institutions that are pushing climate-vulnerable countries into “spiraling debt.”



Joseph Abuje (Kenya); Kenya's local green revolution toward environmental conservation takes shape; Africa Science News, September 19, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://africasciencenews.org/kenyas-local-green-revolution-toward-environmental-conservation-takes-shape/>



The efforts to amplify the locally-led green revolution towards environmental conservation and climate change mitigation through innovative approaches have taken a positive trajectory amongst local conservationists in Busia County.

This follows the initiatives by Water Resource Users Associations (WRUAs) domiciled within the county in partnership with the County Government to advance an agenda for a green revolution move that envisages a comprehensive approach to environmental conservation, Innovation, and sustainable development to among other interventions curb the adverse effects of climate change.

One such proactive hub of green innovation is Lunabo WRUA, in a remote village of Masendebale, Butula sub-county, making significant strides in environmental conservation and livelihood diversification.

"We have a nursery with a capacity of 1,000 assorted seedlings, and our focus is on a variety of conservation species, including Bamboo, Mysopsis, Gravelier, Acacia, and Albizia to boost the conservation efforts," one of the members told Africa Science News.

Their focus though is to nurture over 20,000 seedlings for planting.

According to the County Executive for the Department of Water, Environment, Irrigation, Natural Resources, Energy and Climate Change, Engineer Andrew Meso, WRUAs in the county can drive meaningful change in environmental conservation as well as address climate change effects. He lauded their efforts and committed to supporting them through capacity building and financial need to ensure success in their activities.

"We are more than ready as a department to support your initiatives that are geared towards climate change mitigation measures and that ensure lean environment for better human coexistence," Messo told Africa Science News.

He noted that as a department they are keen to ensure such models succeed through various supportive programs, not only to address immediate ecological needs but also to foster long-term sustainability through diverse initiatives that will also lean towards food security.

However, as local innovative interventions take centre stage among local communities in Busia county, challenges have also abounded one of which is water storage facilities to counter the dry spell.

Lunabo WRUA chairperson Winbold Wangombe acknowledges the challenge and points out posterity measures being undertaken by the Western Kenya Water Project(WKWP)in partnership with the County government of Busia to install water reservoirs with solar pumping equipment.

"This support will not only resolve the water storage issues but also facilitate the expansion of their nursery to meet the growing demand for tree seedlings," said Wang'ombe.

The County Government of Busia in a solidarity gesture with WRUAs has supported Lunabo WRUA through the Financing Locally-Led Climate Action Program, Kenya (FLLoCA) through the acquisition of a toothpick machine, which will help in bamboo value addition and provide a ready market for their products as well as economic empowerment to its members.

Other WRUAs in the County that are in line with the green revolution initiative at the grassroots level for a sustainable future include Nambale, Ikonzo, Bumasa, Wakhungu, and Bunyala.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Mobiliser des financements verts pour renforcer la résilience climatique au Bénin ; Vert Togo, 19 septembre 2024.

Tag : BAD, Banque mondiale, COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/mobiliser-des-financements-verts-pour-renforcer/>



Lors du séminaire sur le financement climatique qui s'est ouvert ce mercredi à Cotonou, Maryse Lokossou, la Directrice Générale de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin, a plaidé en faveur d'une mobilisation urgente des financements verts pour répondre aux défis climatiques du Bénin. Elle a également mis en lumière les efforts du pays pour attirer les investissements dans les projets verts.

Malgré sa faible contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, représentant seulement 0,05% selon le rapport 2023 de la Banque mondiale, le Bénin fait partie des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Le classement du Bénin à la 152e place sur 181 en termes de vulnérabilité climatique met en exergue l'urgence d'agir. « La question de savoir comment poursuivre une croissance économique durable tout en renforçant la résilience climatique est un défi de premier plan pour notre pays », a souligné la Directrice Générale de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin lors de son intervention.

Pour répondre à ce défi, le Bénin s'est doté en 2021 d'un cadre ODD avancé, reconnu par l'agence Vigeo Eiris. Ce cadre a permis au pays de lever des fonds à travers l'émission du premier

Eurobond ODD en Afrique, un jalon important pour le financement des projets en lien avec l'Agenda 2030 des Nations Unies. « Le financement privé, bien que nécessaire, reste insuffisant, représentant seulement 2,7% du total des financements climatiques », a-t-elle ajouté, mettant en lumière la nécessité d'accroître la participation du secteur privé.

Alors que le Bénin continue son industrialisation avec des projets comme la zone économique spéciale de Glogibé, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre reste inévitable. Toutefois, le pays est déterminé à faire de l'adaptation climatique une priorité. Entre 13 et 14 milliards de dollars seront nécessaires d'ici 2030 pour faire face aux défis climatiques, selon les perspectives économiques pour l'Afrique 2023 de la Banque africaine de développement (BAD). « Ce séminaire est une opportunité pour réfléchir collectivement aux moyens d'accélérer les investissements verts dans la région », a déclaré Mme Lokossou.

Maryse Lokossou a également souligné les obstacles auxquels le secteur privé est confronté, notamment le manque de ressources humaines qualifiées, l'accès limité aux financements verts et le coût élevé des capitaux pour les projets écologiques. Elle a proposé la création d'un guichet unique pour centraliser les informations et les ressources destinées aux entreprises souhaitant s'engager dans la transition écologique. « La COP 29 sera une étape cruciale pour annoncer de nouvelles enveloppes financières et soutenir les efforts de pays comme le Bénin », a-t-elle conclu.



Lenah bosibori (Kenya); Africa CDC urges member countries to embrace Mpox Vaccination as cases continue to rise; Africa Science News, September 20, 2024.

Tag : UNICEF, WHO.

To access the article : <https://africasciencenews.org/africa-cdc-urges-member-countries-to-embrace-mpox-vaccination-as-cases-continue-to-rise/>



The Africa Centres for Disease Control and Prevention (Africa CDC) has urged its member states to embrace Mpox vaccinations as the number of cases continues to rise with the latest data showing a significant increase compared to the same period last year.

Speaking on Thursday during a webinar on a special briefing on Mpox in Africa, Dr Jean Kaseya Director General of the Africa CDC said since the beginning of this year, a total of 29,152 cases of which 6,105 were confirmed and 738 deaths were reported from 15 African Member States.

"Mpox is not under control in Africa. We are seeing a continuous rise in cases, with a 177% increase in cases and a 38.5% increase in deaths compared to the same time in 2023," Dr Kaseya said.

In addition, Dr Kaseya noted that there has been an upward trend in the number of Mpox cases reported since week 18 (May 2024), in one week, we had 2912 new cases, compared to the previous year, we also lost 14 people in one week and death due to Mpox is a serious death that we need to say enough is enough," said Kaseya.

According to Kaseya, Mpox vaccination has already started in Rwanda. "We began vaccinations in Rwanda two days ago. So far, around 500 people have been vaccinated, and about 1,000 doses have been administered. However, the country requires more than the 10,000 doses it had initially requested," said Kaseya.

By the end of epidemiological week 36 of 2024, more than 2,900 new Mpox cases were reported, representing a significant increase from the previous year. There were 374 new confirmed cases in week 35 alone, along with 14 deaths. Of the confirmed cases, 63% were male, and children below 15 years accounted for 41%.

In addition, Dr Kaseya said Africa requires an estimated 10 million doses of Mpox vaccines. "Our team is working with countries to update their vaccination plans. We are committed to ensuring Africa gets the 10 million doses needed to protect our people," Dr Kaseya stated.

He also added that the Bavarian Nordic vaccine has been recognized as safe after passing World Health Organization (WHO) prequalification. "The vaccine will further be procured by UNICEF, Gavi, and other partners for distribution to African countries," reiterated Dr Kaseya.

He also noted that in addition to the Bavarian Nordic vaccine, Japan has also pledged 3 million doses to Africa that will be donated first to the Democratic Republic of the Congo (DRC). "The vaccination campaign in the DRC is expected to begin in the first week of October," Dr. Kaseya added.

Africa CDC will also allocate additional vaccine doses to countries such as Rwanda, South Africa, and Uganda according to Dr Kaseya. "The organization is establishing a technical review committee of African experts to assist countries in developing strong vaccination campaign plans to curb the spread of Mpox," added Dr Kaseya.

To further support member states, Africa CDC has produced 28,000 Mpox test kits, including GeneXpert cartridges, which are being distributed to affected or at-risk countries. "We are also training laboratory experts to enhance their testing capabilities and ensure accurate reporting," Kaseya noted.

However, Dr Kaseya noted that one of the major challenges African CDC faces is low testing rates due to issues in sample collection and transportation. "We are supporting countries to reduce this burden, and we expect testing rates to improve over the next two weeks with the necessary support," said Dr Kaseya.

Another critical issue is cross-border surveillance, which remains weak due to the lack of a rapid antigen test. Africa CDC is working to strengthen surveillance capacity, particularly at border crossings, by focusing on health workers according to Dr Kaseya.

Additionally, the Africa CDC has highlighted the importance of African countries manufacturing vaccines locally. "We are leading the fight to ensure Africa can produce its vaccines. We have 26 partners working together to strengthen this mechanism and give Africa a fighting chance," Kaseya emphasized.

"Africa CDC is working closely with manufacturers and partners to ensure Mpox vaccines are produced in African countries. "Young people are particularly affected by this outbreak, with 41% of cases being among children under 15 years old," Kaseya said.

Morocco has recently become the latest African country to report Mpox cases, bringing the total number of affected countries to 15. "In the DRC, we are seeing different clades of the virus, making it difficult to predict what will happen next. Ongoing studies aim to understand how this impacts our fight against the outbreak," Kaseya explained.

Key risk factors for the spread of Mpox include cross-border movement, malnutrition, and unsafe sexual practices. Clade 1b of the virus has been identified in countries such as the DRC, Burundi, Kenya, Uganda, and Rwanda.

In the coming days, the Africa CDC will allocate vaccines to Rwanda, the Central African Republic, South Africa, Uganda, Burundi, and any other country that will be in need. Additionally, the newly established Technical Review Committee will support countries in integrating micro plans for the vaccination campaign and learning from the use, delivery, and impact of the vaccines.



Boris Ngounou (Cameroun) ; En route vers la COP29, Greenpeace Afrique propose une stratégie pour mobiliser 900 Mds \$ de fonds climat pour les pays en développement ; Environnementales, 20 septembre 2024.

Tag : COP 29, Greenpeace Afrique.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/en-route-vers-la-cop29-greenpeace-afrique-propose-une-strategie-pour-mobiliser-900-mds-de-fonds-climat-pour-les-pays-en-developpement/>



À l'approche de la COP29 en Azerbaïdjan, Greenpeace Afrique appelle les négociateurs climatiques africains à parler d'une seule voix pour exiger une augmentation substantielle des flux de financement climatique en direction de l'Afrique. Lors d'une conférence de presse à Yaoundé, l'ONG a plaidé pour une taxe sur les combustibles fossiles et un financement public net pour soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique sur le continent.

Greenpeace Afrique réitère un appel pressant à l'unité des négociateurs climatiques africains à l'approche de la COP29, qui se tiendra en Azerbaïdjan. L'enjeu principal : renforcer et augmenter les financements climatiques destinés à l'Afrique, un continent particulièrement vulnérable aux effets dévastateurs du changement climatique. Selon Greenpeace, il est essentiel que les négociateurs exigent un nouveau cadre de financement basé sur un Objectif Collectif Quantifié (OCQ), garantissant une réponse financière adéquate pour soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation des pays africains.

L'ONG propose notamment la création d'une taxe sur les dommages climatiques, appliquée à l'extraction des combustibles fossiles, qui pourrait générer jusqu'à 900 milliards de dollars d'ici 2030 pour financer l'action climatique. Cet appel est soutenu par l'argument du principe du pollueur-payeur, selon lequel les industries les plus responsables des émissions de gaz à effet de serre doivent assumer les coûts des dommages climatiques qu'elles causent. Selon Greenpeace, la majorité de ces fonds devraient être alloués aux pays en développement, qui en ont le plus besoin pour faire face à la crise climatique.

Les données récentes sont en effet alarmantes : Le Cameroun est confronté à une série de catastrophes climatiques, dont des inondations dans l'extrême nord du pays, avec un bilan provisoire de plus de 8000 maisons détruites, affectant près de 200 000 personnes. Ces événements ont également perturbé la rentrée scolaire, laissant de nombreuses écoles fermées dans les régions touchées. La situation s'aggrave d'année en année, illustrant l'urgence d'un soutien financier adapté pour les populations africaines. Greenpeace souligne que les négociateurs africains doivent insister pour que l'essentiel de ce financement soit consacré à l'adaptation (30 %) et à l'atténuation (70 %) des effets du changement climatique. L'ONG plaide également pour que les transitions énergétiques sur le continent soient justes et inclusives. Le financement de la lutte contre le changement climatique doit également soutenir le recyclage et la reconversion des travailleurs des secteurs du charbon, du pétrole et du gaz, afin de protéger les moyens de subsistance tout en avançant vers une économie verte durable.

L'Afrique, qui représente une fraction minime des émissions mondiales de gaz à effet de serre, souffre pourtant de manière disproportionnée des impacts climatiques. Pour Greenpeace Afrique, il est temps que les grandes nations et les industries des combustibles fossiles paient leur juste part, et que l'Afrique bénéficie des ressources financières nécessaires pour se développer de manière durable et résiliente face à cette crise mondiale.



Thuku Kariuki (Kenya) ; Kenya's Ambitious Wildlife Census Sparks Debate ; TRT Afrika, September 20, 2024.

Tag : -.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=B-OkhNLRvGg&t=69s>

Kenya pushes ahead with an ambitious wildlife census as the East African country strives to conserve its fauna. But the exercise has sparked controversies.

Some Kenyans say spending money on counting wild animals should not be a priority for the country grappling with an economic crisis. However, the authorities defend the animal headcount, saying it's crucial in boosting tourism and conserving nature.

Kenya hosts some of the world's most treasured wild animal species in the world, from lions to elephants, rhinos, leopards, giraffes, and buffaloes.

The country's vast wildlife has attracted thousands of tourists from around the world for years. The country boasts over 40 national parks and protected areas.

However, the declining populations of some of these wild animals have long worried conservationists. The main threats to Kenya's wildlife, according to the experts, are poaching and encroachment to their habitats.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Le Togo et trois autres pays bénéficient d'une protection financière de la BOAD contre les catastrophes naturelles et sanitaires ; Vert Togo, 21 septembre 2024.

Tag : BOAD, UEMOA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/le-togo-et-trois-autres-pays-beneficient-dune-protection-financiere-de-la-boad-contre-les-catastrophes-naturelles-et-sanitaires/>



Le Togo tout comme trois autres pays notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal pourront bénéficier du tout nouveau programme financier de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) lancé le 19 septembre dernier.

En effet, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) innove avec le lancement des « Prêts adaptés aux catastrophes naturelles », un programme visant à protéger les États membres de l'UEMOA face aux aléas climatiques et sanitaires.

Ce mécanisme novateur qui allie prêts bonifiés et assurance paramétrique couvre quatre pays : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo. Il concerne un portefeuille de plus de 350 millions de dollars de prêts souverains, désormais couverts par une assurance paramétrique.

Ce dispositif permettra de suspendre temporairement les remboursements des prêts en cas de catastrophes naturelles ou sanitaires, telles que des inondations, des sécheresses ou des pandémies.

Ce mécanisme combine deux innovations : des prêts bonifiés assortis d'une assurance paramétrique. En cas de survenue d'une catastrophe, l'assurance permet de reporter les remboursements sans affecter les projets en cours, renforçant ainsi la résilience des États.

Selon Mme Gnékélé Gnassingbé, Directrice du département de la Trésorerie et des Marchés de Capitaux de la BOAD, cette solution introduit une flexibilité précieuse pour les pays les plus vulnérables, leur permettant de maintenir leurs investissements tout en faisant face aux crises.

« La BOAD et les pays membres de l'UEMOA saluent la mise en place de cet outil innovant qui soutient financièrement les pays les plus vulnérables et les plus exposés aux risques climatiques et sanitaires, en introduisant une dose de flexibilité dans le service de la dette et en améliorant la résilience aux chocs » a déclaré Mme Gnékélé Gnassingbé, Directrice du département de la Trésorerie et des Marchés de Capitaux de la BOAD.

Ce programme a été développé grâce à une collaboration étroite entre plusieurs partenaires clés. L'African Risk Capacity Limited (ARC Ltd), représentée par son Responsable du Service Juridique, Anaïs Symenouh, assure la BOAD contre les pertes liées au report des annuités.

De plus, Munich Re, par l'intermédiaire de Michael Roth, responsable du secteur public, fournit une réassurance à l'ARC Ltd. Ces acteurs, avec le soutien de la KfW, ont permis la mise en œuvre de cette solution innovante.

Michael Wehinger, Directeur Afrique de l'Ouest de la KfW, souligne que cette initiative représente une étape significative dans le renforcement de la résilience des États membres de l'UEMOA face aux défis climatiques et sanitaires.

Cette synergie entre prêts bonifiés et assurance paramétrique pourrait servir de modèle à d'autres régions d'Afrique et au-delà, offrant une protection essentielle dans un monde de plus en plus vulnérable aux catastrophes.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : inondations meurtrières au Nord Cameroun : l'Afrique appelle à un financement climatique renforcé ; Media2Afrique, 21 septembre 2024.

Tag : COP 29, Greenpeace Africa.

Pour voir le reportage : https://fb.watch/vop3aQMG_w/

La situation est alarmante dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Des inondations exceptionnelles, causant des dégâts considérables, ont fait au moins 15 morts, laissé 200 000 personnes sinistrées et détruit plus de 44 700 maisons. Ce désastre naturel, à quelques semaines de la COP29 en Azerbaïdjan, relance de manière pressante le débat sur la nécessité d'augmenter les financements climatiques pour l'Afrique. Media2Africa fait le point.



Agnes Oloo (Kenya) ; Pressure piles on African negotiators to achieve new climate financing goal ; Citizen digital, September 21, 2024.

Tag : COP 29.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/pressure-piles-on-african-negotiators-to-achieve-new-climate-financing-goal-n349936>



As COP29 approaches, pressure mounts on the African Group of Negotiators (AGN) to put their best foot forward in achieving the new collective quantified goal on climate finance for the continent.

Pressure is building up for Kenya's Ali Mohammed and Tanzania's Richard Muyungi, the AGN chair and co-chair respectively, to lead the African negotiators into delivering equitable climate finance for the continent.

The push comes at a time when the industrialized countries seem to be unmoved by the continuous plea to settle their climate finance debts to developing countries.

At a meeting held in Nairobi, Kenya, on Thursday, climate justice movements presented a demand document to the AGN demanding a push for an ambitious, needs-based climate finance framework.

"Climate negotiations have perfected the act of kicking the can down the road. COP29 must put a stop to kicking the poor in the stomach. The climate crisis is biting in Africa," lamented Amos Wemanya, Responsive Campaigns Lead at Greenpeace Africa.

"Communities' lives and livelihoods are on the line. For this COP29 to succeed, an ambitious and needs-based new collective and quantified goal on climate finance must be established."

While addressing journalists, the movements' lead held that climate finance is critical in enabling Africa to mitigate and adapt to the growing costly impacts of climate change and to ensure that its future development path is consistent with the goal of limiting global warming to no more than 1.5°C.

According to Charity Migwi, Senior Africa Campaigner at Oil Change International, climate finance should not be used for fossil fuel expansion.

"Fossil-driven development contradicts Africa's visions and sustainable development goals. Under the New Collective and Quantified Goal on climate finance, funding should not go to dangerous distractions that are expensive, speculative, a proven failure, or unproven at scale, typically serving to prolong the lifetime of fossil fuel assets," she stated.

The watchdogs further held that Africa developments will also be critical to future greenhouse gas (GHG) emissions given that its energy use is projected to grow rapidly to meet its development needs.

A document presented to AGN noted that a zero-carbon, climate-resilient path offers Africa the opportunity to leapfrog to a more viable and better source of energy that can deliver on both its development and climate goals.

"There is enough money in the world to address the climate crisis. The proposal for a Climate Damages Tax on the extraction of fossil fuels is one example of a new source of finance based on the polluter pays principle which has the potential to generate billions of dollars for climate action. The bulk of these funds could go towards international support for climate action in developing countries where it is needed most." read part of statement to AGN.

In the face of blockbuster profits for fossil fuel companies, rising GHG emissions and vast human suffering linked to climate-induced extreme weather events, the moral, economic and environmental case for making the fossil fuel industry and other high-emitting sectors pay has never been stronger.

Adding a voice from the frontline, Antony Madilschy Otieno, a Greenpeace volunteer and Mai Mahiu resident, recounted a recent climate disaster in his community.

"What happened in the early hours of April 29, 2024, in the Mai Mahiu area must never be allowed to happen again. Where human greed, profits-over-lives, disregard for human life

through continued fossil fuel production. Ambitious and needs-based new collective and quantified goal on climate finance must be established,” he said.

Among the key demands presented to African negotiators were calls for a New Collective Quantified Goal (NCQG) that prioritizes increased public climate finance, backed by a Climate Damages Tax (CDT) on fossil fuel extraction to generate the necessary funds.

The campaigners also demanded for public and debt-free financing which would avoid further burdening Africa’s economies.



Hector Nammangue (Togo) ; Électrification rurale : la BOAD approuve un projet de 6 milliards FCFA pour 172 localités au Togo ; Vert Togo, 22 septembre 2024.

Tag : BOAD.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/electrification-rurale-la-boad-approuve-un-projet-de-6-milliards-fcfa-pour-172-localites-au-togo/>



Lors de sa 143ème session ordinaire tenue ce vendredi 20 septembre 2024, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a validé un financement de 6 milliards FCFA pour

l'électrification rurale de 172 localités au Togo. Ce projet vise à améliorer l'accès à l'électricité et à freiner l'exode rural, touchant près de 36 000 habitants.

La BOAD poursuit son soutien au développement énergétique du Togo avec un projet d'électrification rurale approuvé le 20 septembre 2024. D'un coût de 6 milliards FCFA, ce programme permettra d'étendre le réseau électrique dans 172 localités rurales du pays. L'objectif est de fournir un accès à l'électricité à 35 890 habitants, une étape cruciale vers l'accès universel à l'électricité, tout en luttant contre la pauvreté et l'exode rural, deux défis majeurs pour les zones concernées.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique nationale visant à renforcer l'infrastructure énergétique du pays. En plus de l'impact social sur les communautés rurales, l'extension du réseau de distribution moyenne et basse tension permettra la fourniture de 9,3 GWH d'électricité dès la première année. Cela aura des répercussions directes sur l'économie locale, en facilitant les activités génératrices de revenus et en créant des conditions de vie améliorées pour les populations ciblées.

Sur le plan socio-économique, le projet générera également des opportunités d'emploi, avec 625 postes créés pendant sa mise en œuvre. Bien que les impacts environnementaux soient jugés modérés, des mesures d'atténuation seront mises en place pour minimiser l'empreinte écologique.

Le financement de la BOAD s'inscrit ainsi dans une démarche de développement durable, permettant au Togo de progresser vers un accès plus équitable à l'électricité dans les régions rurales.



**Agnes Oloo (Kenya) ; Exploits in Lewa with poacher-turned-ranger
Kapuna Nanyuki as world marks Rhino Day ; Citizen digitale,
September 22, 2024.**

Tag : -.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/exploits-in-lewa-with-poacher-turned-ranger-kapuna-nanyuki-as-world-marks-rhino-day-n349979>



Kapuna Nanyuki is a ranger at the Lewa Wildlife Conservancy in Meru County. | PHOTO: Agnes Oloo/Citizen Digital

At sunset on the hills of Lewa Wildlife Conservancy in Meru County, Kapuna Nanyuki is among antipoaching rangers on duty.

He patrols to the East, clad in full plain jungle green combat and armed with a 308 rifle, his thoughts hooked on the slopes, his eyes fixed down the valley, with nostalgia he is carried away by two rhinos wandering in the plains, and the image leaves him with satisfaction combined with anguish and regrets, he utters murmurs.

He did not hear the game drive vehicle approach. Behind him, a Citizen Digital crew interrupts his thought trails. Are you okay? I ask.

“Can you see those rhinos, if today I shoot just one, how many people will benefit from it apart from just getting a few coins in my pocket? How many local and international tourists have

traversed this conservancy today alone, extending their phones and cameras to capture the moment in satisfaction? How much have they paid to glance at different animals in this conservancy, imagine the many that are employed here, the families benefiting from this conservation. It really hurts, even killing one animal a day, to replace it will not take a day, not even a month,” Nanyuki says.

“I killed 10 wild animals a day, even though it is in the past, I caused tremendous damage but I can only ask God to forgive me.”

We allowed time to pour out, after which he realised that we were not his colleagues but strangers. We exchange pleasantries and get to know each other. He gets back to his senses and he soberly begins to engage with us.

Nanyuki has served at the Lewa Wildlife Conservancy as a ranger for the last 23 years. His life took a turn around after 15 years of hardcore poaching.

“I read in a Nairobi newspaper that the government had put up a bounty for my head, and officers ambushed my village quite often with beatings to anyone on their path, they were being forced to produce me or reveal my whereabouts,” he narrates.

All along he had established rapport with the wildlife and was a bushman who never feared any wild creature but man.

“I survived gunshots on several occasions, I had the best firearm but I never fired back at the officers, they were just doing their work, what was important then was my life and the business I was doing, I traversed game parks in Marsabit and further,” he says.

Nanyuki was working with a group of 70 people; some got arrested, some surrendered but he was not to look back soon. He had mastery of routes in the parks that helped him slide easily from the officers' sightings.

“One day, several government high-ranking officers pitched a tent in my village, and over 300 village elders gathered, they were tired of my behaviour and they cursed the work I was doing, they urged me to keep off wildlife since I had tarnished name of the community, I had caused enough trouble when I decided to surrender,” he says.

Nanyuki narrates how the government offered him a job as a game park officer but he declined, thinking that it was a bet to eliminate him. It took him a year to even accept a job as a ranger in the conservancy.

“When I got employed and they did not kill me, my first off days, I went for the people who used to be my clients, I forced them to close down the businesses or I would have them arrested since then I have been in the frontline talking to different people far and wide on the importance of conserving wildlife,” he says.

Nanyuki also gives insights to fellow rangers on best practices to ensure that criminals don't get away with the wildlife.

His colleagues and bosses hail him for selflessness, knowledge and hard work. He is involved in ensuring the preservation of wild habitats, being part of the restoration of various animal species and ensuring the conservation of among others, rhinos which are the dominant wildlife in Lewa Conservancy.

The fairly old ranger is famous to the young and old around the Lewa community and back in Namnyak his home town as a wildlife conservation ambassador.

According to his boss, Edward Nderitu, Nanyuki is armed with a unique firearm as he is the best shooter and tracker Lewa Wildlife Conservancy has ever had.

"A few years ago, he got an award given to selected rangers all over the world, emerging to be among the 5 best rangers in the continent, and this year during World Ranger's Day he was among the rangers awarded by Kenya Wildlife Service (KWS) director-general," said Nderitu, the head of anti-poaching unit at the conservancy.



Ranger Kapuna Nanyuki is seen on duty at the Lewa Wildlife Conservancy in Meru County. | PHOTO: Agnes Oloo/Citizen Digital

Nanyuki has mastered the art of protecting rhinos too from poachers and dealing with possible cases of human-wildlife conflict in the villages bordering the conservancy. The rhino's hub registers poaching cases.

According to John Pameri, head of general security, Lewa has produced a good population of both black and white rhinos which Lewa have had to donate to other game reserves.

"We are so proud as Lewa Wildlife Conservancy, to celebrate this year World Rhino Day with 267 rhinos which are 12 per cent of Kenya's rhino population and most of the rhinos are born here in Lewa, I joined Lewa when rhinos were less than 20 and now as we speak we have moved out a couple of rhinos to other reserves because of our habitat carrying capacity," he says.

Pameri attributed the achievement to the entire Lewa stakeholders among them anti-poaching rangers like Nanyuki whose work he says is more of a calling than a profession.

Due to intense poaching, the rhino population almost got wiped out in Kenya between 1970 and 1990.

As the world marks Rhino Day focusing on progress in the fight against rhino horn trafficking while celebrating significant victories, but acknowledging the challenges that have persisted in the war against poaching and habitat loss.

Lewa Wildlife Conservancy celebrates Nanyuki, a reformed poacher who protects rhinos by championing communities and offering guidance while sharing knowledge and expertise with fellow rangers for the safety of rhinos and other vulnerable wildlife.



Aika Kimaro (Tanzanie) ; How Hadzabe use indigenous knowledge to protect environment ; Habitat Media, September 23, 2024.

Tag : GEF.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/how-hadzabe-use-indigenous-knowledge-to-protect-environment/>



Arusha. For generations Hadzabe – an indigenous tribe found in northern Tanzania – has survived habitat and other kinds of changes which have affected other parts of the country thanks to their persistence in using natural means to protect their environments.

Hadzabe are majorly found in area called Yaeda Chini in Karatu District in Arusha region in northern Tanzania. Yaeda is among areas which have managed to preserve its natural habitat, resisting climatic changes observed elsewhere. This is all thanks to Hadzabe communities which live in this area.

Hadzabe have helped this area preserved its natural habitat because of their way of living which look at environment as as one of sacred things which uphold their lives.

While climate change has been a reality in many parts of the world for years, it is only recently that Hadzabe have started to feel the pinch of climate change.

For many years Yaeda Chini was looked as few areas in Tanzania where natural habitat has survived the effects of climate change. This is because Hadzabe, who live in this areas are led by traditions which regard environment as sanctified.

Unique habits

Hadzabe respect the environment above all things because they know that their livelihood depend on it.

Hadzabe, who live as hunter and gatherers know that without forests they will have no game meat, tubers, roots and honey, which is their main food.

As a result it is a taboo for any Hadzabe to cut a tree or set fire on a bush. Trees are only cut for building homes.

Hadzabe consider even tilling the land as a practice which will deny them their livelihood so even agriculture is a practice which is alien to Hadzabe.

They continue to get their own traditional foods and develop their culture by using their traditional knowledge.

But things are changing rapidly and climate change is catching up with the Hadzabe. This is because of 'invasion' by outsiders in this secluded community.

Invasion by farmers and herders in Hadzabe natural habitats for farming, grazing and charcoal making, has made Hadzabe community susceptible to effects of climate change.

Though their main food is game meat but they dony kill animals randomly. When one family kill an animal usually several families will share the meat until it is finished before they go out to hunt for another animal.

When one family harvests honey, they will share it with their neighbours. Through this Hadzabe ensures preservation of their resources.



Society

The leader of the Hadzabe community from Qang'dend village in Karatu district, Ng'washambi Kusombi, says for many years they have been using natural knowledge to take care of the environment including managing water sources.

But now they are facing all kinds of threats from environmental degradation which have resulted in lack of food, among other issues facing their community currently.

"We have been living in the wild all the time and things were okay. But our areas have been invaded by herders and farmers from elsewhere and things have changed drastically," he says.

He says activities by the herders and farmers are harmful to the environment which they have preserved for ages.

"They are cutting down trees, they are burning charcoal. They have brought their livestock and decimated our forests. Animals which we depended for food have all run away and the land has started to get barren," he recounts adding:

"If we want to catch the animals we used to catch in we are forced to walk long distances to find them. Fruits and roots which we used to gather are no longer available. Farmers have cleared all the bushes which gave us food."

He says that they had set aside areas for harvesting honey, especially from big gourd trees, but now they are told that the trees are not their property. The authorities have notified them of laws which put forests under the authority of the government.

"We never knew that forests around us belong to other people. All along we knew that this is our home and we own all that is around us," he says.

Another resident of Qang'dend village, Juliana Yohana, says that in the past, wildlife was abundant in their localities because they (Hadzabe) used to take care of the land.

"Right now, not only our lives are in danger, even the lives of wildlife is also in danger. No one is safe here, wildlife, humans, even insects are in danger because of destruction of environment to pave way for agriculture," says Juliana.

She says the situation has subjected women who are now have to walk long distances to find water and roots used for food and medicine while men hunt for game meat.

"We are asking the authorities to put a stop on environmental destruction. When you invade and destroy water source, you endanger the safety of women and children who may not have access to water for the whole day," she says.

According to Juliana there are no health services in their locality and if someone falls sick they have to walk long distances to the hospital when in the past they are used to get roots for medicine in their area.

Another villager, Nyambulu Njegela, says the way they were living was a good catalyst for protecting the environment. Now that herders and farmers have invaded their areas things have changed.

“Under our tradition, when we hunt and kill an animal, we cannot hunt another one until we have finished the first one. But the new comers do not observe such habits,” he says.



Intervention

The Head of the Natural Resources and Environmental Conservation Division in Karatu Council, Donatha Kimaro, says that they have already begun to follow up on complaints of

encroachment on the Hadzabe community's areas and that they have prepared a plan for better use of the land. But, she says, they are facing the challenge of little understanding among some village leaders and citizens.

The Karatu district Forestry Officer, Reginald Hallu, says that the council has already started taking action against people who have encroached on Hadzabe land.

"We have warned such people that it is forbidden to invade the land reserved for the Hadzabe community. We continue to take action against all those who violate the regulation. We have arrested some people and filed some cases against them. In some of the cases some people have been found guilty and they have paid fines, some cases are still going on," says Hallu

Following the situation, the Media Aid for Indigenous and Pastoralists Community (MAIPAC) Director, Mussa Juma, says through funding from the Global Environment Facility (GEF), they have already visited the community to learn how they use natural knowledge to take care of the environment.

Juma says that they have noted that problems started when people who invaded the area started to disrespect the way the Hadzabe were living.

Given the situation they have started to compile the Hadzabe norms and traditions with the aim of writing a book which will help to educate many people.

Juma says their studies have established that Hadzabe community is in danger of disappearing, so it is important for the government to intervene.

"This community (the Hadzabes) does not engage in agriculture, they do not cut trees to make charcoal. They have been good environmentalists. The challenge in recent years is that many people have invaded their land from elsewhere and brought in 'alien' traditions," he says.

Given the situation there is a need for concerted efforts by stakeholders, including the government, to come up with interventions which will save the Hadzabe.

And these efforts are worth as Hadzabe have proved over years that their traditional way of living can serve the environment.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwean Climate Activists Mourn the Death of Earth ; Pan African Visions, September 24, 2024.

Tag : -.

To access to the article: <https://panafricanvisions.com/2024/09/zimbabwean-climate-activists-mourn-the-death-of-earth/>



Zimbabwean climate activists from various Non-Governmental Organizations on Thursday 19 September, 2024 joined the Global Week of Climate Actions to mourn the death of earth due to climate change.

ActionAid-Zimbabwe held an event in Harare, where various climate activists held a symbolic or mock funeral to signify how the earth is suffering from the impacts of climate change.

The activists mourned the death of earth as they knew it and also mourned fallen loved ones due to climate disasters.

A statement from ActionAid-Zimbabwe said that the activists gathered to mourn the loss of livelihoods due to climate change to redress the situation and to avoid the sad loss of the future.

During the Global Week of Climate Actions, the activists came together to demand the fixing of finances, calling for climate financing, climate justice and ending the use of fossil fuels and the paying up of reparations by the responsible corporates.

The event was held at the ActionAid-Zimbabwe Global Platform Zimbabwe Waterfalls Youth Hub.

The climate activists also signed a petition demanding for urgent action to be taken up to help end the finance flows fuelling the climate crisis.

Some of the demands highlighted included on Citibank, Barclays and HSBC who are reported to be investing billions in companies that are causing climate change and undermining human rights.



To #FixtheFinance, the activists demanding the mentioned banks to stop issues ranging financing oil, gas and coal that harm the planet and violate human rights.

They said that banks must have clear targets to stop financing fossil fuels soon, to stop financing industrial agriculture that harms communities with bad practices such as deforestation, land grabs, fossil-fuelled fertilisers, factory farming and child labour.

They said that banks must improve their standards, monitoring and enforcement, always respecting communities and Indigenous Peoples.

Barclays Bank is being accused of directing US\$11.5 billion to industrial agribusiness and US\$29.6 billion to fossil fuels in the Global South. It is said that the bank is the largest European bank financier of fossil fuels around the world.



Citibank is reported to have poured a shocking US\$13.9 billion into agribusiness financing in the Global South and a staggering US\$90.6 billion into fossil fuel financing in the Global South. They say that it is the largest US financier of fossil fuels in the Global South.

Another bank HSBC is reported to have funnelled US\$17.2 billion into industrial agriculture and US\$63.5 billion into fossil fuels. They say that it is the largest European financier of fossil fuels and agribusiness in the Global South. Some of the organizations which participated in the Harare event Zimcodd, Climate Action Network-CAN Zimbabwe, Sisonke Project, Action24, Magamba Network, Zimbabwe Youth Climate Justice Group and the Centre for Natural Resources Governance (CNRG), just to mention a few.



Lenah Bosibori (Kenya); Craft project empowers East african farmers with climate-smart agriculture technologies; Africa Science News, September 25, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://africasciencenews.org/craft-project-empowers-east-african-farmers-with-climate-smart-agriculture-technologies/>



Over 260,000 farmers across East Africa have been equipped with climate-smart agriculture technologies that enable them adapt to unpredictable weather patterns.

Speaking in Nairobi during the regional learning event of the Climate Resilient Agribusiness for Tomorrow (CRAFT) Dr Paul Ronoh Principal Secretary, State Department for Agriculture, Ministry of Agriculture and Livestock Development through a speech said climate change is one of the major impediments and global challenges facing agriculture and agribusiness today.

"The impacts of Climate change affect the productivity and the overall cost of managing the value chains, smallholder farmers are most vulnerable with little coping capacities," said Ronoh.

Through support from the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, this innovative approach is helping farmers overcome challenges such as erratic rainfall and declining soil productivity by taking regular soil tests to understand the soil and the fertilizer to use.

The Project dubbed 'Private Sector-oriented Climate-Smart Agriculture for Smallholder Farmer Resilience' brought together stakeholders in the agriculture value chain focusing on climate-smart agricultural practices and the private sector's contribution.

Laurine Mwikali the general manager of Stalyte Farmers Cooperative shared how she is leading a transformative effort to the farmers in Nakuru County whom they have trained on Climate Resilience and empowered with loans at an affordable rate to access the technologies.

"Our initiative focuses on empowering farmers to adopt climate-smart agriculture practices, and safeguard their crops against the growing impacts of climate change, particularly within the potato value chain," said Mwikali.

The CRAFT project that started in 2018 aimed to ensure farmers have access to affordable seeds by bringing them right to their doorsteps. "Since its inception, the project has trained farmers on sustainable techniques, from land identification and preparation to soil testing and the use of crop-based fertilizers," added Mwikali.

In addition, the project also focused on training farmers on integrated pest management, promoting the use of safe pesticides and herbicides, as well as natural pest control methods according to Mwikali.

"The CRAFT initiative employs a hands-on approach, guiding farmers through the entire value chain. Participants have adopted practices such as soil testing, irrigation, water harvesting, and surface planting, which minimizes soil disturbance," noted Mwikali. "By avoiding tilling after harvest, farmers can maintain soil health and enhance productivity, we have also encouraged them to do mulching to protect further and nourish the soil."

Further Mwikali noted that the impact has been profound since they started training farmers in 2020. "Farmers' potato production has increased from an average of 3 tons per acre to 10-12 tons per acre, demonstrating the effectiveness of adopting these climate-smart techniques," added Mwikali.

Challenges experienced

As the technologies look good and adaptive to farmers, financing remains a hindrance for many farmers looking to adapt to the new methods.

Douglas Kangi, Director of Crop Resources Management in the State Department for Agriculture and Livestock Development, said that the ministry has over 200 scheduled crops but cannot support all of them due to financial challenges.

"Financing remains a significant hurdle for many farmers looking to adapt to climate change. To address this, the cooperative has established a savings and credit cooperative (Sacco) that offers low-interest loans and credit for agricultural inputs. This financial support helps farmers access the technologies that can enhance their productivity," said Kangi.

Through the CRAFT project, farmers can collaborate on implementing climate-smart practices. "Climate change poses a major challenge to agriculture worldwide, impacting productivity and increasing costs of inputs, particularly for smallholder farmers who often lack the resources to adapt," reiterated Kangi.

Bashir Kasekende, the Agri-Food Sector Lead at SNV Uganda, in his remarks, emphasized the use of the technology they have been training farmers adding that they can access loans at an affordable rate from the Saccos that has trained them.

"We encourage farmers to use innovative technologies to effectively tackle climate change, adapt and mitigate require the application of disruptive innovations grouped under climate-smart agriculture," he noted.

Since its launch in 2018, the CRAFT project has reached over 266,000 farmers and more than 56 agribusinesses and cooperatives across Kenya, Uganda, and Tanzania.

Climate change threatens food security, with many farmers experiencing crop losses and declining soil productivity. The CRAFT project focuses on building resilience by enhancing farmers' absorptive capacity to manage shocks, adaptive capacity to cope with extreme conditions, and transformative capacity to embrace new agricultural norms.

While the project has made significant strides, challenges remain. Many technologies are still expensive and not easily accessible for rural farmers, as most providers are located in urban centers. "The CRAFT initiative is committed to bridging this gap, ensuring that small-scale farmers are empowered with the knowledge and resources they need to thrive in a changing climate," reiterated Kasekende.



Sarah Natoolo (Ouganda) ; Joint efforts in the East African countries to finance climate related issue ; UBC Radio, September 26, 2024.

Tag : African Union, GGGI.

To listen the report :

<https://drive.google.com/file/d/114aE0msuQzO8vRqopqXMDrlrnDOqKuUc/view?usp=sharing>

The story that run on UBC Radio News Hour Program between 8pm to 9pm on 26th September focuses on joint efforts in the East African countries to finance climate related issue. the global green growth institute convened the meeting.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Freiner la dégradation des ressources naturelles par la planification familiale ; Vert Togo, 26 septembre 2024.

Tag : REDD+, UNFPA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/freiner-la-degradation-des-ressources-naturelles-par-la-planification-familiale/>



La biodiversité en Afrique de l'Ouest et du Centre se dégrade à un rythme alarmant. Chaque année, des hectares de forêts disparaissent, des espèces animales s'éteignent et les écosystèmes s'affaiblissent.

La déforestation, l'exploitation minière et l'agriculture intensive alimentent cette crise. Cependant, la croissance démographique rapide reste une cause souvent sous-estimée. Dans cette région, l'augmentation des populations exerce une pression toujours plus forte sur les ressources naturelles, accélérant ainsi la destruction de l'environnement.

Le lien entre la taille des familles et la perte de biodiversité devient donc un enjeu capital a indiqué Dr Sennen Hounton, Directeur du bureau régional du Fonds des Nations Unies pour la population (l'UNFPA) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre lors d'une session du Réseau des Médias Africains pour la Santé et l'Environnement (REMAPSEN) autour du thème « Élargir l'accès et les choix : renforcer la planification familiale en Afrique de l'Ouest et du Centre » ce mardi.

Au cours de ce rendez-vous habituel qui a rassemblé près d'une cinquantaine de journalistes membres du réseau, le Dr Sennen Hounton a expliqué l'importance de la planification familiale dans la gestion durable des ressources naturelles.

Il a affirmé que la taille des familles influence directement la consommation de ressources, notamment le charbon de bois, utilisé par des millions de foyers pour cuisiner. « Il existe un lien

direct entre la taille de la famille et le nombre de charbons que nous utilisons, et donc les arbres que nous abattons », a-t-il précisé.

Selon lui, contrôler la croissance démographique exige que les politiques par rapport aux ressources naturelles soient revues.

« Au niveau de l'UNFPA en Afrique centrale , nous avons intégré le Fonds National REDD (FONARED) qui a été conçu comme outil de coordination intersectorielle, de mobilisation des financements et du suivi de la mise en œuvre fiduciaire des projets liés à la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+) ceci pour réduire la pression sur les forêts, essentielles à la régulation du climat et à la protection de la biodiversité », a-t-il détaillé.

Aussi poursuit-il « L'idée, aujourd'hui c'est d'utiliser justement cette expérience de FONARED pour dire aux autres pays, voici ce que non seulement nous pouvons faire pour réduire un temps soit peu l'action anthropique sur les forêts. »

En élargissant l'accès à la planification familiale, les pays de la région pourraient non seulement améliorer la santé des mères et des enfants, mais aussi protéger l'environnement.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : pendant que l'on assiste les sinistrés à l'extrême-nord, la prévention s'impose ; Environnementales, 26 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/cameroun-pendant-que-lon-assiste-les-sinistres-a-lextreme-nord-la-prevention-simpose/>

Alors que la saison des pluies bat son plein au Cameroun, les précipitations excessives augmentent considérablement les risques de catastrophes naturelles, telles que les glissements de terrain et les inondations. Ces phénomènes touchent de plein fouet les zones à forte densité

urbaine, notamment dans les régions du Centre, du Littoral et de l'Extrême-Nord. Face à ces menaces, des mesures préventives s'imposent pour limiter les pertes humaines et matérielles.

Une chronique environnementale de Boris Ngounou

Pour écouter le reportage : <https://youtu.be/gzeA2wgANy4>



Joseph Abuje (Kenya); Developing economies to enjoy \$8 trillion opportunity in sustainable cooling deal; Africa Science News, September 26, 2024.

Tag : IFC, UNEP.

To access the article : <https://africasciencenews.org/developing-economies-to-enjoy-8-trillion-opportunity-in-sustainable-cooling-deal/>



The cooling market in developing economies is expected to grow from around USD 300 billion to at least USD 600 billion, per year by 2050, this is according to the new report released by the UN Environment Programme (UNEP)-led Cool Coalition and International Finance Corporation (IFC).

The report reveals that the fastest growth in cooling is expected in Africa, which will see the market multiply by a factor of seven, and South Asia, which will quadruple in size, and calls for prioritising passive, energy-efficient, environmentally friendly, and economically viable cooling solutions.

The report dubbed "Cooler Finance: Mobilizing Investment for the Developing World's Sustainable Cooling Needs," finds that developing economies are currently generating two-thirds of global cooling-related emissions which are set to double their cooling demand by 2050 due to population growth, economic expansion, and urbanization.

Part of the findings in the report launched during the 79th UNGA meeting in New York indicate that sustainable cooling technologies can slash cooling-related emissions by almost half in 2050 in developing economies if prioritising passive cooling strategies like insulation, reflective materials, enhancing green areas, and energy-efficient technologies,

"The sustainable cooling market represents at least a 600-billion-dollar opportunity for the private sector, which could generate more than 8 trillion dollars in benefits for developing countries," said Makhtar Diop, IFC's Managing Director. "

Addressing 79th United Nations General Assembly meeting in New York, Diop admitted that developing nations are especially vulnerable to the deadly effects of rising temperatures and are urgently in need of cooling solutions.

"We are proud to present this report which describes the opportunity to invest in sustainable, affordable, and scalable cooling solutions, aiming for near-zero emissions by 2050," remarked Diop.

He called for significant upfront investments to close existing shortfalls in access to cooling for households and SMEs in developing countries which will require USD 400-800 billion, in addition to future increases in demand.

"As record temperatures continue to be broken across the world, keeping cool is an essential need for both healthy communities and a healthy environment. However, we must avoid creating a vicious cycle of meeting cooling demands through solutions that further heat up the planet," said Inger Andersen, Executive Director of UNEP.

Anderson reiterated that developing economies and the world at large need sustainable, affordable, and energy-efficient cooling solutions that both meet growing demand and support climate, health, food security, and economic development and challenged Governments, private businesses, and multilateral banks to use these report to harness a wide range of financial instruments for sustainable cooling and resilience to extreme heat.

The report however, recommended improving data on cooling, capital costs, and financing; raising awareness, and expanding the use of best practice business models and financing tools. Other recommendations included increasing seed and high-risk funding for pilot technologies; leveraging blended and concessional finance; and building on the Global Cooling Pledge to create a Sustainable Cooling Finance Partnership.

The meeting urged developing economies to develop an attractive approach to investors by creating an enabling environment to manage the transition to sustainable cooling solutions.

UNEP and IFC have affirmed their commitment to working with governments, businesses, and other stakeholders to de-risk investments and ensure sustainable cooling solutions are accessible to all, especially in low-income regions most prone to increasingly common heatwaves.



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Justice climatique : “ L’argent du monde coule dans la mauvaise direction” ; Bleen Media, 27 septembre 2024.

Tag : COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/justice-climatique-largent-du-monde-coule-dans-la-mauvaise-direction/>

L'organisation ActionAid International a sorti le 18 septembre son rapport “How the Finance Flows: Corporate Capture of Public Finance Feeding the Climate Crisis in the Global South”. Dénonçant alors le fait que les grandes industries des secteurs destructeurs du climat s'accaparent les fonds publics au détriment des solutions climatiques.



“Les industries qui alimentent la crise climatique drainent les fonds publics dans les pays du Sud”, dénonce ActionAid International, une fédération mondiale qui œuvre pour la justice sociale et l’éradication de la pauvreté. D’après leur deuxième rapport phare, sorti ce mois de

septembre 2024, chaque année. « Plus de 600 milliards de dollars vont aux secteurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle, qui détruisent le climat ».

Solutions climatiques

677 milliards de dollars. C'est la moyenne des subventions publiques allant annuellement aux secteurs "destructeurs du climat" dans les pays du Sud, selon ActionAid International. "Il semble que l'argent soit à l'origine de tous les bouleversements climatiques. Les industries destructrices du climat privent les pays du Sud des fonds publics qu'ils devraient utiliser pour faire face à la crise climatique", dénonce Teresa Anderson, responsable mondiale de la justice climatique au sein de l'organisation.

C'était à l'occasion de la sortie officielle du rapport "How the Finance Flows : Corporate Capture of Public Finance Feeding the Climate Crisis in the Global South", le 18 septembre dernier. Cette somme pourrait pourtant, d'après cette fédération mondiale, "financer 3.5 fois la scolarité de tous les enfants d'Afrique subsaharienne". Cette édition de septembre 2024 de leur rapport révèle en effet l'emprise des entreprises et des industries responsables de la crise climatique sur les finances publiques. "La crise climatique est en réalité une question d'argent. Trop d'argent alimente le changement climatique, trop peu d'argent va aux solutions climatiques, et les flux d'argent extractif enferment les économies plus profondément dans des spirales destructrices du climat qui aggravent les inégalités." peut-on y lire.

Selon Arthur Larok, secrétaire général d'ActionAid International, "ce rapport révèle le comportement parasitaire des grandes entreprises". "Elles sapent la vie des pays du Sud en détournant les fonds publics et en alimentant la crise climatique." souligne-t-il.

Des promesses creuses

Entre 2016, date de la signature de l'Accord de Paris, et 2023, le secteur des combustibles fossiles a reçu en moyenne "438,6 milliards de dollars par an de subventions financées par des fonds publics". L'agriculture industrielle quant à elle, a bénéficié des mêmes types de subventions, allant à hauteur de "238 milliards de dollars par an", sur la période 2016 à 2021. Ce, alors que les pays du Sud peinent à financer les réels besoins de leurs populations, dont l'alimentation et l'énergie.

Les énergies renouvelables reçoivent, par exemple, "40 fois moins de financements publics que le secteur des combustibles fossiles". Il y a un sérieux manque de financements publics et climatiques "pour les solutions" insiste Teresa Anderson, qui est également l'une des auteurs du rapport. ActionAid International attire l'attention sur la tendance inquiétante de l'état des flux financiers de la planète et "la manière dont l'emprise des entreprises sur les finances publiques compromet les besoins des pays vulnérables ainsi que les engagements mondiaux en matière de climat".

Subventions

“Les promesses de financement climatique du Nord sont aussi creuses que la rhétorique creuse qu’ils prononcent depuis des décennies” s’indigne Arthur Larok. Ce, en appelant à l’avancement vers “d’engagements réels pour mettre fin à la crise climatique”. “Il est temps que les pays du Sud tiennent tête aux industries qui épuisent leurs finances et détruisent le climat. Nous devons régler les flux financiers qui alimentent la crise climatique. » appelle Teresa Anderson.

ActionAid International appelle ainsi les pays riches, en l’occurrence les pays du Nord, à “fournir chaque année des milliers de milliards de dollars de financement climatique sous forme de subventions aux pays du Sud qui sont en première ligne de la crise climatique”. Ce, “en convenant d’un nouvel objectif ambitieux de financement climatique lors de la COP29 qui reflète cette ampleur”. L’organisation insiste également pour une “réorientation des finances publiques” allant des secteurs destructeurs du climat vers des solutions climatiques. Il serait en effet question de “soutenir des transitions justes” en mettant au centre des actions, les droits des populations, notamment à l’alimentation, à l’énergie et aux moyens de subsistance.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; Inondations de Tata :Y avait-il moyen d'éviter les dégâts ? Le Reporter Express, 27 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2024/09/27/inondations-de-tata-y-avait-il-moyen-deviter-les-degats/>



Tata encore sous le choc après les fortes pluies orageuses accompagnées de crues et d'inondations qui se sont abattues dans cette province semi-aride les 8 et 20 septembre.

22 morts, effondrement d'habitations, routes endommagées, écroulement de plusieurs ponts, récoltes perdues, des milliers de palmiers-dattiers, d'arganiers et de caroubiers déracinés, sont le bilan de cette catastrophe exceptionnelle.

A l'heure où nous écrivions ces lignes, les Forces Armées Royales, la Protection civile et les volontaires continuaient encore de chercher les cadavres des passagers toujours portés disparus, nous déclare ce mardi 24 septembre un associatif local. Celui-ci était encore sous le choc des images de ce désastre qui, dit-il, donne un sentiment d'impuissance et de désolation. «Les gens ont passé une nuit blanche à tenter de fuir les eaux torrentielles». «Il y a vraiment besoin d'une stratégie de gestion des catastrophes. Car la région fait partie des zones les plus exposées aux aléas naturels», estime-t-il, critiquant la limite des ressources des équipes de secours. Ce que pensent également quelque 300 organisations de la société civile et personnalités. Dans un communiqué rendu public cette semaine, ces derniers font en effet état de «la limite des ressources des équipes de secours, l'insuffisance des plans d'évacuation,

l'absence de refuges appropriés, et le manque de corridors sécurisés pour plusieurs douars isolés».

Y avait-il moyen d'éviter ce bilan? Aurait-on pu diminuer les dégâts? Cette question et autres fusent en tout cas de toutes parts et sont relayées sur les réseaux sociaux et dans les médias. «Dans les localités où l'oued était devenu déchaîné et qui ont fait les frais d'un débordement inédit des eaux des oueds, les gens ont construit près des oueds asséchés, ou sur leur lit», se désole notre interlocuteur associatif, qui a requis l'anonymat. «Qui a autorisé ces gens à construire dans ces zones à risques? Les autorités assument une grande part de responsabilité», lance-t-il, non sans colère.

Le comble est que ces zones sensibles sont répertoriées dans une étude dont dispose le Maroc mettant en garde contre les risques naturels. Les pouvoirs publics pouvaient donc agir pour prévenir cette tragédie en déplaçant les populations de ces localités surtout que la direction générale de la météorologie (DGM) avait annoncé, dans un bulletin d'alerte de niveau de vigilance «rouge», des pluies orageuses, insiste la même source.

L'autocar de transport de voyageurs qui a été emporté par les eaux torrentielles est aussi sur toutes les lèvres. L'accident continue de susciter la colère de nombreux Marocains, acteurs associatifs et défenseurs des droits. Dans une lettre adressée, mercredi 25 septembre, au procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tata, le forum Iffous pour la démocratie et les droits de l'homme-Tata, pour ne citer que cette organisation, a appelé à l'ouverture d'une enquête judiciaire sur l'accident, déclare à Le Reporter son président Mbark Outcharraft.

Le véhicule, en provenance de Tan-Tan et à destination de Tata, a été assiégé par les eaux avant d'être emporté par les crues. Selon des vidéos publiées sur les réseaux sociaux, le chauffeur a pris le risque de traverser la rivière alors qu'elle était en crue et a ainsi été pris au piège. «Pourquoi n'a-t-on pas interdit à l'autocar de prendre la route à Tan-Tan. Puisqu'on savait que des averses orageuses allaient s'abattre sur ces zones», dit un autre acteur associatif à Tata.

Terrible état des routes! Travaux mal faits ou problème d'un manque d'entretien?

Autre sujet qui revient aussi dans les discussions, le terrible état des routes après les inondations. En témoignent, comme le montrent les images et les vidéos que nous avons visionnées, l'exemple de l'effondrement de chaussées, d'une route lézardée de fissures avec des trous béants, ou encore celui d'une autre coupée en deux. Certaines routes sont impraticables après les fortes crues. Il faut donc faire des détours. Les travaux à venir s'annoncent colossaux pour rendre vie à toutes ces voies dans les mois à venir.

Si de nombreuses routes ont été endommagées par les crues cela ne suffit pas à expliquer pourquoi elles sont à ce point dégradées. Problème d'un manque d'entretien de routes existantes depuis plusieurs dizaines d'années ou travaux mal faits?

«Les communes de cette province ont beaucoup de difficultés et manquent de moyens financiers. Les budgets qui leurs sont alloués sont très faibles, mais le problème c'est aussi comment ces budgets sont dépensés ? Comment les travaux sont exécutés? Comment s'assurer que les travaux sont bien faits, une fois finalisés? Si la couche de bitume est mal posée, elle va très vite se détériorer même avec de faibles pluies», poursuit notre interlocuteur. Celui-ci déplore l'absence d'un plan de développement destiné à ces zones du «Maroc profond».

Cette catastrophe des crues des oueds et des inondations a remis en question les promesses faites pendant la période électorale. De nombreuses ONG considèrent que «ces promesses ont un impact très limité et peinent à voir le jour», en poursuivant que «les gouvernements et les élus qui se sont succédés dans la gestion de ces zones n'ont pas proposé de stratégies réalistes pour venir à bout des inégalités de développement dans ces zones reculées».

«Tout reste donc à faire», comme l'a souligné Mbark Outcharraft. Dans un entretien accordé cette semaine à Le Reporter, celui-ci évoque une crise d'élites dans cette province. «La démocratie représentative ne nous a pas donné des élites conscientes, qualifiées et capables de plaider pour un développement durable dans ces zones», déplore-t-il.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; Drame de Tata : Mbark outcharraft «Tout reste à faire à Tata» ; Le Reporter Express, 27 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2024/09/27/drame-de-tata-mbark-outcharraft-tout-reste-a-faire-a-tata/>



Mbark Outcharraft, Président du forum Iffous pour la démocratie et les droits de l'homme Tata

Entretien avec Mbark Outcharraft, Président du forum Iffous pour la démocratie et les droits de l'homme Tata

La province de Tata a encore une fois connu de fortes crues entraînant d'importantes pertes humaines et matérielles. Tata dispose-t-elle de moyens adéquats pour faire face à ce genre de catastrophe ? Y avait-il moyen d'éviter cela?

Les catastrophes naturelles sont récurrentes dans la province de Tata. Elles surviennent dans un contexte de conditions climatiques extrêmes au niveau international. Et tous les pays sont certes touchés par ce phénomène. Mais indépendamment de ces conditions naturelles, cet événement tragique suscite toutefois des interrogations légitimes: Pourquoi les politiques publiques n'ont pas encore favorisé un développement durable et résilient à Tata? Pourquoi ça traîne encore à Tata? Comment expliquer l'exclusion et l'injustice dont souffrent ces zones ?

Bref, les questions sont nombreuses. Mais ce qui est sûr c'est que cette province n'a pas les moyens.

Il faut dire que Tata est victime du découpage territorial. Elle faisait partie de la Région de Guelmim-Oued Noun, sans que son nom ne soit inclus dans la désignation de la région, pourtant sa superficie est plus grande que celles des autres provinces. Après la régionalisation «avancée», Tata a été rattachée à la région de Souss-Massa, là encore sans que son nom ne soit mentionné dans la désignation de la région, alors même qu'elle couvre une superficie bien plus vaste que celle des autres provinces de la région de Souss-Massa.

Tata a toujours fait l'objet d'exclusion et d'injustice, notamment en termes des budgets sectoriels alloués à son développement. Ces budgets restent très faibles par rapport aux autres provinces de la région, même si Tata représente 48% de la superficie de la région de Souss-Massa.

Manque de moyens et de compétences, tout reste à faire à Tata. La démocratie représentative ne nous a pas donné des élites conscientes, qualifiées et capables de plaider pour un développement durable dans ces zones, où il n'y a aucune opportunités d'emploi pour les jeunes. D'ailleurs, la province connaît le phénomène de migration vers les régions de l'intérieur. Même les gens qui travaillent dans ces zones n'y restent pas plus d'un an ou deux. Ces zones sont passées par un désastre et en principe, cela devrait inciter à accélérer la mise en place d'une politique pour favoriser le développement durable dans la province.

Les images du terrible état des routes après les inondations soulèvent des interrogations rageuses. Ces interrogations sont relayées par les internautes qui pointent la situation préoccupante mais qui serait, pour eux, la conséquence d'une dégradation liée à une mauvaise réalisation de ces routes ?

Les Marocains ont tous vu dans les médias publics et dans les réseaux sociaux des images montrant des routes endommagées. Les dégâts ont été visibles immédiatement. Ces inondations ont mis à découvert la face cachée de certaines routes de la province. Les images du terrible état de ces routes soulèvent en effet les questions: comment ces marchés sont-ils passés aux entrepreneurs? Sur quelle base? Les cahiers de charges sont-ils respectés? Y a-t-il un contrôle? Y a-t-il un respect des travaux? Car la situation est vraiment préoccupante. Et ces questions interrogent en effet les responsables de ces projets.

Dans le communiqué que le Forum a diffusé lundi 23 septembre vous avez appelé à déclarer Tata une zone sinistrée. Qu'est-ce que cela va permettre à la province de Tata ?

Cela fait trois mois que des catastrophes ont frappé successivement la région. Nous avons traversé un été très chaud marqué par des incendies qui ont détruit un grand nombre de palmiers dans la province, laquelle est connue pour ces incendies récurrents. Ces zones ont

également traversé une période de sécheresse qui a duré 7 ans. Au cours de cette période Tata a d'ailleurs été déclarée zone touchée par la sécheresse. Et aujourd'hui, les inondations ont causé des pertes humaines et des disparus, ainsi que des dégâts matériels importants, laissant les populations locales dans une situation pitoyable et désespérée.

Face à l'ampleur de ces inondations qui ont tout détruit, le Forum a formulé un appel au gouvernement marocain pour la déclaration de la région «zone sinistrée». Cette déclaration a pour but de mobiliser les ressources financières et logistiques nécessaires pour soutenir les populations locales sinistrées. Cela permettra aussi à ces zones de bénéficier du Fonds de solidarité contre les catastrophes naturelles et accélérer la réhabilitation des zones ayant été touchées par le séisme du 8 septembre 2023. Car, disons-le, malgré les catastrophes qui l'ont frappée, Tata n'a jamais bénéficié de ce Fonds.

Le gouvernement doit intervenir de manière urgente pour mettre en place un programme d'urgence pour soutenir les victimes des inondations et rétablir rapidement les infrastructures endommagées. Car les autorités locales et régionales sont impuissantes face à un tel désastre. Il est aussi demandé que des compensations financières soient accordées aux familles sinistrées ayant perdu leurs habitations ou leurs biens.

Tata est célèbre par les potentialités économiques de ses oasis. Cependant à cause des incendies, ces oasis risquent de disparaître...

Des milliards de dirhams ont été dépensés pour l'exécution des projets qui sont proposés par le conseil d'administration de l'agence nationale pour le développement des zones oasiennes et de l'Arganier (ANZOA). Mais ce que nous pouvons dire, en tant qu'Association et avec les informations dont nous disposons, c'est que sur le terrain ces projets restent faibles et inefficaces dans la région de Tata où chaque année on assiste à des incendies dans trois ou cinq grandes palmeraies. Le Forum a toujours défendu dans son plaidoyer que soit activée la décision du Conseil d'administration de l'ANZOA de créer une agence locale à Tata pour gérer les projets dédiés à Tata qui compte en effet des oasis réputés dans le monde entier.

Il existe une convention majeure liée à ce problème des incendies. Cette convention, qui trainait depuis 2021, a été signée l'été dernier. Pour une enveloppe budgétaire de 3 milliards de centimes, cette convention cible surtout la prévention des incendies dans la province. Aujourd'hui, il faut accélérer sa mise en application.

WATCHDOG MEDIA

Egide Kitumaini (RDC) ; Les journalistes africains, moteurs du changement climatique : un besoin urgent de soutien ; WATCHDOG, septembre 29, 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://watchdogmedia.net/2024/09/29/les-journalistes-africains-moteurs-du-changement-climatique-un-besoin-urgent-de-soutien/>



Ensemble, soutenons les journalistes africains pour une information climatique plus juste et plus forte.

L'Afrique, en première ligne face au changement climatique, manque cruellement de voix pour faire entendre ses enjeux. Une étude récente d'Africa 21 révèle que 74% des journalistes africains estiment ne pas pouvoir couvrir adéquatement les défis environnementaux, faute de moyens.

Boris Ngounou, journaliste à Radio Tiemeni Siantou et Environnementales au Cameroun, témoigne : « Je ne compte plus les sujets d'investigation que j'ai dû abandonner faute de moyens. » Hadeer El Hadary, d'ESG Mena en Égypte, souligne quant à elle l'importance d'une formation spécialisée : « Il est essentiel d'offrir aux journalistes les outils pour comprendre et traiter ces sujets complexes. »

Les résultats de l'étude d'Africa 21 sont sans appel. Un manque de moyens financier et de formation. 44% des journalistes interrogés reconnaissent un manque de maîtrise technique et de compréhension des enjeux liés au changement climatique, à la gestion des produits chimiques et aux liens entre commerce, finance et environnement.

Malgré ces difficultés, 60% des journalistes affirment que leurs publics sont très intéressés par ces questions. Africa 21 propose une solution. Face à ce constat alarmant, Africa 21 lance un appel à la communauté internationale pour créer un mécanisme de financement dédié au soutien des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique.



Africa 21 vous invite à participer à la présentation de cette étude et à un dialogue avec des personnalités de la Genève internationale, le vendredi 11 octobre 2024 à 15h, à la Salle de la Philatélie au Palais des Nations.

Ce fonds permettrait de renforcer les compétences des journalistes grâce à des formations spécifiques, des échanges d'expériences et des bourses d'études.

En couvrant les frais de déplacement, d'hébergement et de traduction, en ayant l'accès aux sources d'information. En mettant en place des réseaux de contacts et en favorisant les partenariats avec des experts.

eBourse^{DZ}

Rabah Karali (Algérie) ; Lutte contre la désertification en Afrique et dans le monde arabe. L'Algérie appelle à une coopération internationale et régionale ; E-bourse, 29 septembre 2024.

Tag : UNCCD.

Lutte contre la désertification en **L'Algérie appelle à une coopéra**

C'est à El Maalba, une localité rurale relevant des régions steppiques de la wilaya de Djelfa, que le président de la République Abdelmadjid Tebboune, a planté symboliquement un arbre le 29 octobre 2023, en guise de relance du mégaprojet du Barrage vert qui vise, faut-il le rappeler, à stopper l'avancée du désert vers le Nord du pays. Dans ce contexte, l'Algérie ne ménage aucun effort pour promouvoir toute démarche qui cible l'objectif en question, notamment en Afrique et dans le monde arabe. Le vice-président du Conseil de la nation, M. Ahmed Kharchi a appelé, vendredi dernier à Malabo (Guinée équatoriale), lors de la rencontre consultative de la Ligue des sénats, conseils consultatifs et conseils similaires d'Afrique et du monde arabe à laquelle il a pris part, à une coopération internationale et régionale en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, basée sur des données réalistes et des lois contraignantes, a indiqué un communiqué. Intervenant lors de la deuxième journée de cette rencontre consacrée à l'examen des moyens de renforcer les facteurs logistiques pour la lutte contre la désertification et la dégradation des sols dans les régions africaine et arabe, M. Kharchi a insisté sur l'importance de la coordination dans ce domaine entre les pays africains et arabes étant les régions les plus touchées. Cette démarche, précise M. Kharchi, ne saurait se réaliser qu'à travers l'unification des politiques de lutte, l'échange d'information, la définition des priorités et le financement des programmes". Dans ce contexte, M. Kharchi a mis l'accent sur

l'importance d'activer et d'élargir le rôle des parlementaires afin de mieux préciser les cadres juridiques et financiers de cette importante démarche stratégique". M. Kharchi a mis en avant les efforts de l'Algérie dans la lutte contre l'avancée du désert dans le cadre de la stratégie de lutte contre la désertification horizon 2030 dont la décision de 2020 portant réhabilitation du barrage vert et son extension à 4.7 millions hectares horizon 2030. Le vice-président du Conseil la nation a rappelé les mesures prises en vue de préserver le sol et la biodiversité en collaboration avec les différents secteurs concernés dont le plan national de reboisement "un arbre pour chaque citoyen". "La désertification et l'érosion du sol sont étroitement liées au respect des engagements sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre horizon 2030 et à la coopération internationale pour assister les pays en développement dans la mise en œuvre des objectifs du développement durable, a-t-il relevé. M. Kharchi a évoqué les ambitions de l'Algérie pour la période (2020-2030) dans le domaine de l'efficacité énergétique et la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables, mettant en avant son approche basée sur la sensibilisation aux enjeux des changements climatiques et la contribution efficace des parlementaires dans ce processus national, conclut la même source.

L'ALGÉRIE DEMEURE À L'AVANT-GARDE

Conformément à la convention de la lutte contre la désertification (UNCCD) qu'elle a ra-

n Afrique et dans le monde arabe

tion internationale et régionale

tifiée le 22 janvier 1996, l'Algérie a adopté une stratégie intégrée basée sur la mise en œuvre du méga-projet du barrage vert. Grâce à son grand capital d'expérience en matière de lutte contre la désertification, l'Algérie figure en première ligne de front des pays africains menacés par le phénomène de la désertification et de la sécheresse. Aussi, la 15e Conférence des parties (COP) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) avait abordé des questions tout aussi cruciales estimant que 40% des terres sont dégradées dans le monde. Sachant que 30 wilayas de l'Algérie sont menacées par le phénomène naturel de la désertification selon une étude initiée dans les années 2000 par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche inti-

tulée "carte nationale des terres susceptibles de désertification", le fléau de la désertification serait en train de reculer sur au moins de 6 % de la superficie, qui avait été classée comme susceptible d'être affectée par l'avancée des sables. La carte en question, a été réalisée au moyen de photos satellite et a couvert 27 millions d'hectares. Aucun effort n'a été ménagé par notre pays dans ce domaine, et ce, depuis plusieurs décennies dans le but d'atténuer, voire, ne plus subir les effets catastrophiques de l'avancée du désert et de la dégradation des terres surtout agricoles, sans parler des autres conséquences néfastes, à l'image de l'exode incontrôlable des pans de populations.

Rabah Karali

eBourse^{DZ}

Rabah Karali (Algérie) ; Relance de la culture de l'arganier. Récolte de près de 1,5 quintal de graines à Mostaganem; E-bourse, 29 septembre 2024.

Tag : -.

Relance de la culture de l'arganier Récolte de près de 1,5 quintal

Très appréciée, notamment par l'industrie cosmétique, l'huile d'argan est l'une des huiles les plus chères au monde. En Algérie un regain d'intérêt a été observé ces dernières années pour la culture de l'arganier. En 2012, co-auteur d'une monographie sur les arganiers algériens, Zahira Souidi de l'université de Mascara a averti que sous l'effet conjugué des pâturages et des coupes excessives, l'arganeraie de Tindouf a vu son aire de répartition rétrécir de manière inexorable, jusqu'à ne former que des peuplements dispersés dans les aires de production voire, reliques. Dans le but de relancer cette culture de cet arbre très bénéfique économiquement et écologiquement parlant, le gouvernement algérien a misé sur un programme très ambitieux de nouvelles plantations.

Ambitieux programme pour élargir les aires de plantation

Dans le cadre du programme national du ministère de l'Agriculture et du développement rural 2021-2024, une superficie de 74 151 ha a été affectée pour la plantation de 12 750 arbres à travers le territoire national, notamment dans les wilayas de Tindouf et d'Adrar. Entre

autres wilayas compatibles à la culture de l'arganier, Lamia Hamas a cité Béchar, Tlemcen, Timimoune, Adrar, Chlef, Mostaganem et Ghardaïa, insistant sur l'impératif d'encourager les investisseurs et les startups à réaliser des pépinières, améliorer le savoir-faire, assurer la disponibilité des graines de l'arganier et garantir leur production en appuyant l'industrie manufacturière, indiquant qu'un montant de 200 millions de DA a été dégagé dans le cadre de ce programme pour élargir la plantation de l'arganier dans différentes régions du pays dont le climat est favorable.

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a élaboré un programme ambitieux visant à associer les artisans au développement et à l'exploitation de l'arganier dans les hauts plateaux et le sud-ouest du pays au service du développement économique local.

Le ministère du tourisme et de l'artisanat mis à contribution

Dans le cadre de ce programme, une vingtaine de femmes artisans ont reçu en 2020- 2021, à Tindouf comme première étape une formation en matière de plantation et d'entretien de l'arganier et de production d'huile d'argan, en vue

ure de l'arganier al de graines à Mostaganem

de faire de cette wilaya un "pôle pilote" dans le domaine. Une convention de coopération et de partenariat a d'ailleurs été conclue avec la Chambre de l'artisanat et des métiers et la Conservation des forêts de la wilaya pour la mise à disposition des graines d'arganier. Ce programme vient en application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres du 30 janvier 2022, pour le développement de la production de l'arganier dans les hauts plateaux et le sud-ouest du pays, a affirmé le responsable.

Mostaganem récolte les fruits de son programme de plantation

Près de 1,5 quintal de graines d'argan a été récolté, cette année, dans la wilaya de Mostaganem, selon la Conservation des forêts. La même source a précisé que la campagne de cueillette, qui s'est achevée récemment, a permis d'engranger 1,5 quintal (150 kilogrammes) de graines de semences de ce fruit rustique devant être mises en terre au niveau des stations d'orientation ou livrées aux citoyens, agriculteurs et enseignants des différents instituts et universités du pays. La campagne a, par ailleurs, donné lieu à ce jour, à la collecte de

3.500 boutures sur 10.000 prévues dans les prochaines semaines. Un nombre jugé suffisant pour répondre aux besoins exprimés pour l'acquisition de cette essence végétale dont l'importance est avérée, tant sur le plan économique et écologique, a fait savoir la même source. La wilaya de Mostaganem projette de créer une réserve dédiée à l'arganier dont l'implantation est prévue au niveau de la forêt "Les Dunes" dans la commune de Stidia qui abrite une arganeraie de près de 500 arbustes porteurs de semences du fruit, a-t-on indiqué.

Le programme dont la mise en œuvre a été entamée au début du premier semestre de cette année vise, notamment, la réhabilitation de l'espace sylvicole, la préservation de la souche locale de cette essence arboricole, son développement et son inscription en tant que souche originelle, ainsi que la création d'une antenne relevant de la tutelle du Centre national de développement et de valorisation de la culture de l'arganier (CNDVCA). D'autre part, la Conservation des Forêts de cette région du Nord-ouest du pays, ambitionne de porter la production annuelle de boutures d'arganier de 10.000 à 45.000 unités dans les trois prochaines années (2025-2027), selon la même source.

Rabah Karali



Radio Parakou

Ernest Agbota (Bénin) ; Enjeux des solutions basées sur la nature au Bénin ; Radio Parakou, 29 septembre 2024.

Tag : UICN.

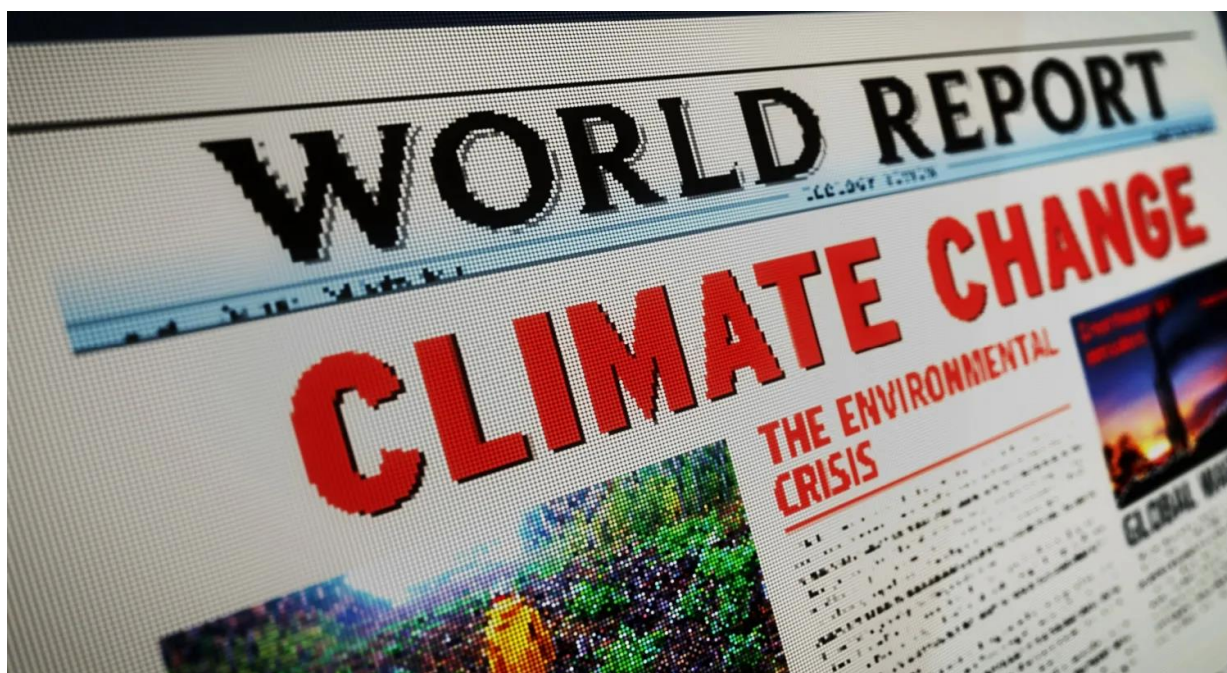
Pour écouter l'émission : https://soundcloud.com/angelique-dehoue/les-enjeux-des-solutions-basees-sur-la-nature?si=0acf508e0dcd495499274db370d86836&utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing



Boris Ngounou (Cameroun) ; Africa 21, vers un fonds pour soutenir les journalistes africains sur les questions climatiques ; Environnementales, 30 septembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/africa-21-vers-un-fonds-pour-soutenir-les-journalistes-africains-sur-les-questions-climatiques/>



Face à la crise climatique et au manque de ressources des journalistes africains, l'organisation Africa 21 propose un mécanisme de financement pour renforcer la couverture des enjeux environnementaux et de la transition durable. Le fonds sera officiellement présenté lors d'un événement prévu le 11 octobre 2024 à Genève, avec la participation de personnalités influentes du secteur environnemental et médiatique.

Alors que l'Afrique subit de plein fouet les impacts du dérèglement climatique, 74% des journalistes africains estiment ne pas avoir les moyens nécessaires pour couvrir les défis environnementaux. C'est le constat tiré d'une étude menée par l'Association Africa 21. Pour pallier ce manque de ressources, l'ONG propose un mécanisme de financement dédié aux journalistes du continent, visant à faciliter la couverture des questions climatiques et de développement durable.

Selon Boris Ngounou, journaliste à Radio Tiemeni Siantou et Environnementales au Cameroun, « le manque de moyens contraint de nombreux journalistes à abandonner des sujets importants sur l'environnement ». Dans ce contexte, l'étude menée du 10 au 13 mai 2024 par Africa 21 révèle que 44% des journalistes interrogés manquent de maîtrise technique sur des enjeux complexes, comme la gestion des produits chimiques ou les liens entre finance et environnement.

Pour répondre à cette problématique, Africa 21 propose la création d'un fonds, géré par un comité de pilotage composé de divers partenaires internationaux. Ce mécanisme, basé sur des partenariats pluriannuels, vise à former et soutenir les journalistes à travers des ateliers, webinaires, et événements internationaux, tout en leur permettant de participer aux grandes conférences climatiques.

L'association souhaite mobiliser la communauté internationale et les acteurs de la Genève internationale pour contribuer à ce mécanisme et garantir une couverture médiatique plus complète et éclairée des enjeux climatiques en Afrique.

Le fonds sera officiellement présenté lors d'un événement prévu le 11 octobre 2024 à Genève, avec la participation de personnalités influentes du secteur environnemental et médiatique.